

INpreCOR

Numéro 326 du 15 au 28 mars 1991 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

AU-DESSUS DU VOLCAN...



- GOLFE : Une interview d'Alain Gresh
- LES ILLUSIONS PERDUES : Allemagne ♦ Tchécoslovaquie
Hongrie ♦ URSS
- NICARAGUA : A la veille du congrès du FSLN

INpreCOR

SOMMAIRE DU N° 326
DU 15 AU 28 MARS 1991

3

GOLFE

La longue tragédie du peuple irakien
Salah JABER

6

Nuit sur le Golfe
George MITRALIAS

7

Turbulences après la "tempête"
Interview d'Alain GRESH

ISRAËL

Entre l'Intifada et le "nouvel ordre"
Michel WARSHAWSKI

DOSSIER EUROPE DE L'EST

14

ALLEMAGNE

La facture du l'unification
R. SCHMIDT et B. KRÜGER

16

TCHÉCOSLOVAQUIE

La petite privatisation
Adam NOVACK

18

HONGRIE

Du "communisme du goulash"
au capitalisme réel
Henri WILNO

21

Les illusions perdues

Azlo ANDOR

22

Difficile privatisation

Interview de Tamas KRAUSZ

25

Le cas Videoton

Maxime DURAND

26

UNION SOVIÉTIQUE

« L'heure est venue de s'unir »
David SEPPO

29

NICARAGUA

Les missiles de la discorde
Cecilia CARMENDIA

30

La révolution et nous...

Guadalupe LOPEZ

32

« Le Front doit changer »

Interview de Dora Maria TELLEZ

33

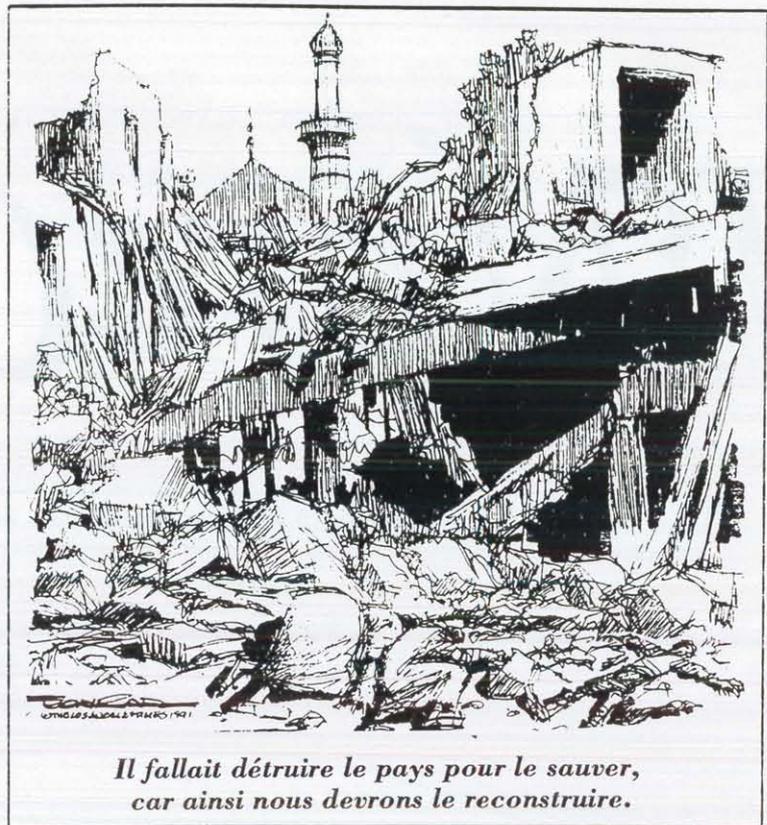
ITALIE

Accouchement dans la douleur
Livio MAITAN

36

YUGOSLAVIE

L'heure de la rue
Catherine VERLA



*Il fallait détruire le pays pour le sauver,
car ainsi nous devons le reconstruire.*

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - Europe
140 FF pour six mois. 280 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient - DOM-TOM
155 FF pour six mois. 310 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
180 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Pli fermé

France : 200 FF pour six mois. 405 FF pour un an.
Europe : 215 FF pour six mois. 430 FF pour un an.
Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

La longue tragédie du peuple irakien

AU-DELA de cette insupportable vanité, entretenue par une mise en scène hollywoodienne telle que celle du retour en hélicoptère de l'ambassadeur des Etats-Unis, 16 ans après Saïgon, l'étendue du désastre causé par la guerre "chirurgicale" en Irak et au Koweït commence à peine à être connue. Abominable médecine opératoire que cette chirurgie au marteau-piqueur, dont les ravages mettront de longues années à se cicatrifier, et laisseront d'affreux et profonds stigmates. Et pour compléter le tableau de ce qui équivalait, radioactivité en moins, à l'effet d'un bombardement atomique, c'est en termes

Quel spectacle indécent et ridicule livre au monde une Amérique aussi fière, aussi étonnée de sa victoire que s'il s'agissait de celle de David contre Goliath ! Le commandant des troupes de la coalition, le général Norman Schwarzkopf, appelé l'"Ours", rentre difficilement dans la catégorie des David avec ses 110 kilos : après s'être brillamment et héroïquement illustré contre la très puissante Grenade, il y a sept ans, il est aujourd'hui la vedette du déchaînement d'autosatisfaction qui suit le fait d'armes américain dans le Golfe. Un fait d'armes dont la grande prouesse restera le massacre d'un nombre effrayant de soldats et de civils en retraite ou en fuite, sur l'autoroute menant de Koweït City à Bassorah.

Salah JABER

de nuit artificielle et d'hiver nucléaire que l'on décrit les effets de l'énorme nuage toxique produit par la combustion des puits de pétrole koweïtiens, déjà considérée comme l'une des pires catastrophes écologiques de l'histoire (1).

L'ampleur de l'hécatombe et du désastre, la terrible désolation du Koweït et de l'Irak engendrées par cette guerre issue de l'affrontement de deux folies criminelles, celle du Néron de Bagdad et celle du Truman-bis de Washington, rendent encore plus écœurante la ruée des dignes représentants du capitalisme mondial assiégeant les détenteurs de pétrodollars pour leur soutirer des contrats. Bush, sacré *imperator* par le Congrès et par les médias impérialistes, se préoccupe de "gagner la paix" après avoir gagné la guerre, pour reprendre l'expression en vogue. Autrement dit, l'administration américaine cherche aujourd'hui à battre le fer tant qu'il est chaud pour modeler la *pax americana* régionale sans laquelle la victoire militaire des Etats-Unis serait bien vite compromise. Dans ces lendemains de grande bataille, c'est la politique qui de-

vient, à son tour, la continuation de la guerre par d'autres moyens.

La peur du vide irakien

Dans ce domaine, le premier grand problème auquel Washington doit faire face est, bien entendu, celui de l'Irak. Et c'est à ce sujet que se manifeste de la manière la plus évidente le grand cynisme de Washington. Ceux qui, en Occident, étaient persuadés, ou prétendaient l'être, que la guerre impérialiste était de nature "anti-fasciste" (2), sont aujourd'hui bien embarrassés. On sait dans quelles conditions George Bush avait ordonné le cessez-le-feu, le 28 février. Ce qui restait de l'armée irakienne dans le sud du pays connaissait une telle débâcle que les combats s'apparentaient à un jeu de massacre sur cibles humaines. Les troupes de la coalition auraient pu aisément poursuivre leur percée jusqu'à Bagdad, ou du moins jusqu'aux portes de la capitale, pour provoquer le renversement de Saddam Hussein.

Elles ne l'ont pas fait, et ce n'est certainement pas pour s'en tenir au mandat du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) ! A Grenade ou à Panama, pour beaucoup moins que l'invasion du Koweït et contre des régimes qui, comparés à celui du Baas irakien, étaient quasiment démocratiques, les troupes de Washington n'avaient pas hésité à déposer le pouvoir en place et à le remplacer par un autre à la solde des Etats-Unis. Dans ces deux pays les conditions générales d'une solution de rechange américaine existaient et jouissaient d'un minimum de légitimité et de stabilité. Ce n'était pas, et ce n'est toujours pas le cas en Irak.

1) Voir l'article de George Mitralias en p. 6.

2) On trouve même parmi eux des personnes se situant à gauche, non seulement des naïfs ignorant les données réelles, mais aussi des "experts", tels que Fred Halliday en Grande-Bretagne : « L'action militaire contre l'Irak était légitime, tout comme dans les années 30 et 40, il était justifié de soutenir la guerre contre le fascisme », publié dans *New Statesman & Society* (Londres, 8 mars 1991).



On sait que, pour la Maison Blanche et ses protégés saoudiens, la peur du vide dans ce dernier pays est beaucoup plus forte que leur aversion pour Saddam Hussein (3). Le spectacle offert par l'opposition irakienne qui s'est réunie au grand complet à Beyrouth, du 10 au 13 mars 1991, n'a rien de ragoûtant pour les partisans d'un nouvel ordre régional, sous-produit du "nouvel ordre mondial". Cette mosaïque de tendances n'ayant en commun que leur hostilité au tyran de Bagdad, et que tout sépare ou oppose par ailleurs, pourrait très difficilement instaurer un minimum de stabilité en Irak, si elle devait ériger son gouvernement sur les débris de l'appareil militaire-policier de Saddam Hussein.

Le totalitarisme baassiste a été tel, notamment au cours de la dernière décennie, que l'alternative paraît se réduire aujourd'hui en Irak, soit au maintien, en totalité ou en partie, de l'appareil dirigeant, soit au chaos. Pis encore pour Washington et ses protégés, les principales forces susceptibles d'émerger de ce chaos sont liées à Damas, à Téhéran ou à Moscou, c'est-à-dire qu'elles s'inscriraient bien mal dans le cadre de la *pax americana* que les Etats-Unis désirent instaurer. C'est pourquoi les appels de Bush au peuple irakien — et aux « militaires irakiens », il ne faut pas l'oublier — pour qu'ils se débarrassent de leur tyran ne devaient être entendus que comme des appels au dirigeants baassistes pour qu'ils immolent Saddam Hussein sur l'autel des intérêts suprêmes de leur régime et de sa stabilité.

Les Saoudiens ont tissé des liens avec le cartel de l'opposition irakienne uniquement dans le but de pallier à toute éventualité. Ils ont, par ailleurs, mis en avant des dissidents baassistes qui pourraient contribuer au maintien du régime débarrassé d'une partie de ses chefs. Mais, à tout prendre, Ryad, tout comme Washington, préférerait cent fois s'accommoder d'un Saddam Hussein affaibli et « apprivoisé », selon l'expression éloquentes d'un officiel américain haut placé (4), plutôt que de risquer le grand saut dans l'inconnu que constituerait l'effondrement général du régime. Et c'est ce calcul politique qui détermine leur attitude concrète, militaire, par rapport à ce qui se passe en Irak.

Si d'autres raisons peuvent être invoquées pour expliquer pourquoi les troupes de la coalition n'ont pas marché sur Bagdad, alors que la voie était libre, aucune autre n'explique le fait que les six semaines d'intense bombardement aérien et

balistique ont relativement épargné les forces armées irakiennes massées dans le nord du pays, sur le territoire du Kurdistan, voire même dans la capitale. C'est que l'objectif, d'ailleurs explicite, de Washington n'a jamais été de détruire et de démanteler entièrement les forces armées irakiennes, mais de les réduire à des proportions "acceptables", autour de 200 000 à 300 000 hommes, pour qu'elles soient incapables de menacer leurs voisins, tout en étant assez fortes pour dis-



suader ceux d'entre ces derniers qui seraient animés de visées hégémoniques, et pour mater les oppositions internes, chiite, communiste ou kurde.

Les raisons du soulèvement irakien

L'attitude des troupes américaines présentes en Irak (5) illustre parfaitement cette option fondamentale. Les événements qui se succèdent dans le pays depuis l'arrêt de l'offensive de la coalition sont les conséquences naturelles et logiques de cette dernière. L'essentiel de la force militaire du régime de Bagdad a été brisé dans le sud, ce qui y a produit une vacance du pouvoir. Celle-ci, quasiment comme une libération de vapeur sous pression, a suscité un soulèvement de masse, celui d'une population soumise depuis tant d'années à une tyrannie effroyable et insupportable, et qui, de surcroît, a payé le plus lourd tribut aux deux folles guerres de Saddam Hussein (6).

Ce soulèvement, selon plusieurs sources, était essentiellement spontané. Des soldats de l'armée en déroute s'y sont

joint, notamment ceux originaires des régions en rébellion. Le fait que les villes du sud de l'Irak soient majoritairement chiites et proches de la frontière avec l'Iran ne pouvait qu'inciter Téhéran à intervenir dans ce soulèvement. C'est ainsi que des réfugiés irakiens du courant intégriste chiite pro-iranien furent infiltrés vers Bassorah. Mais cela ne permet pas pour autant de décrire la révolte des masses comme chiite, au sens où ce serait un soulèvement sur des bases confessionnelles, et encore moins comme intégriste ou pro-iranienne, comme l'ont fait à dessein les médias imperialistes.

En fait, le principal courant intégriste pro-iranien, dirigé par Mohammad Baqr Hakim, évite lui-même de mettre en avant son programme fondamental et se rallie, comme il l'a confirmé au congrès de Beyrouth, à la revendication démocratique générale, beaucoup plus populaire que celle de la "République islamique", y compris parmi les chiites irakiens. Téhéran sait d'ailleurs que ses hommes ont peu de chances

d'être plébiscités par la population arabe, aussi bien chiite que sunnite, sans parler des Kurdes. Le régime des mollahs craint lui aussi, d'autre part, que ne s'installe en Irak un "chaos" qui, en favorisant l'affranchissement du Kurdistan, la résurgence d'un puissant mouvement communiste (7), et l'avènement, par la force des choses, de libertés supprimées depuis longtemps en Iran également, représenterait une source de contagion subversive pour Téhéran.

A cet égard, les propos tenus par le président iranien Rafsandsjani, le 8 mars 1991, ont souvent été interprétés de travers en Occident. Les médias ont présenté l'appel lancé à Saddam Hussein pour qu'il se retire de la scène politique comme un soutien aux masses insurgées, alors qu'il s'agissait de tout autre chose. En fait, Rafsandsjani appelait le parti Baas à se débarrasser du despote et à gouverner en alliance avec l'opposition, pro-iranienne s'entend (8). Son appel faisait suite à l'offre de coopération faite aux Iraniens par Saddam Hussein lui-même, qui a envoyé à cette fin son lieutenant chiite, Saadoun Hammadi, à Téhéran, tout en faisant

3) Voir *Inprecor* n° 325 du 1er mars 1991.

4) *International Herald Tribune*, 11 mars 1991.

5) Les membres arabes de la coalition se sont limités au territoire koweïtien. Voir l'interview d'Alain Gresh en p. 7.

6) Dans la guerre contre l'Iran, comme dans celle du Koweït, le sud de l'Irak était aux premières loges.

7) Le Parti communiste irakien profiterait de la non-participation de Moscou à la coalition militaire, du crédit gagné par le Kremlin pour avoir tenté d'arrêter la guerre et du fait que, quel que soit le régime à Bagdad, celui-ci n'aurait d'autre choix que de dépendre largement de l'URSS. Le fait que Moscou ait

maintenu le Traité d'amitié et de coopération conclu avec l'Irak en 1972, et se soit refusé à promettre de ne plus livrer d'armes à ce pays, comme le lui a demandé sans succès le Premier ministre britannique, John Major, lors de sa rencontre avec Gorbatchev au début de ce mois (voir *International Herald Tribune* du 7 mars 1991), est tout à fait révélateur des calculs du Kremlin.

8) - Il n'est pas possible que le parti Baas gouverne seul, surtout sous la direction de quelqu'un dont le monde, la région ou le peuple irakien ne veulent plus » (*International Herald Tribune*, 9-10 mars 1991).

une offre similaire au mouvement kurde, assortie de la promesse de réactiver les accords sur l'autonomie kurde de mars 1970 (9).

La main tendue par le despote a été rejetée, non par opposition intransigeante à son régime, mais par opposition à sa personne. Téhéran et ses partisans, ainsi que les Kurdes qui lui sont liés, exigent son départ, gage minimal à leurs yeux pour rendre crédible leur collaboration avec les baassistes. C'est-à-dire que le calcul iranien, du moins celui de la fraction Rafsandjani, est similaire à celui des Américains et des Saoudiens en ce qu'il passe par le maintien partiel du régime, sans son chef. La rivalité entre les deux camps adverses est évidente : chacun voudrait que l'Irak bascule de son côté, pour faire pièce à l'autre.

En conséquence, chacun des deux adversaires, Téhéran d'une part et Washington-Ryad de l'autre, cherche à mettre des bâtons dans les roues du camp adverse. La surenchère anti-américaine de Téhéran, au cours des derniers jours de l'offensive de la coalition, précédée par le refuge offert aux avions irakiens sur le sol iranien, avaient pour but de ménager la possibilité d'une alliance avec Bagdad contre la coalition. En retour, les forces américaines en Irak ont accordé leur feu vert au régime de Saddam Hussein pour la répression sanglante du soulèvement dans le sud, soutenu par Téhéran.

Les Etats-Unis laissent faire Saddam

En effet, aux deux choix militaires déjà cités, s'ajoute un troisième encore plus flagrant. L'armée américaine aurait pu, sans aucun problème, barrer hermétiquement la route vers le sud à tous renforts en hommes et en blindés en provenance du nord et du centre. Il lui aurait d'ailleurs suffi de stipuler cette interdiction de mouvement dans les conditions du cessez-le-feu, face à un régime irakien qui, préoccupé à nouveau presque exclusivement par l'écrasement de son peuple, a accepté docilement toutes les conditions qui lui ont été fixées par Bush à Washington et à New-York, et par Schwarzkopf à Safwan (10). De la même façon, il aurait suffi de signifier à Bagdad l'interdiction de toute utilisation de son espace aérien à des fins militaires, pour empêcher que les hélicoptères de l'armée irakienne n'interviennent contre la rébellion populaire.

Le choix réel des forces américaines a été tout à fait contraire. Elles ont permis à Saddam Hussein de déplacer ses forces, ses chars et ses hélicoptères sur l'ensemble du territoire irakien, y compris vers Bassorah. Elles lui ont permis, et

A bas l'agression contre l'Irak ! Troupes impérialistes hors du Golfe !

Le XIIIe Congrès de la IVe Internationale a adopté à l'unanimité un appel sur la guerre du Golfe (voir Inprecor n° 325 du 1er au 14 mars 1991). Voici les premiers signataires :

Algérie : Parti socialiste des travailleurs (PST) — Allemagne : Parti socialiste unifié (VSP) — Australie : Parti socialiste démocratique — Belgique : Parti ouvrier socialiste (POS) — Etat d'Israël : Ligue communiste révolutionnaire — Etat espagnol : Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ; Euzkadi : Ligue communiste révolutionnaire (LKI) — France : Ligue communiste révolutionnaire (LCR) — Grande-Bretagne : Parti socialiste des travailleurs (SWP) — Grèce : Regroupement de l'alternative anticapitaliste (EAS) ; Groupe de la révolution socialiste (OSE) — Ile Maurice : Organisation militante des travailleurs-Front national anti-souffrance (OMT-FMP) ; Force militante progressiste (FMP) — Italie : Bandiera Rossa — Jordanie : Parti communiste-Ligne révolutionnaire — Liban : Groupe communiste révolutionnaire — Mexique : Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) — Pologne : Parti socialiste révolutionnaire (NLR) ; Jozef Piniór, coordonnateur du Centre politique socialiste — Portugal : Parti socialiste révolutionnaire (PSR) — Sénégal : Organisation socialiste des travailleurs (OST) — Sri Lanka : Nouveau parti socialiste (NSSP) — Syrie : Parti d'action communiste (PAC) — Suède : Comité de paix suédois ; Parti socialiste — Tunisie : Organisation des communistes révolutionnaires (OCR) — Turquie : Ligue communiste révolutionnaire ; Lutte socialiste (SI) ; Sosyalizm — Uruguay : Parti socialiste des travailleurs (PST) — Etats-Unis : Tendance IVe Internationale ; Socialist Action ; Solidarity — Union soviétique : Alexandre Bouzgaline, membre du Comité central du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) et membre du club Marxisme-XXIe siècle.

continuent à lui permettre d'écraser le soulèvement populaire, au sud et au centre, dans un effroyable bain de sang. Les rares informations qui filtrent à ce sujet, à travers le rideau de fer baissé à nouveau par les baassistes avec, là-aussi, la complaisance de la coalition, font état de carnages aux armes lourdes et de centaines d'exécutions en masse d'insurgés. Rien de surprenant, en somme, de la part d'un des régimes les plus sanguinaires du monde.

Devant les protestations aux Etats-Unis de ceux qui avaient cru au mythe de la croisade démocratique contre un nouvel Hitler, Bush s'est vu obligé, le 13 mars, de « confesser quelque préoccupation » (sic) au sujet de l'utilisation des hélicoptères, alors que, quelques jours plus tôt, le général Brandtner, du Pentagone, déclarait que les Etats-Unis autorisaient même Saddam Hussein à utiliser ses avions contre la rébellion, s'il arrivait à les rapatrier d'Irak et pourvu qu'ils ne menacent pas les troupes de la coalition (11). La « préoccupation » de Bush au sujet des hélicoptères, bien dérisoire par rapport à celle qu'il exprima le même jour au sujet de l'« instabilité » de l'Irak, avait été précédée par la mise en garde faite à Bagdad contre l'utilisation d'armes chimiques. Fidèle au modèle « conventionnel » établi par le Pentagone, le régime irakien s'est limité à bombarder les zones insurgées au napalm !

Les forces américaines font plus que laisser la dictature baassiste réprimer le soulèvement de la population à sa guise. Elles lui servent à leur tour de « bouclier du désert », au sens où elles dissuadent directement et indirectement l'Irak d'accroître son aide à la rébellion. Selon l'analyse de l'*International Herald Tribune* du 6 mars 1991 : « Les Etats-Unis, l'Arabie

saoudite et d'autres pays de la coalition constituent une importante force de dissuasion contre toute tentative irakienne de gagner un point d'appui en Irak, en particulier si Téhéran violait l'intégrité territoriale irakienne. »

De la même façon, la Turquie, alliée de Washington au nord de l'Irak, dissuade énergiquement les Kurdes d'aller trop loin dans leur combat contre Bagdad. Le président turc, Turgut Özal, a plus d'une fois menacé d'intervenir dans le Kurdistan irakien si celui-ci manifestait des velléités séparatistes. Dès le début de l'offensive de la coalition, le Parlement d'Ankara a voté des pouvoirs de guerre spéciaux autorisant l'envoi de l'armée turque dans le nord de l'Irak, si jugé nécessaire. La limite fixée par Özal aux Kurdes d'Irak n'est autre que l'autonomie que Bagdad leur a déjà accordée en théorie depuis 21 ans, et que Saddam Hussein leur offre aujourd'hui de réactiver.

Manipuler l'armée contre les Kurdes et les chiïtes

L'opposition au droit du peuple kurde à la séparation étatique semble être la chose de la région la mieux partagée. Les Etats-Unis, l'Irak, la Syrie, l'Arabie saoudite, tous proclament bien haut leur attachement à « l'intégrité territoriale de l'Irak ». Aux journalistes qui lui demandaient récemment ce que les Kurdes pouvaient espérer du « nouvel ordre mondial », le ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas, ne trouvait à répondre que : « Le peuple kurde est déses-

9) *International Herald Tribune*, 8 mars 1991.

10) Lieu de la rencontre, en territoire irakien, entre les chefs militaires irakiens et ceux de la coalition.

11) *International Herald Tribune*, 11 mars 1991.

péré » (12) ! Saddam Hussein sait bien que, du côté des Kurdes, les dangers sont limités ; il sait aussi pertinemment que, quelle que soit l'avancée des forces kurdes, elles ne peuvent lui imposer plus que ce qu'il a déjà accepté en 1970. Il est conscient du fait par ailleurs que les Kurdes, minorité nationale, ne sauraient prétendre au pouvoir central.

Le danger dans les régions peuplées d'Arabes chiites, majoritaires en Irak, était, par contre, beaucoup plus grand, notamment en raison de l'intervention de Téhéran aux côtés des insurgés. C'est pourquoi le tyran de Bagdad a choisi, dans un premier temps, de dégarnir le front nord des troupes d'élite pour mater la rébellion au centre et au sud. Il a profité du sauf-conduit délivré par les forces américaines. Ce faisant, il savait qu'il exposait le reste de ses troupes au nord à la déconfiture, ce qui ne tarda pas à se produire sous la pression des masses insurgées rejointes par les combattants de la guérilla nationale kurde. Il s'agissait pour lui de parer au plus pressé, quitte à régler leur compte aux masses kurdes ensuite, comme il semble avoir commencé à le faire à présent.

Solidarité avec le peuple irakien

Dans cette bataille pour la survie de sa dictature, Saddam Hussein s'appuie d'abord sur sa garde prétorienne, la Garde républicaine, et ses services policiers ou para-policiers, eux-mêmes la cible de terribles vengeances populaires partout où le soulèvement a eu le dessus, ne serait-ce que temporairement. Le despote cherche ensuite à empêcher la décomposition du reste de son armée. Dans ce but, il a décrété une amnistie pour les déserteurs et a accordé des primes mensuelles à l'ensemble de ses troupes, et en particulier aux soldats de la Garde qui sont déjà hautement privilégiés d'ordinaire (solde, équipement, avantages sociaux, etc). La cohésion du reste de l'armée est entretenue, avec un succès mitigé, par la même terreur baassiste qui tient en échec la population. Les familles des soldats sont prises en otages, limitant les possibilités de rébellion de tous ceux dont les parents vivent en territoire sous contrôle baassiste. L'exécution systématique des rebelles achève de dissuader les troupes de se révolter.

Les perspectives de la révolte sont d'ailleurs assombries par le soutien de fait apporté par les Etats-Unis au régime de Bagdad. Ce qui fait dire, à juste titre, à une personnalité de l'opposition démocratique bourgeoise irakienne, dans un article publié par *The Washington Post*

(13) : « *Les Etats-Unis, derrière la feuille de vigne de la non-ingérence, attendent que Saddam massacre les insurgés dans l'espoir qu'il pourra être renversé plus tard par un officier convenable.* » Ou comme ces propos rapportés du Sénat américain par *Newsweek* (14), qui retournent la comparaison entre Saddam et Hitler, faite par Bush, contre son auteur : « *La position de l'administration est précisément de se débarrasser de Saddam, mais pas de son régime... C'est comme si l'on se débarrassait de Hitler en laissant les nazis au pouvoir.* »

Les masses arabes et kurdes d'Irak insurgées contre la tyrannie baassiste ne rencontrent aujourd'hui aucune solidarité notoire de la part des populations des autres pays arabes, quand celles-ci ne leur sont pas hostiles pour des raisons réactionnaires, par esprit confessionnel anti-chiite ou chauvin anti-kurde. Ceci confirme tragiquement ce que l'on pouvait craindre au sujet des graves illusions entretenues parmi les masses arabes quant au sens réel des actions du despote irakien, y compris par des forces de gauche.

Symétriquement, les beaux esprits qui, en Occident, soutenaient la croisade démocratique "anti-fasciste" des impérialistes se taisent aujourd'hui sous prétexte que Saddam a trouvé plus "fasciste" que lui : les "intégristes" qui menaceraient de s'emparer du pouvoir à Bagdad. Dans le premier comme dans le second cas, les in-

surgés d'Irak sont regardés avec suspicion, sinon avec animosité, par des gens qui avaient des positions antagoniques durant guerre. L'importance de s'être battu contre l'agression impérialiste sans avoir accordé le moindre crédit au régime de Saddam Hussein, ni à son annexion du Koweït, est maintenant tout à fait évidente.

Aujourd'hui autant qu'hier, le soutien réel au peuple d'Irak exige de lutter à la fois :

- pour le retrait immédiat des troupes impérialistes, deux fois criminelles contre le peuple irakien puisqu'elles soutiennent le régime contre lui après l'avoir impitoyablement bombardé et affamé ;

- pour la levée de tous les embargos, de toutes les sanctions, de toutes les réparations de guerre imposés au peuple irakien ;

- pour le soutien aux peuples arabe et kurde d'Irak dans leur lutte contre la tyrannie baassiste, pour les libertés démocratiques et l'élection d'une assemblée constituante ;

- pour le soutien au peuple kurde dans sa lutte d'émancipation nationale et pour son droit à l'autodétermination, y compris la séparation étatique. ★

4 mars 1991

12) *Le Monde*, 12 mars 1991.

13) *International Herald Tribune*, 13 mars 1991.

14) *Newsweek*, 18 mars 1991.

Nuit sur le Golfe

Sans parler des secousses qui suivront dans le monde arabe, les conséquences écologiques de la guerre sont désastreuses pour une région de la taille de l'Europe, et menacent de s'étendre à une grande partie de l'Asie.

UNE PLUIE noire de pétrole et un épais nuage noir d'au moins 2 000 kilomètres se déplacent depuis l'Est de la Méditerranée jusqu'à l'océan Indien. C'est déjà une réalité pour des millions de personnes au Koweït, au Qatar, à Bahrein, dans les Emirats arabes unis, en Arabie saoudite, en Irak et en Iran.

Selon des estimations officielles de Washington et de Ryad, environ 800 puits de pétrole brûlent actuellement au Koweït, et bien davantage en Irak. Selon les sources occidentales, les Irakiens auraient

provoqué la plupart de ces incendies ; mais, d'après Téhéran, ils ont été causés dans leur majorité par les bombardements de la coalition.

Quoi qu'il en soit, ce feu fait rage actuellement et personne n'entrevoit sa fin avant un an et demi au moins. Nous ne sommes qu'au début de ses conséquences. Il n'a fallu que quelques jours à l'épais nuage pour couvrir la région du Khouzeistan, dans le sud de l'Iran, et transformer le jour en nuit dans les villes d'Ahwaz et de Khorramshahr. Deux semaines après le début des incendies, il s'étendait au-dessus de trois provinces du sud-est de la Turquie et atteignait Adana. Selon le service météorologique britannique, une seule journée de vents forts lui suffirait pour atteindre l'Inde.

Au départ, il produit un effet semblable à une éclipse solaire ; ainsi lors d'un des reportages en direct de CNN depuis le Koweït, ce qui ressemblait au dé-

part à des scènes nocturnes s'est révélé avoir été tourné en plein midi. Ainsi, le jour devient nuit. La conséquence immédiate est une baisse soudaine de la température. Selon le compte-rendu d'Associated Press du 27 février 1991, la température à Koweït City est descendue de ses 24/25 degrés habituels à 6/7 degrés. Une telle perturbation climatique sans précédent, si elle dure quelques semaines, provoquera évidemment une série de réactions en chaîne.

La pluie noire qui accompagne le nuage semble détruire tout ce qu'elle touche. Les premières évaluations scientifiques, réalisées en Turquie sur ordre urgent des autorités, ont montré qu'une journée de pluies abondantes de ce type suffirait à détruire les champs cultivés, les prairies et les réserves d'eau potable des zones urbaines, alors que les lacs et les rivières seraient irrémédiablement pollués. Pire encore, ces précipitations menacent directement et indirectement la santé des populations, car elles contiennent d'importantes quantités de substances cancérigènes.

Tous menacés ?

Il faut savoir qu'au moins trois millions de barils de pétrole par jour — deux fois la production normale — se transforment en fumée à cause des feux des puits de pétrole koweïtiens. Il faudra un certain temps avant que la portée des dégâts ne soit connue. Le scientifique Carl Sagan pense qu'il existe un danger immédiat de perturbation des moussons — qui rendent possible l'agriculture dont vivent des centaines de millions de personnes.

Cela pourrait avoir de graves conséquences sur le climat de toute la planète, par exemple en accélérant de plus de 30 ans son processus de réchauffement global. Quoi qu'il en soit, nous sommes confrontés à un événement sans précédent, qui induit une destruction écologique à une échelle que jamais vue.

D'après une déclaration conjointe de onze organisations des Nations-Unies, si les feux de puits de pétrole se poursuivent durant plus d'une semaine, cela constituera une menace pour « la santé humaine et l'environnement dans une grande partie de l'hémisphère nord. (...) Pas uniquement dans le Golfe persique, mais aussi dans des zones qui se trouvent à des milliers de kilomètres ».

Si de telles "victoires" se multiplient, il n'y aura bientôt plus personne pour les célébrer. ★

George MITRALIAS
Athènes, 7 mars 1991

Turbulences après la "tempête"

Ni la guerre, ni l'intervention impérialiste, ni la reddition imposée à l'Irak par la coalition "alliée" ne règlent les problèmes du Moyen-Orient, qui est toujours le théâtre de turbulences. C'est pour éclairer un premier bilan et faire le point sur la région et les possibles développements du conflit qu'Inprecor a rencontré Alain Gresh, journaliste et auteur notamment, avec Dominique Vidal, de Golfe. Clefs pour une guerre annoncée, paru aux éditions Le Monde (Paris, janvier 1991).

INPRECOR : Le problème de l'approvisionnement et du contrôle des ressources pétrolières a-t-il été, à votre avis, le facteur déterminant de l'intervention militaire des Etats-Unis ?

Alain GRESH : Cette intervention répond à des raisons qui dépassent le Moyen-Orient, même si elle se fait dans un champ régional qui a une importance stratégique considérable, car c'est là que se trouvent les principales réserves pétrolières du monde. Pour l'économie américaine, le maintien du pétrole à un prix relativement bas est une nécessité beaucoup plus vitale que pour les autres pays, y compris l'Europe ou le Japon.

Pour les Etats-Unis, il s'agit aussi de se situer dans l'après guerre froide ; la volonté d'avancer vers un "nouvel ordre international", d'imposer une hégémonie mondiale a été déterminante. Après la chute du Mur de Berlin, avec les problèmes de l'Union soviétique et l'ébranlement du bloc de l'Est, il s'agissait de savoir vers quoi on s'acheminait. Avec la crise du Golfe, les Américains ont voulu donner des contours à ce "nouveau" monde, dans lequel ils comptent assumer une hégémonie économique, politique et militaire ; ils veulent s'affirmer comme la seule grande puissance, au Moyen-Orient, mais aussi par rapport à leurs alliés.

Avec la fin de la guerre froide, certains affirmaient qu'on s'acheminait vers l'émergence de zones relativement autonomes : les Etats-Unis d'un côté, le Japon

et l'Europe de l'autre, avec la possibilité de construction de pôles économiques et politiques moins soudés qu'auparavant. La disparition de l'"ennemi", que constituait l'URSS, semblait ouvrir pour certains la perspective d'une plus grande autonomie économique européenne ou japonaise.

L'intervention dans le Golfe a permis aux Etats-Unis d'affirmer qu'il n'y a qu'une seule grande puissance et que les autres pays doivent, d'une manière ou d'une autre, s'aligner. A ce niveau là, c'est une réussite pour les Etats-Unis : par la grande alliance qu'ils ont réussi à faire autour d'eux ; par l'alignement japonais ; par leur capacité à se servir des Nations-Unies, tout en étant les seuls à décider de la stratégie à mener. Mais c'est sûrement une victoire à court terme, car ce pays n'a pas les moyens d'être une super-puissance mondiale, il connaît une crise économique profonde (1).

◆ *Nombreux étaient ceux qui pronostiquaient que cette crise allait provoquer une hausse des prix du pétrole, même dans les milieux financiers, ce qui n'a pas été le cas.*

La plupart des experts pétroliers se sont trompés jusqu'à la veille de l'ultimatum du 15 janvier 1991 (certaines revues spécialisées prédisaient que, dès le pre-



1) Voir Inprecor n° 318 du 9 novembre 1990 et n° 324 du 15 février 1991.

mier coup de canon, le baril atteindrait 60 voire 100 dollars !). Le marché pétrolier est aujourd'hui largement spéculatif. C'est le New-York Mercantile Exchange (NYMEX) qui fixe les prix. Il fonctionne de manière strictement spéculative, et se base sur des pronostics et non pas en fonction de l'offre et de la demande. En fait, depuis le début de la crise, l'Arabie saoudite, a augmenté sa production, et donc permis de compenser sur le marché mondial le pétrole irakien et koweïtien.

On peut se demander si les pronostics ultra-optimistes des deux premiers jours, concernant la courte durée de la guerre, n'ont pas été, en partie, délibérés, dans l'objectif d'éviter une flambée des cours du pétrole.

Le baril est actuellement à 20 dollars ; jusqu'au 15 janvier, il a oscillé entre 20 et 30 dollars (avec des pointes à 40), sans qu'il n'y ait jamais eu un réel risque de pénurie de pétrole.

En Arabie saoudite, l'éviction, en 1986, du ministre du Pétrole, Yamani, partisan d'un brut à bon marché, avait divisé la famille royale.

Ce pays a ensuite décidé de mener une politique de sous-production qui lui a permis de doubler son quota pendant cette crise.

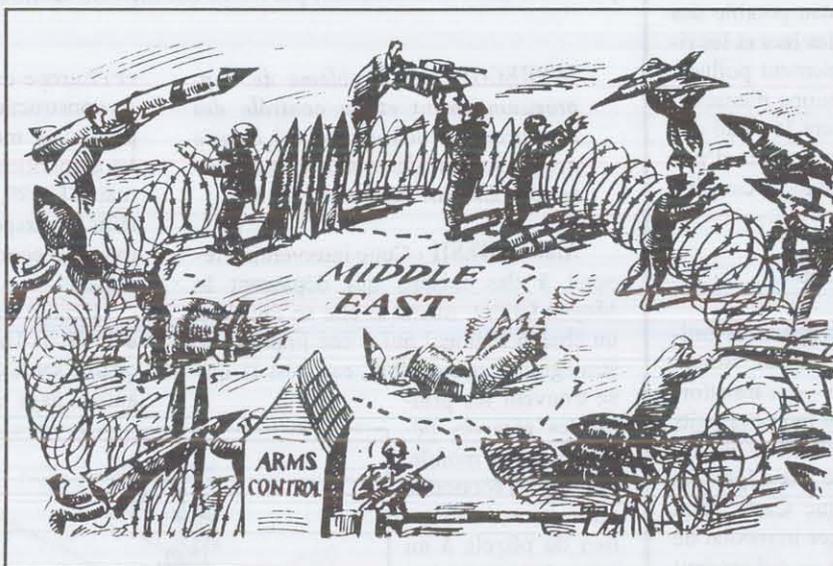
Les Saoudiens, comme les Koweïtiens, n'ont aucun intérêt à voir s'affaiblir les économies occidentales par des prix de vente élevés, parce qu'ils y ont des intérêts importants (2) par le biais de leurs investissements financiers ; investissements qui leur rapportent autant que leur production de brut. Ces gouvernements ont donc une politique différente dans ce domaine à celle de l'Algérie, par exemple, partisane d'un prix plus élevé de l'or noir.

Du point de vue du capitalisme occidental, on peut aussi défendre la thèse selon laquelle une politique de développement à moyen terme est compatible avec un prix supérieur du pétrole — à condition qu'il reste entre 20 ou 25 dollars, pas à 40 dollars le baril, évidemment.

Aujourd'hui, il y a un débat à ce sujet : si le baril est à 10 dollars, qui va payer la reconstruction du Koweït ? Il semble que l'on s'achemine vers un prix d'environ 20 dollars (qui serait quand même deux fois supérieur à celui du printemps 1990) ce qui permettrait à l'Arabie saoudite de récupérer ce qu'elle a investi dans son effort de guerre et au Koweït de financer sa reconstruction.

◆ *Vous rappelez dans votre livre qu'avec l'annexion du Koweït les réserves pétrolières de l'Irak étaient passées de 9 à 19 %. Dans la situation d'étranglement économique que connaissait ce pays, quel a été le poids du problème pétrolier dans l'annexion de l'émirat par Saddam Hussein ?*

Les affaires de frontières et de pétrole sont secondaires dans cette crise. En envahissant le Koweït, Saddam Hussein cherchait de l'argent ! L'Irak était pris à la gorge par ses dettes (3) — personne n'en connaît le montant exact, elles pourraient atteindre 60 ou 70 milliards de dollars —, par d'énormes dépenses militaires, ainsi que par les besoins de sa population.



Après un an et demi de paix (le conflit Iran-Irak s'est conclu le 20 août 1988), l'argent lui faisait cruellement défaut. En annexant le Koweït, Saddam espérait, entre autre, mettre la main sur l'Office d'investissements koweïtiens (KIO), qui brasse entre 100 et 200 milliards de dollars (4), ainsi que sur les réserves de ce pays. A mon avis, c'est la raison essentielle de la décision du régime de Bagdad. Ensuite, Saddam Hussein a donné d'autres raisons historiques (sur les îles de Boubiane et de Warba — revendiquées depuis longtemps — et sur le pétrole) ; mais ce qui prime, entre mai et août 1990, c'est l'aspect financier.

Il considérait qu'il était soumis à une guerre économique à cause de la politique de surproduction et de bas prix que menaient les monarchies du Golfe, et en particulier le Koweït (le baril était à 10 dollars, durant les six premiers mois de l'année 1990), le privant de sa principale ressource financière.

◆ *Saddam Hussein aurait fait une erreur de jugement politique en se lan-*

çant dans cette aventure, quant à la réaction des Etats-Unis. On a même entendu des thèses concernant un prétendu piège de la CIA...

Personnellement, je ne crois nullement à la thèse du complot dans lequel il serait tombé.

A partir de 1982, une alliance stratégique a existé entre les Etats-Unis et l'Irak, qui a abouti, en 1987, à une intervention massive de la flotte américaine contre l'Iran. Ces liens se sont poursuivis après le cessez-le-feu irako-iranien. Si toute l'administration des Etats-Unis n'était pas sur la même position (le lobby pro-israélien est évidemment hostile à cette politique ; certains secteurs de la CIA auraient jugé

qu'une trop grande puissance irakienne déséquilibrerait les rapports de force dans la région), la politique de soutien à l'Irak a continué.

L'ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad, April Glaspie, aurait assuré à Saddam Hussein, lors du sommet avorté irako-koweïtien, en juillet 1990, que ses problèmes de frontière avec le Koweït ne concernaient pas les Etats-Unis.

La politique américaine était tellement engagée dans ce soutien au régime de Bag-

dad, qu'elle n'a pas compris que les signaux lancés par celui-ci vis-à-vis du Koweït, et même d'Israël, étaient de plus en plus menaçants. Saddam a pu interpréter ce silence américain comme un feu vert...

Pour lui, qui avait mené la guerre contre l'Iran, sans aucune condamnation du Conseil de sécurité des Nations-Unies, qui avait gazé les Kurdes, sans que la Conférence de Paris sur les armes chimiques ne prenne aucune sanction, pourquoi ne pas envahir le Koweït ?

2) Voir *Inprecor* n° 317 du 26 octobre 1990.

3) Voir *Inprecor* n° 314 du 19 septembre 1990.

4) La participation financière koweïtienne la plus importante se trouve en Grande-Bretagne (25-30 milliards de dollars, répartis entre 23 sociétés ou banques). Aux Etats-Unis, le Koweït contrôle moins de 5 % des actions de 70 sociétés cotées en Bourse (dont l'Atlantic Richfield et General Electric), ainsi que des bons du Trésor. En Allemagne, la KIO contrôle 25 % du groupe chimique Hoescht, 10 % de Volkswagen, etc. Dans l'Etat espagnol, le portefeuille koweïtien atteint 10 milliards de dollars (possédant, entre autres, 50 % de la société automotrice Ebro). En France, il s'agit de 5 à 10 milliards de dollars, dont 1 % et 3 % des banques Paribas et Indosuez et 3 % de la société de construction Bouygues. Au Japon, le Koweït a des investissements pour une valeur de 20 milliards d'actions. Cité par A. Gresh et D. Vidal op. cit.

Ce qui semble certain c'est que, jusqu'au 15 janvier 1991, Saddam Hussein n'a pas cru à la guerre. Au départ, il a dit aux Américains qu'ils ne pourraient pas soutenir un conflit qui leur coûterait 10 000 morts (cette évaluation paraissait, à l'époque, assez rationnelle).

Voilà pourquoi Saddam n'aurait pas saisi les perches tendues par les Soviétiques ou par la France.

◆ *L'Irak était présenté par les médias et les gouvernements de la coalition impérialiste comme la "quatrième armée du monde", ce qui était évidemment faux. Cette campagne d'intoxication sur le potentiel militaire de Saddam Hussein a désarçonné une partie importante de l'opinion publique qui n'a pas compris comment une telle armée s'effondrait après quelques heures d'offensive terrestre, minimisant du même coup l'attaque aérienne sans précédent dont a été victime l'Irak pendant plus d'un mois.*

Il y avait une large part d'intoxication concernant le potentiel militaire irakien ; tout le monde avait noté l'inefficacité de cette armée lors de la guerre Iran-Irak. S'il est vrai qu'à partir de 1983 elle s'était mieux battue, il faut rappeler qu'elle avait un armement dix fois supérieur à celui de l'Iran, fourni par tous les pays, et l'appui politique et militaire de l'ensemble de la communauté internationale. Mais en la présentant comme une force importante, toute possibilité de compromis était brisée et son démantèlement apparaissait nécessaire.

Nous sommes face à un armée du tiers monde, d'un pays non politisé, et il faut surtout se garder de toute comparaison avec ce qu'était l'armée vietnamienne, dont les combattants savaient pourquoi ils se battaient. L'armement est sûrement important, mais la conviction et la volonté de lutter sont des facteurs déterminants.

En outre, il y a deux pays où Saddam n'est absolument pas populaire, en Egypte et en Irak. Après huit ans de guerre et des centaines de milliers de victimes, les Irakiens, même s'ils pouvaient considérer que le Koweït était une partie de l'Irak, n'étaient pas forcément prêts à assumer une nouvelle aventure militaire. Si on ajoute à ces facteurs les bombardements subis par ce pays (même si les Irakiens l'ont caché), on peut comprendre la rapidité de la déroute ; on parle de 200 000 à 300 000 morts irakiens (les huit années de guerre Iran-Irak en avaient fait presque autant dans ce premier pays) ! Il y a eu, de la part des alliés, une volonté de destruction totale du pays et de son économie, dès le départ, bien plus que de son armée. Ils

se sont attaqués à toute une population ; le pays se voit ramené vingt ans en arrière ; Bassorah aurait été totalement détruite.

◆ *Pourquoi, selon vous, l'Irak n'a-t-il pas utilisé ses fameuses armes chimiques et bactériologiques, tant décriées par les Etats-Unis ?*

Contrairement à ce qui a été dit, Saddam Hussein a été très prudent. Dans la première interview donnée, après le début de la guerre, à la chaîne américaine de télévision CNN, il avait dit qu'il disposait de missiles qui pourraient transporter des armes chimiques et nucléaires, mais il expliquait clairement qu'il n'utiliserait que des arsenaux du même type que ceux employés par l'adversaire. Personne n'a repris ces propos ; les médias se sont limités à répéter que ces missiles pouvaient être chargés !

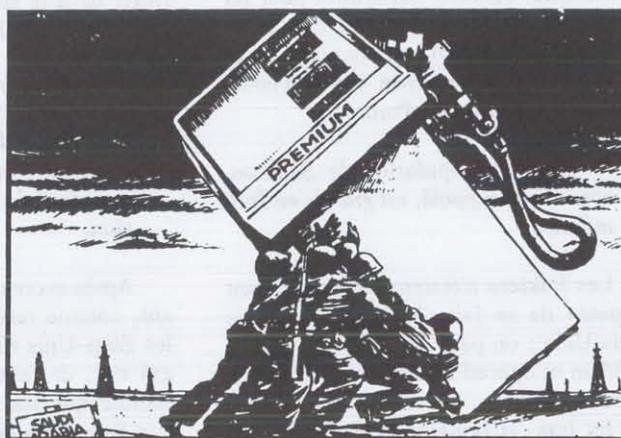
A mon avis, ce n'est pas pour des raisons morales que le régime irakien ne s'en est pas servi — il n'avait pas hésité à le faire contre les Iraniens et contre les populations kurdes, sans provoquer aucune réaction internationale — ; là, il savait que la riposte adverse aurait été terrible. On assiste en plus à une fantastique hypocrisie : sans être spécialiste, on peut penser que le napalm ou les bombes à souffle ne sont sûrement pas moins barbares que les bombes chimiques ; et les Américains ne se sont pas privés de les utiliser !

On vient d'assister à une des guerres les plus meurtrières des dernières années, dans un *black-out* quasi complet. On a l'impression que les alliés ont utilisé un marteau-pilon pour tuer une mouche ; mais la mouche c'était des millions de gens !

C'est la première guerre de ce type. Ce conflit, mené en quatre semaines, a fait preuve d'une grande précision dans l'attaque des objectifs (les usines, les administrations, les installations militaires, etc.) ; les bombardements massifs ont été décisifs.

◆ *A quel point l'armée irakienne vous semble-t-elle démantelée aujourd'hui ? Quel rôle pourrait-elle jouer dans le maintien ou non de Saddam Hussein au pouvoir ?*

Selon certaines sources, qu'il est difficile de vérifier, il resterait une trentaine de divisions (celles qui étaient stationnées



à la frontière turque et à Bagdad ont dû échapper aux bombardements). Cette armée comptait 1,5 million d'hommes (sur une population de 18 millions), mais elle a subi des pertes très sérieuses ; les divisions les plus aguerries étaient sûrement sur le front (même si Saddam a dû garder des réserves d'élite et la Garde présidentielle, socle du régime, autour de lui, ayant moins confiance dans les contingents d'appelés).

Ce pouvoir est fondé sur l'armée, mais aussi sur un réseau d'encadrement policier et politique très fort (en Irak, on dit qu'un habitant sur quatre fait partie des *mouhabarat* — les services secrets irakiens). Ce réseau a été fortement ébranlé à Bassorah et sûrement dans tout le sud du pays. Les bombardements, en détruisant l'appareil militaire et l'ensemble de l'infrastructure nécessaire à la vie quotidienne, ont brisé les mécanismes d'encadrement de la population, les sentiments hostiles à Saddam peuvent ainsi s'exprimer. Au Kurdistan, où existe une tradition de résistance armée, il est aussi plus facile aujourd'hui d'organiser un soulèvement. Par contre, dans le centre de l'Irak, le réseau d'encadrement est moins atteint et toute protestation est beaucoup plus difficile.

Le régime s'appuyait en partie sur les Arabes sunnites — environ 20 % de la population — ; pour eux l'idée de voir s'installer un régime islamique n'est guère enthousiasmante (5).

Je ne crois pas du tout à l'éventualité d'un coup d'Etat militaire. Le système politique irakien repose sur une sorte de clé de voûte, constituée par Saddam, qui rassemble tout un système de relations, familiales et claniques (6). Des centaines de milliers de gens ont quand même profité

5) La majorité de la population irakienne serait d'origine chiite. Dans de nombreux articles ou ouvrages les Kurdes sont souvent comptés parmi les sunnites.

6) Voir *Inprecor* n° 314 du 14 septembre 1990. Le 6 mars, Ali Hassan al-Majid, cousin de Saddam et auteur de la politique de la "terre brûlée" au Kurdistan, a été nommé nouveau ministre de l'Intérieur.

du système, commis des crimes pour lui et donc se sentent directement concernés par sa survie. On peut imaginer qu'avec ce qui lui reste comme armée, Saddam pourra rétablir un semblant d'ordre.

◆ *Mais l'impopularité de Saddam, vous l'avez rappelé, est grande en Irak même...*

Les Irakiens n'étaient pas pour autant contents de se faire bombarder par les Etats-Unis : on peut à la fois être contre Saddam et opposé à l'intervention américaine.

En Irak, la brutalité de la répression est supérieure à celle des autres pays de la région. Au Maroc, par exemple, on arrive à savoir qui est emprisonné, la répression est plus ciblée et l'encadrement de la société moindre. En Irak, l'encadrement concerne toute la population, c'est une pression permanente, avec des disparitions, etc.

Par contre, il y a une série d'acquis sociaux. La condition des femmes, en Irak, n'est guère comparable à celle de l'Arabie saoudite, où elles n'ont aucun droit ; dans le domaine social, il y a eu des réalisations réelles (l'éducation, l'infrastructure des services, etc.), contrairement aux autres pays de la région, et une certaine forme de laïcité existe, même si le discours religieux s'est amplifié depuis le début de la guerre contre l'Iran.

◆ *Les mouvements chiïtes semblent sortir renforcés de cette épreuve, en tout cas pour le moment. Pensez-vous qu'il existe une relève possible au sein de l'opposition au régime ?*

La destruction du pays casse, d'une certaine façon, son équilibre. La coexistence des chiïtes, sunnites, kurdes, chrétiens, etc., ne reposait pas sur un véritable ciment national — même si un tel sentiment a pu se renforcer dans les années 80.

Dès que les Iraniens ont pénétré en Irak, le conflit a été perçu comme une guerre de défense nationale, et l'identification nationale a été plus forte que l'identification religieuse. Ce sentiment de cohésion avait permis à l'Irak de résister. Même les chiïtes irakiens s'identifiaient plus au pouvoir sunnite irakien qu'à l'Iran chiïte.

La destruction du pays permet aujourd'hui aux différentes forces politiques de s'exprimer.

Les dizaines de milliers de réfugiés irakiens qui se trouvaient sans doute en Iran (ils avaient été expulsés au début de la guerre Iran-Irak, accusés d'être "pro-Iraniens") ont été encadrés et entraînés par le régime de Téhéran et ils ont pu s'in-

filtrer dans le sud, ce qui expliquerait le soulèvement de Bassorah.

◆ *Ces soulèvements populaires vont sûrement à l'encontre des projets des Etats-Unis, ils menacent le pays d'un éclatement qui ne peut guère convenir aux plans de l'impérialisme pour la région.*

Après avoir soutenu l'Irak pendant dix ans, comme rempart contre l'islamisme, les Etats-Unis risquent aujourd'hui, malgré eux, de favoriser les islamistes ! Il semble que les Américains aient laissé aux Saoudiens la tâche de préparer la relève à Bagdad. Ces derniers ont rassemblé quelques vieux dignitaires et d'anciens hommes politiques à Ryad.

Avec l'affaiblissement du pouvoir central, l'Irak peut s'acheminer vers des affrontements, ou même une guerre civile avec des répercussions dans toute la région (si la révolte repart au Kurdistan, elle n'épargnera ni la Turquie, ni l'Iran) ; il y a des risques réels de désintégration, voire de "libanisation".

◆ *Selon vous, les risques d'explosion de l'Irak pourraient-ils aller dans le sens des intérêts de certains autres Etats de la région, comme la Syrie ou l'Iran ?*

La Syrie, à mon avis, n'a aucun intérêt au démantèlement de l'Irak. Hafez-el-Assad a déjà réussi à avoir le Liban et à écraser son principal rival, Saddam Hussein. Par contre, en Iran, les choses sont plus compliquées.

Le pouvoir est instable, il existe une opposition dite radicale (qui se réclame

de la ligne de Khomeiny, et qui est beaucoup plus anti-américaine) qui aurait peut-être intérêt à aider



une insurrection chiïte en Irak, pour étendre la révolution islamique. Le gouvernement iranien, lui, avait décidé de ne

pas aider Saddam pendant le conflit — Rafsandjani a d'ailleurs été très critiqué pour cette politique.

◆ *Pensez-vous que cette guerre renforcera les courants nationalistes — en tout cas, ce qu'il en reste — ou les islamistes ?*

On a souvent présenté ces deux courants comme contradictoires, alors qu'ils ne le sont pas forcément ; cette guerre montre qu'il n'y pas de coupure très nette. Le nationalisme arabe n'a jamais récusé l'Islam comme élément fondateur ; et les islamistes, dans beaucoup de pays, situent leur lutte dans un cadre national étroit (en Algérie ou en Tunisie, par exemple).

La révolution iranienne avait une connotation révolutionnaire, de renversement de l'ordre établi ; mais l'impact de cet exemple a été assez faible, en dehors des chiïtes libanais et, dans une moindre mesure, des Irakiens.

Les groupes intégristes qui se développent ne sont pas porteurs d'un projet révolutionnaire, ils sont fondamentalement conservateurs, et liés aux Saoudiens. Dans la crise du Golfe, même si tous ces groupes vont, d'une certaine manière se lier à l'Irak, ce sera avec très peu d'enthousiasme de la part de leurs directions à cause de facteurs économiques (l'Arabie saoudite les finance) et idéologiques (ils se sentent plus proches des Saoudiens que des Irakiens, ou même des Iraniens). Cette attitude a terni leur influence (en Tunisie, par exemple, ils ont beaucoup payé leur ambiguïté dans le conflit ; le Front islamique du salut (FIS) algérien a aussi beaucoup tergiversé). Le mouvement islamiste connaît aussi une crise.

On peut imaginer une fusion de ces deux courants, une espèce de synthèse qui saurait s'opposer à la mainmise occidentale.

On pouvait prévoir qu'il n'y aurait pas de mouvement révolutionnaire dans le monde arabe pendant la guerre ; c'est encore bien trop tôt ; il n'y a pas eu de réelle déstabilisation à court terme, même dans le Maghreb. C'est en partie dû à l'absence de forces politiques capables d'orienter ces mouvements. Etant donnée la faiblesse des nationalistes arabes et les liens des islamistes avec les Saoudiens, qui pouvait profiter de cette situation pour changer les régimes ? Il y a un vrai problème de direction politique et de perspectives,

qui est aussi le résultat de vingt ans de dictatures sanglantes.

◆ *Nombreux sont ceux (même à gauche) qui pensent que cette guerre permettra de résoudre la question palestinienne. Au contraire, Israël, par ce qu'on a appelé sa politique de "retenue", a redoré son blason et peut se permettre une attitude encore plus arrogante...*

C'est le sens du discours tenu par François Mitterrand, qui a dit qu'après avoir résolu la question du Koweït, on allait s'attaquer à celle de la Palestine.

Je suis très sceptique. C'est le gouvernement israélien qui sort renforcé de cette crise ; il n'a aucune raison de céder maintenant.

Il n'y aura sûrement pas de pressions américaines fortes dans ce sens ; les Etats-Unis sont les seuls à pouvoir peser sur Israël, même s'ils sont dans une situation compliquée face à leurs alliés arabes. En plus, il y a un semblant de discussion sur la représentativité de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui va permettre à tout le monde de se laver les mains.

Sanctionner les Palestiniens pour la position prise par l'OLP au cours de ce conflit revient à dire que le roi Hussein de Jordanie n'est plus représentatif de son peuple, pas plus que tous les gouvernements du Maghreb !

◆ *La politique de la France dans ce conflit, à moyen terme, risque de lui coûter très cher dans la région, surtout dans les pays du Maghreb. Elle rompt avec une certaine tradition, qui gardait au moins des apparences d'indépendance par rapport aux Etats-Unis, et avec le discours Nord-Sud cher au gouvernement socialiste.*

Les intérêts économiques, politiques et stratégiques de la France plaident, en effet, pour une politique non-alignée, un peu dans le sens de celle des Soviétiques, qui, tout en condamnant l'invasion du Koweït, n'ont pas envoyé des troupes et ont fait des tentatives de négociation jusqu'au bout.

Dans le cas de la France, les décisions ont été prises de façon "monarchique", par un petit groupe, sans grands débats préalables dans le Parti socialiste ou dans les cercles du pouvoir et avec, dès le départ, la conviction qu'on allait à la guerre.

Cette crise est la première de l'après-guerre froide et, à mon avis, Mitterrand l'a gérée comme une crise de guerre froide. Cela signifiait qu'il fallait s'aligner sur le camp américain ; dans cette conception, à



Après-guerre. Puzzle du Moyen-Orient

partir du moment où il s'agissait d'une grande crise internationale, aux dimensions dessinées par les Etats-Unis, il n'y avait plus de choix, ni de différence possible (comme De Gaulle l'avait fait, en 1962, lors de la crise des fusées à Cuba).

De Gaulle savait qu'en cas d'une crise comme celle de Berlin ou de Cuba, il n'avait pas d'autre choix, compte tenu de la division du monde. Mitterrand a géré la crise du Golfe de la même manière ; il a tenté de maintenir une certaine autonomie française, tout en s'alignant sur les Etats-Unis.

Tout en étant conscient des conséquences que cela aura dans ses relations avec le monde arabe, Mitterrand pense pouvoir les limiter — ce qui n'est pas tout à fait impossible ; une fois la défaite consommée, les gouvernements du Maghreb ne pourront pas rompre avec la France — ; mais il ne pourra pas limiter les dégâts parmi les populations de ces pays.

En outre, il y a eu une absence complète de l'Europe dans cette crise.

La France avait coupé tout contact et toute relation avec les Irakiens — ce qui n'était pas imposé par les résolutions des Nations-Unies — sous la pression américaine (la presse de ce pays a été très dure avec la France, dès le début du conflit). Les Etats-Unis ont fait preuve d'une arrogance diplomatique énorme, comme dans les années 50.

Même dans le domaine économique, la France payera cet alignement. Elle va en pâtir dans les contrats de reconstruction du Koweït et de l'Arabie saoudite, les Etats-Unis s'arrogeant la part du lion (ils ont même obtenu l'annulation d'un certain nombre de contrats que la France avait signés dans le domaine de la défense électronique, selon l'hebdomadaire *Business Week*).

Sur place, les Américains auront un poids décisif dans toutes les décisions de ces pays.

Les Français espèrent pouvoir jouer un rôle maintenant (comme si c'était la contrepartie naturelle de leur participation au conflit, comme lors de la Seconde Guerre mondiale) ; mais on peut douter de

la capacité de la France et de l'Europe à faire entendre leur voix.

La possibilité de faire pression sur Israël n'a jamais été aussi faible (ce pays accuse, pas tout à fait à tort, les Européens d'avoir armé l'Irak) et les relations françaises avec le monde arabe vont être plus mauvaises qu'auparavant.

Il est étonnant que le paiement de 1 million de dollars à la France par le Koweït, n'est suscité aucune réaction dans ce premier pays. C'est une guerre payée par les pays arabes riches de la région.

◆ *Les Etats-Unis vont-ils commettre l'erreur de laisser leurs hommes sur place longtemps ?*

Ils vont en retirer l'essentiel, en obtenant sans doute une base militaire au Koweït (ils avaient déjà beaucoup de matériel militaire et d'infrastructures prêtes en Arabie saoudite, qu'ils vont développer). Ils vont s'arranger avec l'Egypte et la Syrie pour que ces pays aient des forces de sécurité plus importantes, et éviter ainsi le maintien d'une présence occidentale trop forte.

◆ *Quelles perspectives voyez-vous pour la région ?*

Les problèmes palestiniens, libanais et kurde, comme celui de la course aux armements, et les difficultés économiques, démocratiques et politiques demeurent.

Il faut prendre au mot les déclarations qui ont été faites pendant la guerre sur une conférence internationale, même si on pense que de tels propos étaient en partie hypocrites ; mais il faudrait une vraie volonté politique de la part de l'Europe qui est plus qu'hypothéquée aujourd'hui. Des conférences sur la sécurité et la coopération, qui aborderaient l'ensemble des autres problèmes, me semblent intéressantes.

Il faut arrêter, en outre, de penser que les peuples arabes, parce qu'ils ont des traditions spécifiques, ne sont pas "mûrs" pour le multipartisme ou la liberté de la presse (d'ailleurs, il y avait sûrement plus de pays antidémocratiques dans le camp de la coalition que parmi ceux qui s'opposaient à la guerre !).

On nous avait promis que, grâce à cette guerre, il y aurait des changements démocratiques ; on a vu ce qu'il en a été, par exemple, lorsque les femmes saoudiennes ont manifesté pour avoir le droit de conduire, la réponse du régime a été la répression, des menaces ont même été faites contre leurs maris. ★

Propos recueillis par Cecilia Garmendia
6 mars 1991

Entre l'Intifada et le "nouvel ordre"

Le propre d'une guerre est souvent de clarifier les malentendus et de réduire en poussière les compromis boiteux. Les relations israélo-palestiniennes de ces dernières années ont toujours été basées sur un malentendu, des demi-vérités et des compromis boiteux qui ont souvent frisé la compromission. La guerre du Golfe a permis de clarifier les choses, douloureusement, ce qui est en soi surprenant pour certains.

Car, pour qui sait lire la réalité telle qu'elle est, ni la position des pacifistes israéliens face à cette guerre, ni celle des nationalistes palestiniens, ni le divorce qui en a découlé n'avaient de quoi surprendre.

Michel WARSHAWSKI



IL N'Y AVAIT aucune raison pour que les Palestiniens des territoires occupés ne s'alignent pas sur l'Irak dans son conflit avec les Etats impérialistes et leurs alliés régionaux : la solidarité arabe, le discours nationaliste arabe de Saddam, le dégoût provoqué par l'opulence de la caste dirigeante du Koweït et son mépris pour les Palestiniens, l'hypocrisie de l'administration américaine dans son rôle de prétendu arbitre du conflit israélo-palestinien, et surtout la menace — réelle ou imaginaire — que faisait planer l'Irak sur l'Etat d'Israël ; voilà des raisons suffisantes pour expliquer le soutien populaire à l'Irak dans les territoires occupés. Chez les militants nationalistes, il faut ajouter à ces raisons un sentiment anti-impérialiste qui garde toute sa vivacité, même si la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a tenté, au cours des années passées, de normaliser ses relations avec Washington et les capitales européennes.

Quand les Palestiniens des territoires occupés sont montés sur les toits, malgré le couvre-feu, pour applaudir les missiles Scud qui se dirigeaient vers Tel-Aviv, ils exprimaient une joie réelle de voir leur ennemi en prendre, pour une fois, plein la figure et connaître à son tour la peur, ce que signifie être enfermé à la maison, ne pas envoyer ses enfants à l'école et, surtout, voir son logement détruit. Si les Israéliens ont eu un petit avant-goût de tous

ces désagréments, pour les Palestiniens, c'est le pain quotidien que l'occupation israélienne leur sert depuis maintenant trois ans, si ce n'est davantage.

Les Israéliens, quant à eux, n'ont pas attendu les missiles sur Tel-Aviv pour se définir par rapport aux deux camps en présence : dès août 1990, l'"union sacrée", qui avait été battue en brèche par le soulèvement palestinien, s'est reconstituée, derrière Shamir et Bush (1). La gauche est rentrée dans le rang, le mouvement pacifiste a disparu.

La "gauche" sioniste dans ses œuvres

Dans une interview à l'hebdomadaire français *Politix*, le député du Mouvement pour les droits civiques (MDC), le colonel de réserve Ran Cohen en a même rajouté : « *Nous ne sommes pas des pacifistes, nous sommes des patriotes et des soldats : c'est en tant que tels que nous choisissons notre camp, pas en fonction de critères philosophiques abstraits.* » Les "pacifistes" israéliens ont tout à fait su être "concrets" au cours de cette guerre : l'écrivain de gauche A. B. Yehoshua a appelé à se servir de la bombe atomique contre l'Irak ; un autre auteur, Dan Meron, a dénoncé Shamir parce qu'il n'utilisait pas l'armée ; Yael Dayan s'est opposée à ce que le Mouvement des femmes pour la paix signe une pétition exigeant la distribution de masques à gaz aux habitants des territoires occupés ; Yossi Sarid a applaudi à l'arrestation administrative du professeur Sari Nusseibé et a signifié aux dirigeants palestiniens, en termes plus importants que le dialogue avec des fanatiques de leur espèce.

La guerre a remis à l'ordre du jour le concept de "transfert", c'est-à-dire de déportation en masse des Palestiniens. Cet élément constitutif de la politique sioniste a toujours été présent dans les plans des dirigeants de l'Etat d'Israël, même si, depuis le début des années 70, il était devenu clair que le transfert "à froid" n'était plus une option réaliste ; seule une guerre pouvait fournir à la fois le prétexte et l'écran de fumée nécessaires à la réalisation de ce crime.

La perspective du conflit a donné l'occasion de sortir les vieux plans de leurs tiroirs, stimulé l'imagination des Israéliens progressistes et créé une peur panique chez de nombreux Palestiniens.

Il était évident que l'exploitation de la guerre servirait à terroriser la population des territoires occupés et changerait le rapport de forces avec le mouvement de libération nationale palestinien ; le gouvernement allait ainsi tenter d'écraser l'Intifada. C'est exactement ce qui s'est passé.

Terrorisme d'Etat à grande échelle

Pendant plus d'un mois et demi, la population palestinienne des territoires occupés a connu le couvre-feu le plus dur et le plus long depuis le début de l'occupation. Au-delà de la répression individuelle, de la faim, des morts, des blessés, des maisons mises à sac et des tracasseries innombrables, c'est l'économie palestinienne tout entière qui a été durement frappée, en particulier l'agriculture. Le couvre-feu a été l'occasion de mettre en pratique la politique de "séparation", prônée depuis quelques mois par le ministre de la Défense, Moshé Arens, et par une partie de la gauche sioniste ; cela signifie, en pratique, qu'une grande partie des Palestiniens seront privés de leurs sources de revenus en Israël, et remplacés par des travailleurs juifs — immigrants soviétiques en particulier — et même étrangers.

Malgré les protestations des entrepreneurs et des propriétaires agricoles, on évalue à 35 % au maximum le nombre de travailleurs arabes qui ont réintégré leur emploi depuis. Exactement comme en Afrique du Sud, une politique de passeports intérieurs a été mise en place, interdisant non seulement à la majorité des Palestiniens de pénétrer dans le territoire israélien, mais y compris de quitter la région où ils sont inscrits. Il s'agit là d'un véritable changement structurel de l'occupation qui, sous l'aspect d'une prétendue séparation entre Israéliens et Palestiniens, enferme la population palestinien-

(1) Voir *Inprecor* n° 323 du 1er février 1991.

ne, et elle seule, dans des régions-ghettos, des zones de résidence, des bantoustans. Si on y ajoute les licenciements massifs, on peut comprendre ce que cela signifie en termes de détérioration des conditions de vie pour des centaines de milliers de Palestiniens.

Et pourtant la gauche israélienne n'a pas bronché. A l'exception d'une campagne contre le couvre-feu et la faim et des convois de nourriture pour les camps de réfugiés organisés par un groupe de rabbins progressistes et de militants antisionistes — dont ceux de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section de la IVe Internationale dans l'Etat d'Israël) —, aucune expression de solidarité et aucun acte de protestation n'ont eu lieu. On comprend la déception et la colère des militants palestiniens, en particulier de ceux qui se trouvaient aux avant-postes du dialogue israélo-palestinien.

« Tout est fini entre nous »

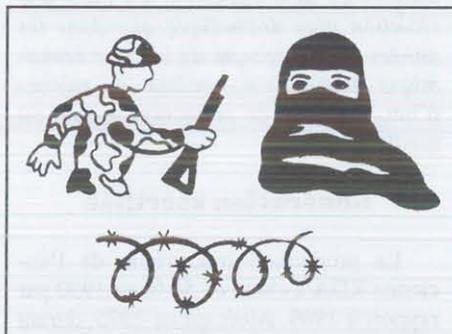
« *Qu'ils soient contre l'Irak, cela peut encore se comprendre ; qu'ils vénèrent les Américains, nous y sommes habitués, mais qu'ils n'aient pas eu un mot pour la défense de nos droits en tant qu'être humains ! Non, décidément, cette gauche israélienne n'a rien de commun avec tout ce qu'on nomme gauche dans d'autres pays. Ce ne sont même pas des libéraux !* » m'a déclaré, avec une colère non dissimulée, Mary Khas, dirigeante connue de la Bande de Gaza ; cette ancienne militante du Parti communiste israélien avait décidé, avant 1967, de quitter Israël pour Gaza. Cette femme, qui a guidé à plusieurs occasions Yossi Sarid et d'autres leaders de la gauche sioniste dans les camps de réfugiés et qui, au début de l'Intifada, a couru les écoles israéliennes, les mouvements de jeunesse, les colloques et autres lieux de dialogue israélo-palestinien, ne veut plus entendre parler, et elle est loin d'être isolée. Quand je lui rappelle que Yossi Sarid a demandé à ses interlocuteurs palestiniens de ne plus lui téléphoner, elle répond : « *Tant mieux. Nous n'avons plus rien à nous dire.* »

Pourtant, il reste, des deux côtés de la ligne de démarcation, des dirigeants qui ne désespèrent pas du dialogue. Fayçal Hussein, leader numéro un dans les territoires occupés a déclaré : « *Il va falloir renouer le dialogue, et celui-ci se renouera. Il y a eu des malentendus, mais c'est nous, et nous seuls, c'est-à-dire les Palestiniens et le Mouvement de la paix israélien, qui pouvons débloquent la situation et faire progresser la solution pacifique.* » En écho, le député Ran Cohen a affirmé : « *Je ne suis pas d'accord avec*

Yossi Sarid qui dit "Ce n'est pas la peine de me téléphoner". Qu'on les aime ou non, il faudra renouer le dialogue israélo-palestinien, y compris avec l'OLP, si c'est ce que veulent les Palestiniens. »

Mais ces dirigeants ont perdu beaucoup de leur force d'attraction ; si, du côté israélien, une partie du camp de la paix a choisi de suivre Yossi Sarid dans sa politique de "guerre maintenant", parmi les Palestiniens, la ligne intransigeante des intégristes du Hamas (mouvement de la résistance islamique) gagne une popularité certaine.

Ran Cohen et Fayçal Hussein convergent aussi quand ils tentent de décrire ce qui va se passer maintenant. « *Les Américains vont, dans le cadre de l'ordre nouveau, forcer la main au gouvernement et l'obliger à négocier un compromis avec les Palestiniens — y compris, s'il n'y a pas d'autre choix, avec l'OLP. Certes, ce sera plus lent qu'il y a six mois, avec beaucoup d'étapes intermédiaires avant la formation d'un Etat palestinien et plus de garanties* » explique le député du



MDC ; et Fayçal Hussein de confirmer : « *Le mérite de Saddam, c'est d'avoir remis la question palestinienne à l'ordre du jour, et de la sortir de l'ornière où le refus du gouvernement Shamir l'avait embourbée. Il se peut qu'il faille passer par des étapes mais, à terme, les négociations que les Américains vont apparemment mettre en place mèneront à l'Etat palestinien.* »

C'est dans cette optique que le dirigeant palestinien a accepté de rencontrer le secrétaire d'Etat américain, James Baker, lors de sa visite à Jérusalem, et ce malgré l'opposition ferme des courants proches du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et du Front démocratique qui ont distribué des tracts dans les territoires occupés où ils menaçaient de représailles quiconque s'entreprendrait avec un représentant de l'administration américaine tant que cette dernière ne reconnaît pas l'OLP comme seul interlocuteur.

Evidemment, le problème est de savoir dans quelle mesure les Américains veulent effectivement forcer la main à

Shamir. Que la gauche israélienne le croie n'est pas pour nous étonner : pour elle, Washington est le garant, non seulement de l'ordre, mais aussi du droit et de la justice. Les dirigeants palestiniens, en revanche, ont une longue expérience des "plans de paix" américains restés lettre morte, laissant aux Israéliens la voie libre pour continuer l'occupation et la spoliation du peuple palestinien.

Quelle solution politique ?

Même si l'on estime que le président Bush est bien décidé à désamorcer la bombe palestinienne, il reste à savoir dans quelle mesure une formule de départ peut être élaborée, qui satisfasse à la fois le minimum palestinien et le maximum israélien. Shamir et son gouvernement refusent de discuter avec l'OLP et la perspective d'un Etat palestinien ; ils accepteraient, au mieux, un statut d'autonomie et des négociations avec des dirigeants des territoires occupés. Ces propositions sont très en deça de ce que les Palestiniens jugent acceptable ; selon Hussein : « *Nous sommes un peuple, c'est pourquoi on ne négocie pas avec une prétendue direction locale, mais avec notre direction nationale, c'est-à-dire l'OLP. Et un peuple a droit à l'autodétermination, c'est-à-dire à un Etat. Ces deux éléments ne sont pas négociables.* »

Les militants de la gauche palestinienne dans les territoires occupés en sont moins sûrs. L'un d'entre eux nous a déclaré : « *Dans l'OLP, des courants sont prêts à jouer le jeu de l'autonomie, comme solution provisoire évidemment, et ils n'hésiteront pas à donner le feu vert à des notables locaux, plus ou moins influencés par la droite nationaliste, pour qu'ils négocient au nom de l'OLP.* »

En dernière analyse, ce qui déterminera les prochaines étapes, y compris les limites des compromis réalisables par l'OLP et les divers courants du mouvement national palestinien, c'est la capacité de lutte des Palestiniens, dans les territoires occupés, mais aussi en Jordanie, au Liban et dans toute la région arabe. Or, sur ce plan, les perspectives sont claires : l'Intifada continue, et va même se radicaliser, ne serait-ce qu'à cause de la situation économique dramatique dans laquelle vivent les habitants des territoires occupés qui, comme l'expliquait récemment un orientaliste de renom, « *crée une atmosphère qui rappelle 1989, ou le sentiment d'impasse et de n'avoir plus rien à perdre a fait exploser l'Intifada et réduit en poussière le statu quo et les analyses des experts et des politiciens.* » ★

Jérusalem, 14 mars 1991

La facture de l'unification



Contrairement aux prédictions générales, ce ne sont pas les sociaux-démocrates mais l'alliance des libéraux et des conservateurs (FDP-CDU) qui a remporté les dernières élections parlementaires dans l'ancienne République démocratique allemande (RDA), avec un très fort pourcentage de vote ouvrier (voir *Inprecor* n° 320 du 7 décembre 1990). Les conservateurs avaient clairement exprimé que le capital ouest-allemand les soutenait, et ils ont insisté sur le fait que si les Allemands de l'Est voulaient bénéficier du niveau de vie de l'Ouest, ils devaient les élire. Beaucoup ont cru, qu'à court ou à moyen terme, ces promesses se réaliseraient.

R. SCHMIDT et B. KRÜGER



AUJOURD'HUI, les Allemands de l'Est sont confrontés au chômage ; les acquis sociaux sont de plus en plus menacés et il n'y a aucune lumière d'espoir au bout du tunnel (1). Après une année de passivité face aux attaques de la bourgeoisie ouest-allemande et à l'austérité, les gens commencent à relever la tête. Leur colère est aggravée par le fait que le gouvernement de Bonn a dépensé 17 milliards de deutsche marks pour restaurer la monarchie koweïtienne, alors, qu'au même moment, il refusait d'octroyer les fonds promis pour les aides et les investissements (2).

Ce qui était la dixième économie industrielle du monde, à la fin 1998, agonise aujourd'hui. Après trois mois d'application d'un "système économique efficace", 760 000 travailleurs — sur 9 millions — sont officiellement recensés comme chômeurs ; environ 1,9 million de personnes "travaillent à temps partiel" avec une semaine de travail totalement chômée, et sont, de fait également chômeurs. Un citoyen sur trois de l'ancienne RDA est touché par le chômage (3). Or, ce n'est pas fini. Alors qu'avant les élections de décembre 1990 aucun politicien proche du gouvernement n'évoquait les conséquences économiques négatives possibles de l'unification, aujourd'hui, la plupart d'entre eux disent ouvertement qu'à la fin 1991, il y aura entre 3 et 4 millions de sans emploi — soit 50 % de la

population active. Kurt Biedenkopf, Premier ministre conservateur de Saxe a déclaré : « *Le développement est dans une situation plus dramatique que dans les années 20, à l'époque de la crise économique mondiale* » — même si aujourd'hui, le réseau de protection sociale est meilleur.

Génération sacrifiée

La production industrielle de l'ancienne RDA a chuté de 50 % en 1990 par rapport à 1989. Alors qu'en 1975, durant la récession la plus sérieuse de l'Allemagne de l'Ouest, son Produit national brut (PNB) avait chuté de 1,4 %, celui de RDA a baissé de 20 % entre 1989 et 1990. En même temps, les espoirs d'un investissement substantiel de l'Allemagne de l'Ouest à l'Est n'ont pas été remplis. Environ 70,3 % de l'argent investi en 1990 est allé à la création d'un réseau pour la distribution des produits ouest-allemands, et seulement 17,7 % à la production.

On entend souvent dire que, vers la fin juin 1991, la situation sera critique. Les garanties contre les licenciements qui existaient dans le très vulnérable secteur de l'industrie lourde, négociées l'an dernier, seront abolies. En même temps, des plans seront appliqués pour réduire de moitié le nombre des employés des mines. De plus, la plupart des 700 000 employés d'Etat mal payés, qui "sont oisifs" en ce moment, seront définitivement licenciés ; aucun ne touchera de véritables indemnités et bien peu trouveront un nouvel emploi.

Les gens de plus de 45 ans n'ont pratiquement aucune chance d'être embauchés

à nouveau. Après la mise au chômage de la plupart des travailleurs immigrés des autres pays "socialistes", ce sont les emplois des femmes qui risquent maintenant d'être supprimés, surtout dans les régions méridionales de Saxe et de Thuringe, dont les industries, très vulnérables, reposent sur la main-d'œuvre manuelle.

Parmi les secteurs les plus touchés, on trouve :

- L'agriculture. Des 880 000 travailleurs de ce secteurs recensés au début 1990, 200 000 ont déjà perdu leur emploi. Avec la crise agricole permanente de la Communauté économique européenne (CEE) et l'influence politique du lobby des agriculteurs d'Allemagne de l'Ouest à Bruxelles, il est vraisemblable que le processus de réduction est-allemand continue.

- Les mines. Les puits de cuivre et de potasse sont tout particulièrement touchés. La moitié des 30 000 salariés des mines de potasse a déjà été licenciée. Le gouvernement allemand prévoit d'utiliser certains des puits, une fois que le forage sera abandonné, pour entreposer des déchets toxiques qui seraient difficiles à stocker en Allemagne de l'Ouest à cause des protestations de la population.

- Les chantiers navals. 47 000 des 55 000 ouvriers des chantiers navals de la région septentrionale du Mecklenburg-Vorpommern sont encore en activité. Mais, à part pour la production de rares navires spéciaux, il est peu vraisemblable que cette industrie survive.

Les secteurs de l'aéronautique, des textiles et de l'électronique sont aussi fortement touchés.

Ces événements ont marqué la population et les protestations se sont multipliées :

- Le 19 février 1991, la direction de l'usine Elektro-Physikalische Apparate Werke, à Neuruppin, a déclaré aux ouvriers que plus de 2 000 des 2 480 employés seraient licenciés à la fin juin. Les travailleurs ont immédiatement occupé l'entreprise, la sixième en Europe pour la fabrication de circuits électroniques.

- Quand les ouvriers de l'usine Ermic d'Erfurt ont appris, le 27 février 1991, que 4 000 des 7 000 salariés allaient être

1) Un récent sondage de l'Institut Wickerl Tübingen a montré que 81,3 % de l'ensemble des votants est-allemands étaient mécontents du gouvernement CDU-FDP ; or, il y a deux mois, seulement 37,6 % se disaient mécontents. C'est le virage de l'opinion publique le plus notable en 40 d'existence de cet institut de sondage.

2) Mi-février 1991, 500 maires ont manifesté à Leipzig avec le slogan : « De l'argent pour les crèches, pas pour la guerre du Golfe. »

3) Klaus Gehr, président de la Fédération est-allemande du chômage estime qu'en tout 3,7 millions de personnes sont touchées par le chômage, le travail à temps partiel ou la pré-retraite.



licenciés, ils ont occupé les ateliers. Mécontents de leur branche syndicale locale, ils ont formé un comité de grève indépendant.

● Le même jour, 50 000 personnes sont descendues dans les rues d'Erfurt. Des protestations ont eu lieu dans de nombreuses autres villes également contre les licenciements, la hausse des loyers et l'absence de protection sociale adéquate. A Berlin-Est, Schewin et Halle, des milliers de travailleurs ont bloqué les rues ; à Magdeburg, environ 10 000 personnes ont occupé le centre-ville. A Rostock, ils étaient 5 000 à manifester, et 10 000 à Leipzig. Une partie importante des 70 000 travailleurs de l'électronique de Mecklenburg-Vorpommern ont pris part à des grèves d'avertissement. Selon le ministre de l'Economie de Saxe, Kajo Schommer : « *Après la révolution anti-socialiste, il pourrait y avoir ici une révolution sociale, que personne n'arriverait à contrôler.* »

Cet étouffement de l'économie est-allemande est, de manière évidente, le fruit d'une politique délibérée. L'agence Treuhand, la plus grande compagnie de holdings du monde, avec 8 000 usines et 6 millions de travailleurs, gère la quasi-totalité de l'industrie est-allemande ; elle n'est contrôlée par aucune institution démocratique, ni même, formellement, par le Parlement. Elle agit dans l'intérêt des capitalistes ouest-allemands qui veulent étrangler l'économie est-allemande, tant pour liquider des concurrents potentiels que pour acheter des sociétés en faillite aux prix les plus bas possible (4). Depuis que le rôle de l'agence Treuhand dans la destruction systématique de l'économie est-allemande est évident, la colère populaire s'est dirigée contre elle ; certaines de ses branches régionales ont déjà été occupées par des travailleurs.

Les experts du Fonds monétaire international (FMI) ont estimé qu'il faudrait plus de 2 000 milliards de deutsche marks pour que l'Allemagne de l'Est atteigne le niveau économique de l'Allemagne de l'Ouest. La bourgeoisie ouest-allemande a les moyens financiers de le faire, mais elle hésite à investir une telle somme dans une entreprise aussi risquée que l'ancien "Etat des ouvriers et des paysans" qui ne dispose ni d'une infrastructure saine, ni

d'une machine politique et administrative solide, ni d'une population docile. Les capitalistes ouest-allemands préfèrent investir dans les marchés financiers internationaux. Les usines ouest-allemandes

peuvent tout à fait satisfaire le marché est-allemand en biens de consommation ; les motivations qui pousseraient la bourgeoisie à construire de nouvelles usines à l'Est sont donc maigres. Ainsi, pour l'instant, la réintroduction du capitalisme a eu pratiquement le même effet en Allemagne de l'Est qu'en Hongrie ou en Pologne : la désindustrialisation.



Les structures syndicales et politiques ne sont pas capables de répondre à l'agitation sociale croissante. Pendant les quarante années de direction stalinienne, les ouvriers non pas réussis à organiser une résistance collective ; et, après l'effondrement de l'Etat-Parti, il est apparu qu'il n'existait pas de militants ouvriers indépendants. A partir d'octobre-novembre 1989, de nombreuses initiatives de syndicats indépendants ont vu le jour, mais le manque d'expérience s'est fait cruellement sentir.

A cause de la passivité et du désenchantement croissants des salariés, toutes les initiatives des syndicats indépendants ont échoué ou ont été totalement marginalisées. La Confédération allemande libre des syndicats (FDGB, ancien syndicat officiel) a été dissoute en faveur de son homologue ouest-allemand, la Confédération allemande des syndicats (DGB), qui voulait garder le fort niveau d'organisation (90 % de syndiqués) mais se défaire des structures et des fonctionnaires antérieurs. Ainsi, les travailleurs d'une usine ne pouvaient pas entrer collectivement dans un syndicat de la DGB, mais devaient adhérer individuellement. Si l'on ajoute à cela les fermetures massives d'entreprises, l'on comprend pourquoi le taux de syndicalisation est assez bas aujourd'hui en Allemagne de l'Est.

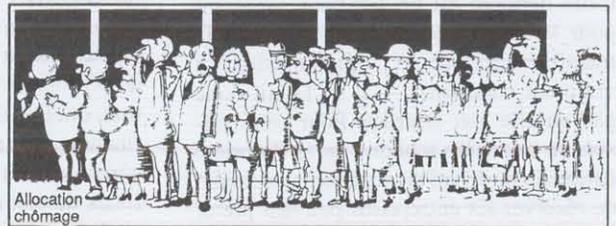
La plupart des dirigeants des syndicats et des conseils d'usine ont été élus sur la base idéologique d'un compromis

social avec les directions, contrepartie du compromis politique général. Maintenant, il devient de plus en plus évident qu'il faut lutter pour défendre les intérêts des travailleurs et que ce compromis social n'empêche absolument pas les propriétaires des usines de se débarrasser des employés non rentables. A partir de cette expérience, une radicalisation est en train de s'opérer, qui s'exprime par des occupations de rues et d'usines.

Mais, jusqu'à présent, cette radicalisation ne s'est pas globalement traduite au niveau idéologique ou organisationnel. Le "pacte" avec le capital n'est remis en cause que par les travailleurs directement touchés par les licenciements, et seulement du point de vue de leur entreprise particulière ; l'on n'assiste pas encore à une remise en cause générale des principes de l'économie capitaliste. Après quatre décennies de "misère socialiste planifiée", l'absence d'une alternative au capitalisme, qui pourrait garantir non seulement la justice sociale mais aussi l'efficacité, est patent.

En général, les actions de protestation des ouvriers sont éclatées. C'est partiellement dû aux syndicats de la DGB qui ont peu d'intérêt au développement des grèves, de peur d'une radicalisation trop importante (5).

Les marxistes conséquents restent une force marginale et non organisée au sein de la gauche est-allemande. L'expérience qui ne manquera pas de s'accumuler durant les chocs à venir devrait permettre qu'une section de la classe ouvrière est-



allemande perde ses illusions par rapport au modèle économique capitaliste. ★

Berlin, 5 mars 1991

4) Les idées les plus répandues à l'époque étaient qu'il fallait voter pour les partis politiques les plus proches du grand capital et ne pas lutter pour de bonnes conditions de travail, car cela aurait fait fuir le capital et bloqué l'arrivée des moyens financiers nécessaires à la reprise économique. On entendait souvent des remarques du type : « *Lors des premières élections, nous voterons pour les chrétiens-démocrates pour aller rapidement vers le capitalisme. Mais, lors des élections suivantes, nous voterons pour les sociaux-démocrates, qui nous défendront des mauvais effets du capitalisme.* »

5) Cependant, les syndicats sont intéressés, dans une certaine mesure, par le développement et l'approfondissement des actions de protestation afin d'améliorer leur rapport de forces vis-à-vis des capitalistes et d'attirer de nouveaux adhérents. Ainsi, le syndicat de la fonction publique du DGB, l'ÖTV, et celui des métallurgistes, IG Metall, ont organisé des meetings régionaux de protestation.

La "petite privatisation"



Les plans du gouvernement tchécoslovaque pour la transformation des relations de propriété prévoient quatre étapes : la "restitution" d'entreprises d'Etat à leurs propriétaires d'origine, s'ils se manifestent ; la "petite privatisation", soit la vente aux enchères d'environ 100 000 magasins et services à des citoyens tchécoslovaques ; le démantèlement des fermes socialisées ; et la "grande privatisation" des entreprises d'Etat qui seraient vendues à des capitalistes étrangers, dont une partie limitée d'actions pourrait être achetée par la population.

Adam NOVAK



LES LOIS sur la "grande privatisation" et sur la restitution n'étaient pas encore votées quand la "petite privatisation" a commencé, avec 16 ventes aux enchères, à Prague, les 26 et 27 janvier 1991. Mais, le processus de restitution aux anciens propriétaires menace de remettre en cause le devenir de beaucoup de petits magasins et entreprises préalablement destinés à la "petite privatisation". Cette dernière est un symbole important pour le gouvernement, la preuve que la transformation de la "désétatisation" a vraiment commencé — il ne fallait donc pas qu'elle soit retardée. Pour cette raison, le ministère tchèque de la Propriété nationale et de la Privatisation a conseillé de réserver les entreprises pouvant prêter à litige pour le second volet de vente aux enchères (1).

Officiellement, la "petite privatisation" doit transférer la propriété d'Etat aux Tchèques et aux Slovaques. Ainsi, seuls les citoyens du pays pouvaient prendre part à la première étape (2). Il était prévu que les entreprises mises aux enchères soient de taille modérée afin que des citoyens ordinaires puissent avoir les moyens de les acheter. La "petite privatisation" et la vente d'actions de la "grande privatisation" devaient permettre la participation de la population, alors qu'en matière de "grande privatisation" l'affaire sera largement menée par la bureaucratie et le capital étranger. Ainsi, 10 % des stations-service slovaques seront vendues ou

louées aux citoyens, 40 % à des compagnies étrangères et le reste restera aux mains de l'entreprise bureaucratique actuelle (3).

Où va l'argent ?

La privatisation d'un grand nombre d'entreprises constitue une somme importante de couronnes [monnaie tchécoslovaque]. Cet argent ne va pas aux entreprises qui détenaient précédemment les unités privatisées ; elles peuvent uniquement se faire un petit pécule en exigeant du nouveau propriétaire qu'il paye à leur valeur officielle en couronnes des stocks et des équipements inutiles dont elles se débarrassent avec l'unité mise aux enchères.

La grande majorité de l'argent des privatisations est contrôlée par les ministères de la Propriété nationale et de la Privatisation, qui l'utilisent avant tout pour s'auto-financer. Les déclarations officielles suggèrent, qu'à l'avenir, une partie de ces fonds devrait devenir une garantie d'Etat sur les prêts aux entrepreneurs privés. Cependant, pour l'instant, l'argent ne sert qu'à financer les dépenses quotidiennes d'un secteur de la bureaucratie "blanche" qui est en pleine expansion [les nouveaux gestionnaires, par opposition à la bureaucratie "rouge" d'avant].

Comme le disait l'économiste émigré Milan Zeleny : « La privatisation transfère le capital de la sphère des entreprises, où il serait nécessaire, aux coffres de l'Etat, où il ne sert à rien : ce n'est plus du capital mais une simple masse d'argent, bonne à payer les salaires des bureaucrates et des politiciens, mais absolument inutile pour les entreprises » (4). Il est d'ailleurs intéressant de noter que le ministre tchèque de la Privatisation s'est toujours opposé de manière véhé-

mente à toute location des entreprises à des patrons privés, mesure qui aurait permis une participation beaucoup plus importante à l'entreprise privée et l'accumulation de petites sommes de capital privé, mais qui aurait, bien sûr, été beaucoup moins profitable pour l'Etat.

Résistances à la privatisation

Les groupes locaux de la mafia et des bureaucrates se sont arrangés de diverses manières pour que les entreprises soient exclues de la privatisation.

Les magasins d'alimentation les plus intéressants de Usti-nar-Labem, Liberec et de Jablonc-nar-Nisou ont été retirés du contrôle de l'entreprise d'Etat Potraviny et remis à l'organisation Pramen (une coopérative de détail, exclue de la "petite privatisation"), renforçant ainsi les démarches de Pramen pour la formation d'une *joint-venture* avec la firme alimentaire néerlandaise Ahold (5).

Certaines entreprises se sont unilatéralement proclamées compagnies d'actions d'Etat ; à chaque fois, cela s'est fait par des manœuvres juridiques des seuls directeurs, qui n'ont rien à voir avec une quelconque autogestion ouvrière, même si les travailleurs opposés à la privatisation de l'entreprise les soutenaient. L'on n'assiste pas à des luttes où les salariés agiraient pour défendre leurs entreprises contre les privatisations, en empêchant l'entrée des experts, des acheteurs potentiels ou des nouveaux propriétaires.

Le ministre de la Privatisation a déclaré que la plupart de ces déclarations d'indépendance étaient illégitimes (6). Seul le ministère a le droit de créer des compagnies par actions d'Etat, qui est la forme légale que doit prendre une entreprise bureaucratique pour que ses parts puissent être vendues. De nombreuses sociétés ont rapidement commencé à embaucher des apprentis, car alors elles ne pouvaient pas être incluses dans la première phase des privatisations ; vu l'effondrement imminent du système de formation professionnelle, un certain nombre de jeunes ont sauté sur l'occasion pour se former dans ces entreprises, relativement performantes. Une firme a même demandé à ne pas être privatisée sous le prétexte qu'elle es-

1) Un des restaurants de luxe de Prague, le Moskva, a été retiré de la première vente aux enchères deux jours avant sa tenue, quand un homme, prétendant être le neveu du propriétaire de 1938, s'est manifesté.

2) Si une entreprise n'est pas vendue au prix fixé au départ, et participe à la seconde étape du processus de privatisation, les étrangers peuvent alors l'acheter.

3) *Ecoservice* n° 22, 30 novembre 1990.

4) *Ceské Noviny*, 30 janvier 1991.

5) Jiri Leschtina, *Mlada fronta Dnes*, 31 janvier 1991.

6) Interview de Tomas Jezek, ministre tchèque de la Privatisation, dans *Mlada fronta Dnes* du 31 janvier 1991.

sayait de transférer les ateliers concernés à un collectif d'handicapés. Beaucoup d'entreprises ont signé des contrats de location d'un de leurs département ou d'une unité de production, en trafiquant leurs livres, car celles qui avaient loué un de leur services avant le 30 novembre 1990 avaient le droit de le racheter à sa valeur estimée, sans enchères.

Il paraît qu'il avait été conseillé aux commissions de privatisation des districts (7) de ne pas s'enliser dans des luttes avec la bureaucratie à cette étape du processus ; il n'a donc pas été très difficile de les persuader de ne pas toucher à telle ou telle entreprise.

De nombreux gouvernements locaux se sont opposés à la privatisation des services qu'ils contrôlent, allant, dans certains cas, jusqu'à boycotter les commissions qui devaient s'en occuper. Le maire de Liberec a justifié cette opposition en mettant en avant le fait que, selon la législation actuelle, la ville est obligée de fournir les mêmes services d'ici fin 1992, même si la majorité de son budget vient du profit d'entreprises sous son contrôle (8).

La mafia réussit son coup

Les principaux bénéficiaires des ventes aux enchères n'y ont pas participé ; il s'agissait des regroupements de la mafia et de la bureaucratie, dont les gains se sont mesurés au nombre d'entreprises qu'ils ont réussi à soutirer à la "petite privatisation". La mafia a maintenant plusieurs mois pour trouver un moyen de protéger ses petites entreprises du processus ouvert de privatisation.

Toutes ces manœuvres ont conduit les commissions de privatisation des districts et le ministère à demander des pouvoirs plus importants — qu'ils auront certainement — pour s'imposer et aller à l'encontre de l'opposition des entreprises et des employés à leur travail dans le futur.

Pour l'instant, la "petite privatisation" ne représente pas vraiment une victoire pour la bourgeoisie tchèque naissante. Les seize premières entreprises mises aux enchères à Prague (9) ont été finalement vendues environ dix fois leur prix de départ à cause, apparemment, de leur situation centrale dans Prague, de leur nature (boutiques de vêtements et d'antiquités, entre autres), et de leur mise à prix bon marché. Ainsi, comme l'a déclaré Vlasta Stepova, ministre tchèque du Commerce et du Tourisme, cela n'a rien de surprenant que seulement une entreprise soit passée aux mains d'un entrepreneur tchèque indépendant, qui n'agissait pas comme agent d'intérêts étrangers (10). Certains capitalistes étrangers ont opéré par l'intermédiaire d'hommes de paille tché-

coslovaques, et d'autres, surtout des Viennois d'origine tchécoslovaque, ont pu acheter ouvertement. Les citoyens ordinaires n'avaient absolument aucun moyen de les concurrencer financièrement.

Autre aspect de la victoire de la bureaucratie : les entreprises d'Etat ont souvent enregistré d'importantes quantités de biens non vendables et de matériel obsolète dans les inventaires des unités qui devaient être mises aux enchères, "vendant" ainsi ce matériel au prix du marché actuel aux nouveaux propriétaires (11).

Les libéraux, et même les partisans de gauche de la "petite privatisation" ont défendu le gouvernement en expliquant qu'il fallait en finir avec le monopole bureaucratique sur le commerce de détail. Il est déjà clair cependant que le secteur privé s'intéresse uniquement aux restaurants et aux boutiques des centre-ville ; il n'y a eu qu'un ou deux acquéreurs lors des ventes des magasins d'alimentation éloignés du cœur de Prague (12).

Le ministre tchèque du Commerce a longtemps négocié pour retirer environ 10 % des magasins d'alimentation de la "petite privatisation" afin de les vendre directement à des acheteurs occidentaux capables de lui donner certaines garanties d'investissement. La franchise de la ministre Stepova a provoqué l'inquiétude du gouvernement, mais personne n'a remis en cause son affirmation selon laquelle une telle avancée vers la domination du système de détail par l'étranger « *était tôt ou tard inévitable, et nous voulions simplement faire gagner du temps et de l'argent à la population* » (13).

Avec la crise du système de vente alimentaire de détail, de nombreux fournisseurs ont commencé à vendre directement une partie de leurs produits, sur des étals de fortune ou dans des camions. Malgré l'apparence de chaos, cela obligera certains détaillants à baisser les prix (14).

La "petite privatisation" a été conçue à l'origine, malgré l'opposition du ministre des Finances et nouveau secrétaire du Forum civique (FC) Klaus et de ses acolytes, comme une redistribution protégée de la propriété nationale à une classe moyenne en formation. Des variantes de ce schéma permettaient aux collectifs de

travailleurs d'acheter ou de louer leur atelier avant qu'il ne soit mis en vente ; ou la formation de coopératives visant à assurer les services dans un village ou un quartier, ou d'autres possibilités. Or, avec l'alignement croissant du centre bureaucratique sur le capital international, son désir de créer un grand capital privé au détriment du petit et son hostilité à toute forme de propriété collective ont augmenté. Le projet de la "petite privatisation" a été de plus en plus assimilé à celui de la grande privatisation, dont les individus privés sont pratiquement totalement exclus. Lorsque les enchères ont finalement commencé, le gouvernement ne se sentait

déjà plus obligé d'insister sur la nature nationale de la privatisation. Refusant de confirmer ou d'infirmer les affirmations selon lesquelles, à Prague, pratiquement aucune entreprise n'avait été acquise par des citoyens ordinaires, le ministre tchèque de la Privatisation, Tomas Jezek, a déclaré : « *Devrais-je me lamenter parce que le capital étranger arrive ?* » (15). Par la liquidation de la propriété nationale, la bureaucratie va connaître un afflux de capital liquide. Le pouvoir du ministère tchèque de la Privatisation et du ministère fédéral

des Finances de Vaclav Klaus va continuer à s'étendre. Leur contrôle strict sur le processus de "désétatisation" continuera à renforcer la légitimité de leur "communisme blanc". Une espèce de secteur privé se mettra également en place, mais uniquement dans les secteurs du commerce et les services pour le moment. de la rue. ★

10 février 1991



7) Ces commissions, de 15 à 20 membres chacune, ont été nommées par le ministère. Selon un rapport, elles regroupent « *des juristes, des économistes, des entrepreneurs, un membre du conseil municipal, des entreprises municipales et un représentant d'une banque ou d'une caisse d'épargne* ». Jiri Leschtina, *Mlada fronta Dnes*, 31 janvier 1991.

8) Cité dans *Navrat k Pricoznosti*, MFD, 31 janvier 1991.

9) *Ecoservice* n° 20, 29 janvier 1991.

10) *Rude Pravo*, 31 janvier 1991.

11) Ces stocks n'étaient pas comptabilisés dans le coût de l'entreprise lors des enchères ; mais l'on a demandé aux nouveaux propriétaires de payer séparément un prix non négociable pour les stocks aux anciens "propriétaires" bureaucratiques de l'entreprise.

12) *Ecoservice* n° 23, 13 février 1991.

13) *Zemedelske Noviny*, 24 janvier 1991.

14) *Ecoservice* n° 22, 5 février 1991.

15) *Rudé Pravo*, 31 janvier 1991.

APRES l'écrasement par les Soviétiques de la Révolution de 1956 et une période de répression, les dirigeants hongrois ont été contraints d'arriver à une forme de modus vivendi avec la population. Un assouplissement politique limité a donc été toléré, symbolisé par la formule du secrétaire général du Parti, Janos Kadar : « *Celui qui n'est pas contre nous est avec nous.* » ; mais le parti unique n'a pas vu son pouvoir entamé. Le compromis quasi explicite avec la population se basait sur le maintien du système politique contre de meilleures conditions de vie que dans le reste du bloc de l'Est : le "communisme du goulasch".

Le "nouveau mécanisme économique"

Sur fond de démobilisation populaire, vont donc être introduites, à partir de 1968, des mesures d'extension du rôle du marché : c'est le "nouveau mécanisme économique" (NME) qui supprime la gestion administrative de l'économie et instaure une certaine autonomie des entreprises d'Etat dans ses choix de production. Dans le cadre des objectifs généraux de la planification à long terme et de la politique économique gouvernementale, les entreprises prennent leurs décisions de production en fonction de "régulateurs", c'est-à-dire de normes en matière financière, de prix, de salaires et de commerce extérieur. L'investissement reste contrôlé par les instances centrales. Par ailleurs, le NME ne touche pas à la propriété d'Etat (qu'il n'est pas question de privatiser, même si les activités privées sont progressivement autorisées) et à l'appartenance de la Hongrie au Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) (même si une plus grande insertion dans le marché capital mondial est recherchée).

Des retours en arrière eurent lieu entre 1972 et 1978, mais, après cette période, une place de plus en plus grande fut donnée aux mécanismes de marché. Le mode de formation des prix fut modifié et libéralisé, une différenciation plus importante des salaires fut instaurée, la part des investissements décidée centralement diminua. Les ministères de branche (chargés du contrôle des entreprises produisant le même type de produits dans les économies planifiées de type soviétique) furent effectivement supprimés, tandis que les grandes entreprises du secteur étatique étaient fractionnées en unités de taille plus réduite. Le secteur privé fut autorisé, voire encouragé, dans le commerce et l'artisanat. Dans la pratique, le contrôle de la bureaucratie centrale sur l'économie continuait de subsister par une multiplicité

de règlements administratifs et le contrôle en dernier ressort des investissements stratégiques ; une loi de 1984 transfère les pouvoirs de gestion des petites et moyennes entreprises (qui représentent 75 des entreprises hongroises) de l'Etat vers des conseils d'entreprises nouvellement établis. Dans l'ensemble, ces mesures visent davantage au démantèlement du monopole d'Etat qu'à une logique d'autogestion ouvrière. Dans un contexte où les travailleurs sont massivement accaparés par la recherche d'un deuxième emploi, les conseils d'entreprise n'ont pratiquement pas d'autonomie par rapport aux dirigeants en place.

Pendant cette période, les idées dominantes parmi les économistes sont de plus en plus celles d'un marché qui doit être le régulateur, ce qui implique de briser les structures de monopole. Pour une bonne partie d'entre eux, il s'agit encore d'un "socialisme de marché" ou d'un "socialisme d'entreprise", où les moyens de production ne sont pas privés, mais gérés par des conseils d'entreprises. Mais de plus en plus se développe un courant libéral marchand pour qui la privatisation est la seule condition pour que le marché fonctionne. Reste posée, dans ce cadre, la question du pouvoir politique. Dans la Hongrie de Kadar, il s'agissait toujours du pouvoir (tempéré, mais persistant) du parti unique sur la vie politique et les décisions économiques générales. Tout bilan sérieux (dans une optique socialiste) du "nouveau mécanisme économique" devrait prendre en compte l'articulation de tous ses aspects : le marché, le rôle de la bureaucratie centrale en matière économique et le maintien du monopole du parti.

Les résultats de cette politique furent plutôt mitigés sur le plan économique et très négatifs sur le plan social. L'investissement industriel déclina dans le secteur étatisé ; il y eut aussi des cas de gaspillages et de mauvaise orientation (industrie extractive et production énergétique) de l'investissement. Le débouché garanti par les achats soviétiques encouragea certaines entreprises à continuer à produire des biens de qualité médiocre ; mais dans certains secteurs, l'industrie hongroise a acquis certains

Du "communisme goulasch" au capitalisme

Le cas hongrois montre les particularités actuelles d'Europe centrale et orientale. L'est antérieur à celui engagé dans les autres pays de la zone. La transformation du système existant est impuissante. Une voie ouverte dans la décennie 80 : crise économique et politique avec l'éclatement du multipartisme. Dès 1988-1989, avant même l'arrivée au pouvoir, élections d'avril 1990 (voir *Inprecor* n° 30). Dans le sens d'un mouvement de transition interne.

Hon

atouts. Dans l'agriculture, la situation est globalement satisfaisante et permet à la Hongrie d'échapper aux problèmes d'approvisionnement chroniques que connaissent d'autres pays de l'Est.

Les gaspillages de la gestion bureaucratique décentralisée et le souci politique de permettre un niveau de vie plus élevé que dans les autres pays de la zone conduisirent à une hausse importante de l'endettement : celui-ci est actuellement

Bienvenue à notre grand show !

Voici un volontaire choisi dans l'assistance : un pays typique du deuxième monde

Nous le saupoudrons d'idées premier monde...

et nous prononçons la formule magique :



Communisme du "ch" au socialisme réel

chaque situation nationale dans les évolutions
processus de réformes économiques hongrois
s d'Europe de l'Est. Au départ, le mouvement de
sé par la bureaucratie. Mais il est entré en crise
que avec creusement de l'endettement, et crise
qui n'acceptait plus les bornes fixées d'en haut.
voir d'une majorité politique conservatrice aux
du 4 mai 1990), il y a eu un infléchissement
rs le capitalisme, marqué par des polarisations
l'appareil.



WILNO

d'environ 20 milliards de dollars, soit
l'endettement par habitant le plus élevé
de la région (voir l'article en p. 21).

L'inflation se développa en raison de
la politique de réduction des subventions
et de libéralisation des prix. Il en résulta
une forte détérioration du pouvoir d'achat
des salaires ; seuls le développement des
activités privées et l'occupation fréquente
d'un deuxième emploi a permis l'aug-
mentation de la consommation des mén-
ages. La hausse du niveau de vie moyen
fut accompagnée d'une détérioration des
conditions de vie : auto-exploitation par le
deuxième emploi, crise du logement,
hausse des suicides et maladies diverses.
Au-delà des moyennes, il faut noter la
hausse du nombre des laissés pour
compte : en 1989, 1 million de personnes
(10 % de la population) vivaient en des-
sous du seuil de pauvreté et 1,5 million
étaient à la limite de ce seuil. Parmi eux,
on trouve les chômeurs et les retraités.
Entre 1980 et 1987, le pouvoir d'achat
moyen des retraités a baissé de plus de
25 % ; une grande partie d'entre eux sont
contraints de prendre un travail sous-
payé, de recourir à l'aide sociale d'ur-
gence (un quart d'entre eux, en 1988),
voire de voler (en 1987, la moitié des vols
commis par des personnes âgées concer-
naient des biens de première nécessité).
Pendant ce temps, les privilégiés du ré-
gime et les nouveaux riches du secteur
privé se font construire de somptueuses

résidences dans les quartiers résidentiels
de Budapest.

La situation économique se détériore
à partir de 1985 : la croissance devient né-
gative ou quasiment nulle pendant les an-
nées qui suivent (à l'exception de 1987) ;
les charges de la dette sont de plus en plus
lourdes et dépassent désormais 50 % des
recettes d'exportation. La politique gou-
vernementale s'inspire de plus en plus des
recommandations du Fonds monétaire in-
ternational (FMI) : le plan d'austérité de
1987 se traduit par une nouvelle aggrava-
tion des conditions de vie de la popula-
tion. Cette politique d'austérité va creuser
la crise de légitimité du régime kadariste.

Le tournant

A partir de 1987-1988, les polarisa-
tions se creusent dans les cercles domi-
nants du régime bureaucratique où vont
s'opérer une série de choix dans le sens
d'une logique de restauration capitaliste.
Cette évolution s'est faite sous la pression
du mécontentement populaire et des diffi-
cultés économiques grandissantes, accen-
tuant la force des pressions et de l'ingé-
rence du FMI. Des mouvements s'étaient
déjà développés sur les questions écolo-
giques et le problème de la pauvreté ; la
glasnost en URSS, l'aspiration à la fin du
monopole de l'appareil du Parti sur les
ressorts essentiels du pouvoir vont se
conjuguer avec la réaffirmation de l'iden-
tité nationale. D'import-
tantes manifestations
vont ainsi se dérouler
en mars (à l'occasion
de la fête nationale) et
en juin 1988 (pour le
30e anniversaire de
l'exécution d'Imre Na-
gy, chef du gouverne-
ment pendant l'insur-
rection de 1956). Les
groupes politiques
d'opposition commen-
cent à se structurer. Le
compromis politique
de l'après-1956 se fis-
sure de plus en plus.

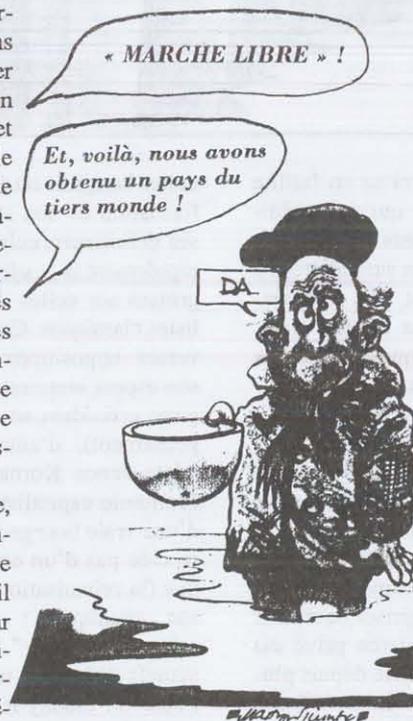
Dans ce contexte,
les clivages s'accen-
tuent au sein du groupe
dirigeant : en avril
1988, Janos Kadar
prend l'offensive con-
tre les éléments réfor-
mateurs, mais la confé-
rence du Parti, en mai 1988, le remplace
par le premier ministre Karoly Grosz. A
partir de septembre 1988, la lutte ouverte
reprend avec les réformateurs conduits
par Imre Pozgay et Rezső Nyers. Sous
leur pression (avec en toile de fond, la gé-

néralisation du mécontentement de la po-
pulation), le Parti socialiste ouvrier hon-
grois (PSOH) reconnaît l'insurrection de
1956 comme un soulèvement populaire,
accepte le multipartisme et engage (de
juin à septembre 1989) des négociations
avec l'opposition pour la mise en place
d'un régime parlementaire. Une nouvelle
Constitution est finalement proclamée en
octobre 1989. Cette fuite en avant n'évite-
ra pas la décomposition de l'ex-Parti
communiste qui éclate à son congrès
d'octobre 1989 : la majorité réformatrice
forme le Parti socialiste hongrois (PSH),
tandis qu'une minorité avec Karoly Grosz
garde l'appellation de PSOH. Aux élec-
tions de mars et avril 1990, le PSH obtient
8,5 % des voix loin derrière les deux par-
tis vainqueurs : le Forum démocratique
(42,3 %) et l'Alliance des démocrates
libres (23,8 %). Ces deux formations se
prononcent clairement pour le retour à
une économie capitaliste ; le Forum dé-
mocratique est plus prudent sur les
rythmes, sa propagande a des aspects plus
populistes et nationalistes.

Les mesures du nouveau gouvernement

Les événements politiques ont leur
pendant en matière économique et les di-
rigeants "communistes" encore au pou-
voir vont infléchir leur politique dans un
sens restaurationniste. Le système ban-
caire est réformé avec
une logique concurren-
tielle, les éléments d'un
marché financier sont
mis en place. La libérali-
sation des prix et du
commerce extérieur est
accentuée. La loi sur les
sociétés, entrée en vi-
gueur en janvier 1989,
supprime les entraves à
la création d'entreprises
privées (de moins de 500
salariés), instaure la pos-
sibilité de mettre en place
des sociétés mixtes
avec des capitaux étrange-
rs ce qui ouvre la porte
à des "privatisations
spontanées" d'entre-
prises nationales menées
par les directions en
place et à leur profit. En
janvier 1989, le gouver-
nement annonce son in-
tention de privatiser 51 entreprises d'Etat
qui représentent environ le quart de la
production industrielle !

Ainsi, la coalition conservatrice qui
arrive au pouvoir après les élections hé-
rite d'une Hongrie déjà dotée de l'essen-



tiel du cadre juridique nécessaire à sa mutation. Les problèmes dominants de la politique économique résident désormais dans la privatisation du secteur étatique et dans la gestion conjoncturelle et sociale de la transition. Les oscillations de la politique gouvernementale témoignent cependant que ce n'est pas chose facile.

Les méandres de la privatisation

Dès le départ, en effet, des divergences se sont manifestées au sein du gouvernement sur les rythmes et les modalités de la libéralisation de l'économie. Ces divergences ont conduit, à la fin 1990, à la démission du ministre des Finances, Ferenc Rabar, partisan d'une accélération du mouvement et d'une réduction

drastique des subventions, qui n'est pas suivi par le reste du gouvernement dans la préparation du budget pour 1991. En arrière-plan de ce débat, il y a des craintes quant à l'état d'esprit de la population. La grève des taxis et chauffeurs routiers qui a paralysé Budapest en novembre 1990 (et qui a contraint le gouvernement à reculer partiellement sur une hausse des carburants) a constitué un avertissement. Le pouvoir semble, pour l'instant, demeurer relative-

ment prudent quant aux mises en faillite d'entreprises déficitaires qui se traduiraient par des licenciements massifs. La liquidation de sept sociétés surendettées a été cependant décidée et des licenciements sont en cours dans la sidérurgie. Mais il n'y a pas que le risque de réactions populaires, il existe également des incertitudes sur le chemin à suivre pour revenir au capitalisme. Le problème des privatisations en constitue un exemple : comment avancer vers le capitalisme alors qu'il n'y a presque pas de bourgeoisie ?

En septembre 1990 a été votée la loi sur la privatisation du commerce de détail : environ 10 000 entreprises devraient être privatisées. Le commerce privé est d'ailleurs autorisé en Hongrie depuis plusieurs années : en 1988, environ 30 % des magasins étaient privés. La privatisation des terres agricoles s'avère plus difficile en raison de l'insistance d'un des partis de la coalition gouvernementale sur la restitution aux anciens propriétaires.

Mais la question la plus complexe est

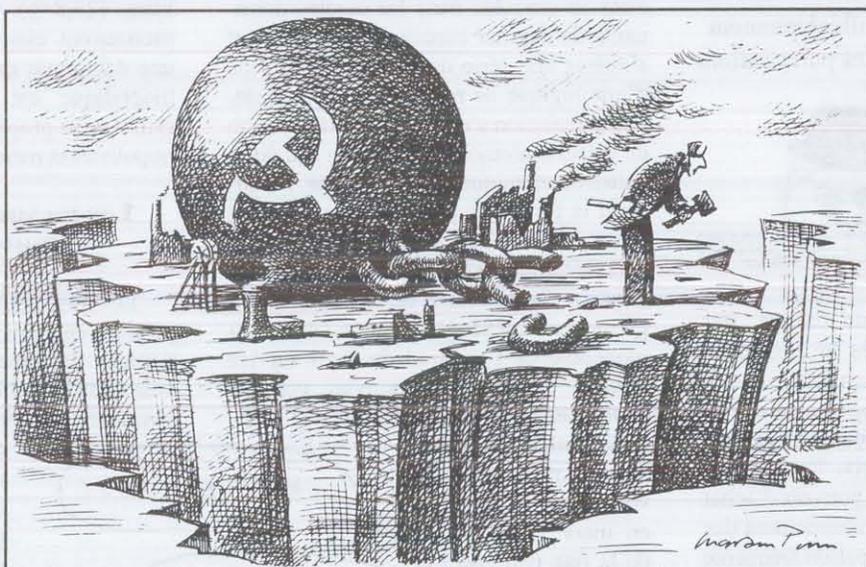
bien évidemment celle des grandes entreprises (2 000 environ, dont les trois quarts sont gérées par des conseils d'entreprise, les autres dépendant des ministères). Deux questions controversées y sont liées : l'ouverture au capital étranger (en effet, l'épargne hongroise ne pourrait, semble-t-il, couvrir que 10 % environ de ces privatisations, ce qui est très insuffisant, même en y ajoutant les ressources du secteur privé parallèle) et, d'autre part, la place des directions actuelles des entreprises dans ce processus. Cette question renvoie à un débat politique et théorique qui divise économistes et hommes politiques hongrois : faut-il laisser les dirigeants en place se transformer en "managers" de type capitaliste ? C'est-à-dire leur laisser toute latitude sur la gestion de l'entreprise, l'association avec des parte-

lité aux conseils d'entreprise (contrôlés par les cadres dirigeants) de transformer celles-ci en sociétés commerciales et établir les conditions d'ouverture du capital de ces sociétés aux investisseurs extérieurs, ce qui a ouvert la voie à des "privatisations spontanées". Les premières opérations se sont déroulées dans des conditions peu claires et semblent avoir été parfois marquées par une sous-évaluation des entreprises concernées et par le souci des dirigeants en place de tirer le parti le meilleur possible de leur situation.

Comment les contrôler ?

Les protestations de l'opinion ont conduit à la création, en mars 1990, d'une Agence de la propriété d'Etat, destinée à contrôler les processus de privatisation.

Le produit de la privatisation est partagé : 20 % reste dans le budget de l'entreprise, 80 % va à l'Etat. Trois modalités d'engagement d'une opération de privatisation sont donc possibles : l'initiative peut venir de l'Agence de la propriété d'Etat ("privatisation active"), de l'entreprise elle-même (privatisation "spontanée") et du repreneur potentiel. Dans tous les cas, la décision revient à l'Agence. Celle-ci a publié des listes d'entreprises qu'elle prend



naires hongrois ou étranger, voire la transformation de son statut. Dans l'esprit de ses défenseurs, cela permettrait d'aligner rapidement la gestion des entreprises hongroises sur celles des économies capitalistes classiques. Cette position suscite diverses oppositions : certains dénoncent son aspect immoral (les privilégiés du régime précédent se reclasseraient avantageusement), d'autres (comme l'économiste Janos Kornai) soulignent qu'une économie capitaliste suppose l'existence d'une vraie bourgeoisie, et que celle-ci ne se crée pas d'un coup de baguette magique (la privatisation doit être un "processus organique"); on ne peut donc pas, selon lui, "brader" le secteur public à ses actuels dirigeants mais encourager (avec l'aide du crédit) le développement d'un véritable secteur privé capable de racheter les entreprises étatiques.

Dans un premier temps, les dirigeants d'entreprise ont joué un rôle essentiel. Comme cela a été indiqué ci-dessus, la loi sur les sociétés de 1989 donne la possibi-

l'initiative de proposer à la privatisation. Ces listes comprennent pour l'essentiel des entreprises en situation favorable. Plus tard devraient venir les firmes en position plus difficile.

Nous sommes, semble-t-il, à la veille d'un nouveau mouvement de balancier. Le nouveau ministre des Finances, Mihaly Kupa, a récemment réclaté une accélération de la privatisation et critiqué le comportement de l'Agence (accusée d'être plus préoccupée de sauvegarder les intérêts de l'Etat que d'agir pour les vendre). Il a annoncé une plus grande ouverture au capital étranger en prônant une "privatisation partielle de la privatisation". Cela semble vouloir dire qu'une plus grande marge de manœuvre sera laissée aux dirigeants en place. ★

8 mars 1991

Les illusions perdues



Il y un an, la majorité des Hongrois se prononçait pour une transition vers une société de type occidental et espérait beaucoup du marché et de l'entreprise privée. En l'espace de quelques mois, ces illusions se sont évanouies : le régime et l'élite politique ont changé, mais la crise économique continue, avec son cortège de difficultés pour les travailleurs. Ceux qui ont voté pour les nouveaux partis de droite escomptaient un renforcement des liens avec l'Occident et imaginaient que le capital occidental viendrait les aider avec un nouveau plan Marshall. En quelques mois, il est devenu évident que l'Ouest n'apporterait rien, ni une aide désintéressée, ni un soulagement économique ; mais, une fois de plus, la poigne de fer du Fonds monétaire international (FMI), qui étrangle le pays depuis plusieurs années déjà se fait sentir.

Lazlo ANDOR



LA HONGRIE est le pays le plus endetté d'Europe. Sa dette extérieure totale (21 milliards de dollars) équivaut pratiquement au revenu national annuel, et la part du service de la dette (remboursements et intérêts) oscille entre 45 et 50 % des remboursements. En 1990, ce fardeau a ôté à l'économie un surplus à l'exportation de presque 1 milliard de dollars, et cet immense sacrifice n'a réussi qu'à combler le déficit de la balance des paiements, sans aboutir à une réduction du montant total de la dette. Voilà la situation de la Hongrie, neuf ans après son rapprochement du FMI.

La Hongrie avait rejoint cette institution en 1982, à un moment de quasi-banqueroute financière, dans un contexte de crise internationale de la dette (voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1990). Selon Helmut Schmidt, un spécialiste de l'économie mondiale pas vraiment radical, les causes de ce bouleversement monétaire global furent : l'impact du choc pétrolier des années 70 sur les pays non producteurs de pétrole et peu développés ; la politique monétaire inadéquate des gouvernements capitalistes ; la politique irresponsable de prêts des banques occidentales ; la mauvaise gestion financière des pays débiteurs. Bien que les pays débiteurs arrivent seulement en dernier dans la liste des causes, le poids énorme et tou-

jours croissant de la dette a dû être supporté par leur population.

Toutefois, jusqu'à une époque récente, la Hongrie a constitué une exception à cette règle. Le FMI, gérant global de la dette, la considérait comme un exemple de réformes économiques réussies, devant servir de modèle pour les réformes d'autres pays d'Europe de l'Est. Pour cette raison, le FMI a relativement privilégié la Hongrie préférant établir des contrats avec elle plutôt qu'avec d'autres pays débiteurs.

L'octroi relativement facilité de prêts durant les années 80, allégeant temporairement le fardeau de la dette n'a fait que reporter à une date ultérieure un sacrifice potentiel beaucoup plus grand. Cette politique a conduit à une grande discrétion sur les relations entre le FMI et la Hongrie et sur le véritable inspirateur des réformes de marché des années 80. Les médias ont renvoyé l'image d'une collaboration harmonieuse entre les économistes hongrois au pouvoir et les dirigeants des institutions monétaires internationales. Seuls des observateurs attentifs ont été capables de noter une coïncidence "magique" entre les dates de certains changements politiques importants et celles des contrats avec le FMI. Ainsi, lors de la discussion du budget 1990, le gouvernement dirigé par Miklos Nemeth n'avait qu'un seul argument à proposer pour expliquer la nécessité de l'austérité : « *Le FMI et la Banque mondiale l'exigent.* »

Les éléments du programme d'ajustement proposé par le FMI sont partout les mêmes : restrictions monétaires, libéralisation, dérégulation, privatisation ; le

but final étant d'augmenter les exportations et de rendre l'économie compatible avec les marchés internationaux, afin qu'elle serve de marché périphérique aux centres capitalistes.

Cette politique a de lourdes conséquences pour les salariés du pays débiteur et crée des différenciations énormes dans la société — sans l'espoir d'une amélioration future. En Hongrie, l'épargne de la classe moyenne a commencé à fondre en 1987/1988, avant de disparaître tout à fait. En 1988, une famille moyenne hongroise utilisait la moitié de son revenu pour des dépenses de première nécessité (nourriture, chauffage, électricité, etc.) ; en 1991, à cause de l'inflation croissante (30 % en 1990) ces mêmes dépenses représentent le tiers de son budget. Des millions de Hongrois n'épargnent plus et ne font plus aucune dépense pour leurs loisirs ou leurs sorties, par exemple. A Budapest, le nombre de sans-logis augmente sans cesse 1989 ; le phénomène de la mendicité est récemment apparu dans la rue ; les délits atteignent des taux records. L'année 1991 verra sans doute une croissance sans précédent du chômage ; l'austérité permanente, combinée aux effets de la récession et de la réorientation économique, pourront faire tripler les 100 000 chômeurs actuels, jusqu'à 6 % de la population active.

Complicité et duplicité des dirigeants

Le gouvernement actuel, dirigé par le Forum démocratique hongrois (MDF), a promis une augmentation significative du niveau de vie moyen, d'ici deux ou trois ans (cette promesse a constamment été répétée par les différents premiers ministres, depuis 1985). Ainsi, la "nouvelle" politique économique menace directement les travailleurs hongrois pour trois raisons au moins : la stagnation à venir due aux mesures d'austérité ; le poids du service de la dette (développement des produits à l'exportation au détriment du marché intérieur) ; et l'accumulation du capital par une nouvelle classe capitaliste, liée à la privatisation.

Le MDF aimerait bien développer une bourgeoisie nationale, alors que la politique du FMI dresse des obstacles à l'accumulation interne et préfère les propriétaires étrangers. Tôt ou tard, le gouvernement va donc entrer en conflit avec sa propre base sociale. Les débats entre les ministres du MDF et les dirigeants des institutions monétaires hongroises (qui se comportent comme des courroies de transmission du capital international) sont plus ou moins publics aujourd'hui.

Au Parlement, seul un député (mem-

bre du MDF) a prononcé un discours très dur contre la terreur monétaire exercée par le FMI et la Banque mondiale. Un autre (socialiste, dirigeant du Syndicat des métallurgistes) aurait dit, après le vote du budget 1991, que le Parlement s'était lui-même humilié et abaissé devant les représentants des crédateurs. Seules l'extrême droite et la gauche non parlementaire s'opposent ouvertement à la situation présente avec, bien sûr, des arguments très différents.

Un sombre avenir

Un écrivain populaire, Gyula Hernadi (ancien économiste), a exprimé l'opinion de beaucoup de gens, au cours d'une interview au quotidien *Magyar Hirlap* (23 janvier 1991) : « *Les experts continuent à répéter en vain que la situation actuelle résulte de la mauvaise gestion antérieure ; cela n'intéresse plus personne. Il faut trouver une solution pour que nous ne souffrions pas trop. C'est pourquoi ces Messieurs sont ministres. Et ne passez pas votre temps à lécher les bottes du nouveau Dieu, le Fonds monétaire international.* »

« *Quatre ou cinq jeunes hommes bien cravatés arrivent ici et exigent de nous rien l'augmentation du taux d'inflation de 32 % et la baisse des salaires réels de 24 %, etc. Pourquoi devrions-nous faire autant de courbettes à ces gens-là ? Pensez-vous que nous allons nous noyer dans les intérêts usuraires du système précédent ? Nous devrions exiger le remboursement d'une partie seulement de la dette. S'ils ne sont pas d'accord, bonsoir.* » Les choses ne sont bien sûr pas aussi simples que dans le discours d'Hernadi, mais sa position n'est pas pire que celle du gouvernement.

La situation réelle a été mieux éclairée par le bimensuel satirique *Hocipo* du 18 octobre 1990 : « *Quand la Banque mondiale a annoncé son refus de financer une possible mobilisation de la Hongrie contre l'Irak, et déclaré qu'elle ne donnerait pas d'argent pour les autoroutes, les expositions et pour rien du tout d'ailleurs, le ministre des Finances hongrois a annoncé que, contre 50 000 dollars, il mangerait une araignée en public.* »

Cet humour noir est le signe d'un avenir très sombre. Dans la situation présente, le seul but et la seule chance d'une politique économique nationale pourrait être la minimisation des pertes inévitables et la prévention d'explosions sociales. Le gouvernement hongrois actuel semble incapable de reconnaître cela. ★

Budapest
Février 1991

Difficile privatisation

L'historien Tamas Krausz, dirigeant de l'Alternative de gauche hongroise fait le bilan d'un an de gouvernement conservateur (voir *Inprecor* n° 318 du 9 novembre 1990).

INPRECOR : Pourrais-tu caractériser l'action du gouvernement formé à l'issue des dernières élections ?

Tamas KRAUSZ : On peut, à de nombreux points de vue, parler de restauration : nous avons un nouvel Etat-Parti, et un parlementarisme qui ne peut pas fonctionner, parce qu'au-dessus il y a toujours un comité central, et qu'en dessous aucune société civile ne s'est constituée. Ce n'est donc pas un vrai parlementarisme à l'occidentale, mais plutôt une dictature parlementaire.

La nouvelle élite est scindée entre une tendance conservatrice-chrétienne et une tendance libérale à l'américaine. Aujourd'hui, ces deux courants ont l'intention de réaliser un compromis par-dessus la société parce qu'ils ont compris que la population n'adhérait pas au nouveau système et reste indifférente ou méfiante. Ils craignent que leur pouvoir soit menacé dans la mesure où les recettes du Fonds monétaire international (FMI) ne règlent rien mais vont développer, au contraire, le chômage, l'inflation et la pauvreté, alors même que les Hongrois ne savaient pas ce que le mot de chômage voulait dire. D'où la nécessité de trouver un compromis au sein de la classe dirigeante pour gérer cette source de tensions sociales. En face, la gauche est dispersée, et pas seulement la vieille gauche conservatrice : tous les courants sont dans une très mauvaise passe. Les travailleurs hongrois, faute d'une vraie tradition de solidarité internationale, ne comprennent pas bien ce qui se passe en Hongrie et en Europe de l'Est : c'est l'aspect subjectif de la situation.

◆ **Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas choisi la voie d'un "traitement de choc", comme en Pologne ?**

Les Hongrois ont pu constater que la solution polonaise ne fonctionnait pas ;

ils n'ont qu'à regarder la télévision. L'Alliance des démocrates libres (SzDSz) voulait que la Hongrie entreprenne cette thérapie de choc, mais le courant nationaliste avait promis de ne pas le faire. En fait, ils ont, malgré tout, entamé cette politique à partir de décembre, et à mon avis, elle risque de déboucher rapidement sur une situation à la polonaise. Le mouvement populiste-nationaliste est certes plus fort là-bas qu'en Hongrie, c'est une différence dans l'histoire des deux pays. Mais la raison de fond pour laquelle le gouvernement ne tient pas à une privatisation trop rapide des usines et des terres, c'est que l'on ne peut rien privatiser sans capitaux, cela, au moins, ils l'ont compris.

◆ **N'y a-t-il pas une contradiction entre le nationalisme du Forum démocratique (MDF) et sa volonté de vendre les entreprises les plus performantes à des capitaux étrangers ?**

Les deux partis de droite disent au fond la même chose, et agissent de manière identique. Je ne crois pas qu'il y ait de grandes différences, ou alors elles ne portent que sur les rythmes, ou sur les formes. Quant aux ventes d'entreprises, elles ne représentent pas une contradiction, parce que ces décisions économiques sont en fait prises sur la base de considérations politiques, exactement comme du temps de Kadar. Par exemple, Lászlo Pál, qui était secrétaire d'Etat à l'Industrie en 1988, avait proposé que la compagnie publique de téléphone soit remise à des entreprises hongroises. Mais le gouvernement a décidé de la vendre à l'allemand Siemens et au suédois Ericsson, parce que ces deux grandes entreprises soutiennent le parti au pouvoir, le Forum démocratique.

◆ **Dans quelle mesure le destin de la Hongrie dépend-il de l'évolution de l'Union soviétique ?**

La Hongrie dépend du pétrole, des exportations soviétiques, et de l'acier soviétiques. Voilà pourquoi ce qui va se passer en URSS est déterminant. Or tout le monde peut constater que la Hongrie est

déstabilisée : on trouve de tout dans les magasins mais deux à trois millions de personnes sont pauvres, beaucoup plus pauvres, et le nouveau système d'impôts risque de provoquer une nouvelle austérité. La vieille gauche conservatrice pourrait alors profiter de cette situation et viser à une restauration en s'appuyant sur certains groupes militaires en URSS. C'est un fantasme, mais le pouvoir officiel n'exclut pas cette possibilité, et la télévision officielle hongroise cherche à établir un parallèle avec la situation lituanienne.

◆ *Pourtant la Hongrie a considérablement réduit ses exportations en direction de l'URSS. Les liens économiques sont plutôt en train de se distendre ...*

C'est vrai ; la conséquence immédiate de cela est un recul d'environ 10 % de la production agricole et industrielle. Des entreprises ont été fermées. Quant aux capitaux de l'Ouest, ils ne s'intéressent qu'à un nombre restreint de secteurs, Tungstam ou une partie d'Ikarus, par exemple. L'Ouest ne veut pas de la concurrence de la Hongrie, mais en faire une république bananière. L'économie dans son ensemble sera déstructurée et je suis persuadé que le nouveau pouvoir hongrois sera alors obligé de se réorienter vers le marché soviétique parce que tout le monde veut aller sur ce marché, tant l'Allemagne que d'autres pays. Aujourd'hui, tout le monde attend parce que l'URSS est paralysée. Mais, dans deux ou trois ans, la situation sera sans doute stabilisée.

◆ *Quels sont les moyens dont disposent les travailleurs pour réagir ? Peut-on s'attendre à l'émergence d'une nouvelle gauche ?*

Nous luttons pour l'émergence d'une nouvelle gauche mais, dans un futur proche, ce sont plutôt des mouvements comme celui de la grève des taxis qui vont se reproduire. Spontanément, les gens cherchent de nouvelles formes de résistance mais ne font confiance à aucun parti, ni idéologie politique. Voilà pourquoi il est prématuré de vouloir organiser un nouveau parti de gauche. J'ai rencontré des travailleurs qui m'ont dit : « Parfait, vous avez très bien parlé mais pourquoi devrais-je vous croire ? » C'est la question centrale. De nouvelles formes de résistance vont être inventées, de nouveaux mouvements vont émerger de la société

civile, et il faudra que les partis réussissent à y développer leur influence.

◆ *Et les syndicats ? Comment interpréter le changement survenu dans la direction des conseils ouvriers ?*

Il faut comprendre qu'en Hongrie les partis sont apparus très récemment, mais qu'ils n'ont pas de réelles racines dans le pays et la société, contrairement aux syndicats. C'est pourquoi les gens font plus confiance aux syndicats. Le mouvement des conseils ouvriers était une forme de résistance contre la privatisation et le chômage, mais le pouvoir a compris qu'ils exprimaient aussi une défiance vis-à-vis des organisations communistes et des dirigeants d'entreprises anciennement communistes. La plupart de ces dirigeants ont d'ailleurs quitté les structures communistes et sont passés du côté du nouveau pouvoir bourgeois nationaliste. Pourtant, la majorité des conseils ouvriers soutient le nouveau pouvoir parce que ce dernier a promis de changer tous les dirigeants bureaucratiques.



Bien sûr, certains membres des conseils comprennent que le problème n'est pas celui du changement des dirigeants, mais le système lui-même. Il n'empêche que la majorité fait confiance au nouveau pouvoir et celui-ci a pu ainsi en prendre le contrôle. Cela s'est passé la semaine dernière, d'une manière tout à fait autoritaire ; une partie de l'aile gauche s'est retirée des conseils ouvriers : la propagande anticommuniste ne fonctionne donc pas si mal. A terme, je pense que la gauche maintiendra ses positions dans une partie des conseils et construira une nouvelle coordination nationale. Mais elle doit aussi éviter toute forme de sectarisme et être présente dans tous les syndicats.

A plus long terme, je pense que les syndicats se regrouperont autour de trois pôles : les syndicats de gauche, ceux liés au Forum et aux partis nationalistes, enfin ceux de la Ligue démocratique, liés aux Démocrates libres, c'est-à-dire les libéraux.

◆ *La situation a quelque chose de surréaliste : ce qui reste de l'ancien régime se combine avec un nouveau système encore en gestation. Dirais-tu que la Hongrie est aujourd'hui un pays capitaliste ?*

Les organisations de gauche occidentales que nous avons rencontrées pensaient qu'après la chute du stalinisme, l'issue révolutionnaire devait forcément l'emporter. Or, c'était une très grosse erreur, qui a déstabilisé la gauche, à l'Ouest comme en Hongrie. La majorité de ces groupes pense que l'Europe de l'Est a connu des révolutions politiques. Moi, j'ai écrit un article parlant au contraire d'une "révolution conservatrice". Certes, le système et les structures politiques ont changé, la bureaucratie stalinienne et l'Etat-Parti ont été détruits, mais les travailleurs n'ont pas plus de pouvoir qu'avant. Les changements politiques ne nous ont pas fait avancer, ni d'ailleurs reculer.

Marx et Lénine ont avancé l'idée selon laquelle plusieurs modes de production peuvent coexister au sein d'une société donnée, et cela s'applique bien à la Hongrie d'aujourd'hui. La nature sociale du système est loin d'être claire : il combine ce qui reste du stalinisme, quelques éléments de socialisme authentique et enfin, l'influence des centres capitalistes internationaux comme tendance dominante. Mais la situation est très complexe, et beaucoup de possibilités restent ouvertes.

◆ *Quelle est l'attitude des travailleurs vis-à-vis des transformations ?*

La situation d'un grand nombre d'entre eux a empiré depuis Kadar. Vous ne pouvez pas leur expliquer que le système est meilleur parce qu'il y a le pluripartisme et qu'on peut dire ce qu'on veut : ils savent qu'ils n'ont pas accès à la presse. La destruction des anciennes structures, a conduit à de très intéressantes mutations psychologiques. On ressent une plus grande liberté mais, d'un autre côté, on ne peut pas trouver de travail ; dans une telle situation, les gens peuvent perdre très rapidement leurs illusions sur le capitalisme, bien plus vite que le pouvoir ne le pense. Cela pourrait nous ouvrir des possibilités. Un mouvement de masse de droite nationaliste d'un côté, mais aussi peut-être à gauche un important potentiel de protestation aura été accumulé, dont la nouvelle gauche pourrait profiter.

◆ *Y-a-t-il eu simple reconversion de la bureaucratie ou assiste-t-on à l'émergence d'une nouvelle couche dirigeante ?*

On ne peut pas parler d'une nouvelle bourgeoisie. La nouvelle bourgeoisie n'a pas d'ancrage social solide ; ils savent seulement compter leur argent et vendre leur marchandise, mais ignorent tout des affaires à l'occidentale. C'est une accumulation très primitive. En tout cas, c'est sûr que le vieux socialisme d'Etat ne fonctionne plus.

En Hongrie, nous avons une nouvelle élite politique libérale et nationaliste, mais ces deux fractions dépendent de la bourgeoisie internationale. Pour simplifier, on peut dire que l'élite du temps de Kadar n'existait que grâce au soutien de l'Union soviétique et du bloc d'Europe de l'Est. Aujourd'hui, cette couche et le système politique kadariste ont été détruits à l'issue d'un processus compliqué. La couche dirigeante s'est divisée en deux. Une élite qui était subjectivement communiste se retrouve aujourd'hui dans une certaine opposition.

L'autre partie s'est éparpillée, et on la retrouve dans tous les partis politiques. En un sens, tous les partis émanent du vieux PSOH.

◆ *Tu as parlé d'éléments de socialisme authentique présents en Hongrie. A quoi penses-tu ?*

A l'Ouest, beaucoup de gens de gauche ne comprennent pas l'importance du droit à l'emploi. Certains parlent de capitalisme d'Etat pour décrire le système qui existait du temps de Kadar, et soutiennent que c'est le même système qui est en place. C'est peut-être vrai, mais on ne peut pas comprendre grand-chose avec ce terme. C'est trop abstrait. Les travailleurs ont des droits sociaux à perdre, par exemple, celui de se défendre en s'organisant dans les syndicats, sans lequel il ne peut pas exister de mouvement vers le socialisme.

Cette tradition socialiste reste enracinée, et les travailleurs entendent bien contrôler les usines. Dans de nombreux cas, en effet, la privatisation ne peut pas se réaliser sans les conseils et les syndicats. Les ouvriers et les ingénieurs commencent à comprendre que s'ils ne réussissent pas à contrôler le processus de privatisation, s'ils n'interviennent pas, ils perdront leur emploi.

Je suis enseignant à l'Université et j'ai grandi dans ce "capitalisme d'Etat" ou "socialisme d'état" et reçu une formation gratuite : voilà un acquis socialiste. Or, le pouvoir doit attaquer l'ensemble de ces

acquis afin de faire émerger la nouvelle classe bourgeoise.

Toute la question est de savoir comment payer. L'Etat va donc s'efforcer de réduire les dépenses structurelles, y compris le système de santé. Ce système était loin d'être parfait, mais il risque de devenir encore plus mauvais. Nous sommes contre toute forme de restauration de l'ancien socialisme, mais nous ne voulons pas pour autant d'un mode de production capitaliste sauvage. Qui sait, après tout, si l'"américanisation" ne serait pas pire que la "soviétisation" ? En Roumanie, c'est différent, personne ne veut d'un autre Ceausescu. Mais, en Hongrie, il y a des travailleurs qui voudraient bien ressortir Kadar. On commence à entendre ça partout : beaucoup de gens ont réalisé qu'ils ont déjà beaucoup perdu. Et la gauche, dispersée, n'a pas les moyens de se faire entendre. Télévision et radio sont réparties entre libéraux et nationalistes.

◆ *A l'Ouest, et aussi en URSS, on en vient à dire que l'économie de marché ne pourra être instaurée à l'Est sans recours à une forme de dictature ouverte. Qu'en penses-tu ?*

Je pense que l'économie de marché ne peut pas être instaurée, surtout en URSS, et cela pour plusieurs raisons. D'abord, sur le plan de la psychologie, les gens n'ont pas de comportement capitaliste. Il n'existe aucune tradition quant à la vie des affaires. On manque de capitaux pour créer ou privatiser des entreprises. Le soutien international est insuffisant : la prétendue aide occidentale est surtout destinée à détruire l'ancien système, mais elle ne peut suffire à mettre en place un vrai capitalisme. Celui-ci reste à l'état primitif, sous-développé, et on va vers de grandes déconvenues, peut-être dès cette année. En URSS, Chataline, qui est un aventuriste, voulait construire le capitalisme en 500 jours, mais 500 ans n'y suffiraient pas. Alors, le marché, stade suprême du stalinisme ?

En réalité, on aura la dictature, sans marché et sans démocratie. En Hongrie, l'évolution dépend, à de nombreux points de vue, de l'environnement international. Peut-être que l'Allemagne et les Etats-Unis sont disposés à payer la note de la nouvelle classe capitaliste hongroise. Mais cela coûtera cher, surtout avec la guerre du Golfe.

◆ *La gauche hongroise se réclame-t-elle d'un néo-kadarisme ?*

Un tel courant s'incarne en partie dans le nouveau PSOH, qui regroupe deux tendances, l'une conservatrice-stalinienne et

l'autre nouvelle gauche, plus un petit groupe libéral. Il existe au sein du PSH deux groupes : les libéraux sociaux d'un côté, et des socialistes de gauche, eux-mêmes divisés en deux courants. Un premier courant est sentimentalement très socialiste ; il veut développer une résistance socialiste en Hongrie, construire le socialisme, mais, faute de projet cohérent de politique économique, les membres de ce courant pensent que l'on ne peut pas échapper aux méthodes du FMI. Le second groupe est la Gauche alternative dont je fais partie. La tendance libérale-sociale est très influente, avec Gyula Horn, ou Rezső Nyers qui est plutôt social-démocrate et veut défendre les acquis sociaux pour les gens. Horn et les autres sont surtout des arrivistes parlementaires : de stalinien, ils se sont transformés en libéraux. Tout cela n'est pas si surprenant : un dogme en a simplement remplacé un autre.

◆ *Existe-t-il une menace d'un nouveau nationalisme ?*

Le vieil emblème avec la couronne, qui remonte aux Habsbourg, a réapparu sur le drapeau national. Cela renoue avec une tradition obscurantiste, or, le Parlement a voté pour ce drapeau, y compris certains représentants du PSH.

Il est probable que les problèmes sociaux vont déboucher sur des conflits nationaux avec, là encore, une longue tradition historique en la matière. Le nationalisme prendra probablement la forme d'un nouveau populisme reprenant à son compte un certain nombre d'exigences sociales. Ce nationalisme social sera très dangereux pour la gauche, car il tentera d'assumer sa fonction traditionnelle. C'est le danger principal.

Si l'opposition de droite au gouvernement devient trop dangereuse, celui-ci essaiera de la limiter, de la contrôler et de l'absorber. On peut une accélération noter de ce point de vue : il y a un an, on trouvait encore des gens se réclamant de la gauche au Forum ou chez les Démocrates libres. Depuis, le Forum apparaît de plus en plus comme un parti essentiellement préoccupé de conserver le pouvoir. C'est pourquoi le nouveau populisme sera une émanation du gouvernement. ★

Propos recueillis par Maxime Durand
Budapest, 20 janvier 1991



Le cas Videoton



L'ENTREPRISE Videoton est l'un des fleurons de l'industrie hongroise et, à ce titre, elle est exposée à des projets de restructuration et de ventes à l'étranger. Cette entreprise couvre trois secteurs de production :

l'électronique domestique, l'informatique et la radio-technique militaire. Depuis 1968, elle produit des téléviseurs couleurs, et des ordinateurs depuis 1970, sous licence française (Bull). Parmi les pays de l'Est, la Hongrie s'est spécialisée dans le "piratage" des modèles informatiques et Videoton bénéficie d'une bonne expérience dans le domaine. La production est exportée à 80 % et, jusqu'en 1990, 80 % de ces exportations allaient vers les pays du Comecon.

Restructurations et découverte du chômage

La crise a commencé au milieu des années 80, quand est apparu le retard technologique de la firme : ses performances ont pris du retard en termes de productivité, notamment en raison d'un niveau de qualification qui ne progressait plus assez rapidement. Face à ces difficultés, le groupe s'est peu à peu transformé en un holding chapeautant 22 sociétés, et la participation du capital étranger a progressivement augmenté de 25 à 49 %. Il s'agissait de favoriser le développement des accords de coopération qui existaient déjà avec des groupes comme Thomson, Alcatel, Bull, Akai ou Philips. Plus récemment, la réduction des exportations vers l'Union soviétique, qui constitue un des axes de la politique économique du gouvernement, accentue les difficultés de l'entreprise, de même que la réduction des crédits et la montée des taux d'intérêt.

Depuis deux ou trois ans, Videoton est donc en permanence confronté à des perspectives de restructuration. Rien qu'en 1990, les effectifs ont été réduits de 17 000 à 15 000 emplois. Seul un petit syndicat, récemment créé, et lié à la Ligue démocratique des syndicats indépendants s'est réellement opposé à ce projet ; le syndicat officiel, majoritaire, s'est tenu à l'écart de la grève qui a éclaté le 21 septembre 1990. A l'issue du mouvement, le gouvernement a obtenu la démission

d'une bonne partie de la direction, et a mis en place un Commissaire du gouvernement. En novembre 1990, le plan de l'ancienne direction a finalement été retenu : 170 personnes partent en pré-retraite, et 900 personnes doivent être licenciées, en échange d'une prime d'environ 120 000 forints (moins de 10 000 francs, mais 15 mois de salaire moyen hongrois).

Le débat auquel nous avons pu assister — entre le directeur du personnel, rescapé de l'ancienne équipe et le dirigeant local du syndicat — met en lumière les paradoxes de la situation. Le syndicaliste se vantait de son esprit de responsabilité, qui l'a conduit à ne pas faire grève, alors que celle-ci était animée par un syndicat lié à l'opposition de droite favorable à une privatisation à marche forcée. A ce premier chassé-croisé, a fait écho la réponse du directeur du personnel, qui reprochait au syndicaliste de ne pas avoir aidé la direction à désigner les travailleurs dont il aurait fallu se séparer et d'avoir fait passer la solution d'une liste ouverte. En effet, finalement 1 700 travailleurs ont profité du petit pécule de départ, et pas forcément, proteste le directeur du personnel, ceux qu'il aurait fallu. Ce petit dialogue, entre deux compères bureaucrates d'hier, montre à quel point appareils, points de repère et stratégies individuelles de carrière ont éclaté depuis que le PSOH a perdu le pouvoir.

La grande innovation, c'est donc, malheureusement, la découverte du chômage. Dans le district de Székesfehérvár, où est située la principale usine de Videoton, le nombre de chômeurs est passé de 172 début 1990, à 1 860 début 1991, soit un taux de chômage local de 2,6 %. Les bénéficiaires d'allocations-chômage sont passés dans le même temps de 47 à 719. La région a d'ailleurs été déclarée "zone critique" et pourra bénéficier à ce titre de l'aide gouvernementale.

L'entreprise a été placée sous expertise, et l'audit confié à la société anglaise James Capel, qui doit proposer un plan de restructuration, en février ou mars. Il pro-

poserait de ne garder que 5 à 6 000 travailleurs (sur 15 000 aujourd'hui !), de créer une société de commercialisation et plusieurs petites entreprises, après quoi il serait possible d'intéresser le capital étranger au noyau dur de l'entreprise. Ce type de projet correspond tout à fait à la

dynamique aujourd'hui à l'œuvre en Hongrie.

Dans les entreprises les plus performantes, on cherche à séparer le bon grain de l'ivraie et à extraire de chacun des groupes le noyau compétitif qui peut intéresser les capitaux occidentaux.

Dans le cas de Videoton, par exemple, le groupe français Bull s'intéresse au dé-

partement informatique, non pas en tant que tel, mais surtout parce que Videoton dispose en URSS d'un réseau de commercialisation employant 450 personnes. Videoton servirait donc surtout de relais commercial, et le développement d'une production spécifique ne constituerait pas l'objectif principal de cette forme d'association. Du coup, le groupe risque de rester cantonné à la fabrication en sous-traitance d'imprimantes ou de terminaux pour des groupes américains (et même japonais) !

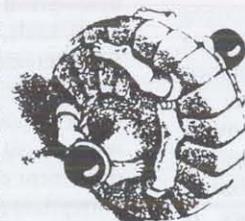
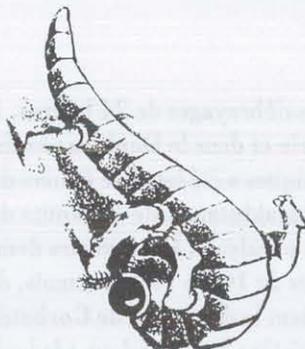
Reconversion à quoi ?

Dans l'immédiat, il faut au contraire prévoir une montée du chômage, et une désarticulation accrue de l'appareil productif hongrois. Or, il s'agit, avec des groupes comme Tungsram, Ikarus ou Videoton, de l'une des industries les plus performantes des pays de l'Est.

Enfin, dans un tel contexte, le sentiment dominant est évidemment l'angoisse de l'avenir. Le personnel de Videoton est à 60 % féminin. Il compte 35 % d'ouvriers non qualifiés, 30 % d'ouvriers qualifiés, 10 % de techniciens diplômés d'université et 18 % d'employés de niveau secondaire, le reste, soit 7 % environ, correspondant aux cadres de direction. Des coupes sombres sont annoncées parmi les travailleurs de Videoton. On parle de reconversion pour ceux qui ne perdront pas leur emploi, mais comme l'exprime un autre syndicaliste, par une formule qui résume bien le désarroi des travailleurs hongrois : « *Reconversion à quoi ?* »

★

Maxime DURAND
Janvier 1991



« L'heure est venue de s'unir »

Après la multiplication des débrayages de 24 heures, à partir du 1er mars 1991, notamment en Sibérie et dans le Donbass ukrainien, un appel à une grève illimitée des mineurs soviétiques a été lancé le 6 mars dans le Kouzbass et dans les bassins de Karaganda au Kazakhstan et de Vorkouta dans le Grand-Nord ; 31 puits seraient actuellement paralysés. Les mineurs demandent principalement des augmentations salariales de 100 à 150 % ; mais, dans le Kouzbass, les grévistes réclament également la démission de Gorbatchev ; la dépolitisation de l'Armée, du KGB et du ministère de l'Intérieur ; la levée de la censure sur les médias ; et une loi d'indexation des salaires sur les prix. Des envoyés du Kremlin sont allés dans les bassins houillers pour rappeler aux mineurs que les grèves dans les secteurs clé de l'économie sont interdites, et les ont menacés de peines de prison et d'importantes retenues salariales. Le Premier ministre, Valentin Pavlov, a, quant à lui, refusé toute hausse des salaires, arguant du fait que les caisses de l'Etat soviétique sont vides et que la production économique a chuté de 5 % en 1990 — selon une étude récente du ministère de la planification (Gosplan), en 1991, le Produit national brut (PNB) devrait chuter de 11 à 15 %, la production industrielle de 15 % et la production agricole de 5 %.

David SEPPO



BIEN QUE l'autogestion n'ait, pour l'instant, joué qu'un rôle mineur dans le mouvement ouvrier organisé soviétique, elle n'en a jamais été complètement absente.

En mai 1990, lors du Congrès des organisations et des mouvements de travailleurs indépendants, un "bloc de 33 délégués" minoritaire (principalement constitué de participants venant des centres industriels de l'Oural) a défendu la nécessité d'un mouvement ouvrier indépendant, au sein d'une mouvance démocratique plus large — position à laquelle les libéraux sont fermement opposés (1) — et ont proposé une plate-forme : « En aucun cas, les travailleurs ne doivent être privés du droit de gérer leurs entreprises et d'exercer l'autogestion ; la réforme économique ne doit pas être réalisée au détriment des intérêts des ouvriers, qui verraient baisser leurs salaires réels et le chômage s'accroître ; il faut s'opposer à la vente des entreprises d'Etat à des individus privés » (2).

Les conflits sur le pouvoir dans les entreprises et la suspicion croissante des travailleurs ont été à l'origine de l'apparition d'un courant autogestionnaire dans le mouvement ouvrier, à la fin de l'été 1990. Mais, c'est surtout le vote par le Soviet suprême de la nouvelle Loi sur les entreprises en URSS, au printemps 1990, qui a donné sa première impulsion au mouvement. Cette législation, adoptée quasiment en secret, annule la Loi sur les entreprises d'Etat de 1987 qui donnait des droits d'autogestion importants aux conseils de collectifs de travailleurs (CCT) élus, dont ceux d'élire les directions, de participer et de veiller à l'administration des entreprises (3). Selon les partisans de l'autogestion, cette législation « privait les CCT de toute fonction réelle dans la

gestion et réduisait leur rôle à néant » (4). D'après la nouvelle loi, qui n'évoque pas l'autogestion, les entreprises devront être dirigées selon des conventions collectives établies par les propriétaires.

Du 31 août au 4 septembre 1990, une première conférence des CCT de toute l'Union avait été convoquée à Togliatti, en Russie (5), et les délégués avaient convenu de se retrouver en décembre, pour un vrai congrès. Malgré les maigres ressources du comité organisateur, 700 délégués et 300 observateurs, surtout des ouvriers et des ingénieurs, des militants pour l'autogestion venus de grandes entreprises qui emploient au total environ 7 millions de travailleurs, ont participé au Congrès des CCT et des comités de travailleurs (6), à Moscou, du 8 au 10 décembre 1990. Les principaux objectifs de la rencontre — la création d'une organisation permanente de comités autogestionnaires, la réaffirmation des positions de la conférence de Togliatti sur la loi sur les entreprises en URSS et sur la "désétatisation", et l'élaboration d'un programme d'action — ont été réalisés (7).

Un nouveau syndicat

Le congrès a fondé le Syndicat des CCT et des comités de travailleurs et a élu un conseil de représentants des principales régions, ainsi que trois présidents (8). Certains délégués ont proposé de déclencher une grève d'avertissement, début janvier 1991, pour appuyer les revendications du congrès ; finalement, il a été décidé d'utiliser d'abord d'autres méthodes, en particulier d'agir à travers les Parlements des républiques. Le président du Soviet suprême d'Union soviétique, A. Loukianov, a essayé de rassurer les délégués en affirmant que le Parlement soviétique pensait qu'il fallait que les CCT aient le droit de décider de toutes les questions touchant aux intérêts vitaux des travailleurs. Il les a invités à travailler ensemble à l'amendement des lois sur les entreprises et sur la propriété qui, a-t-il admis, étaient déjà dépassées par les événements. Mais cela n'a pas calmé les inquiétudes de tous les délégués. Sergei No-

1) Selon le bulletin du Groupe des travailleurs du Front populaire de Yaroslavl : « De nombreux intellectuels démocrates évoquent la nécessité d'une union entre l'intelligentsia démocratique et les travailleurs. Ce serait très beau. Mais, dans la pratique, ce qu'ils veulent peut être illustré par l'exemple du Front populaire de Yaroslavl, qui a rejeté, dès le départ, la recherche d'une base sociale parmi les travailleurs et qui a gardé une forte appréhension par rapport aux activités du groupe des travailleurs. Non seulement le Front populaire n'a rien fait pour l'organisation des ouvriers de Yaroslavl, mais il s'est même opposé à la création d'organisations indépendantes des travailleurs. (...) Au nom de grandes formules comme "l'intérêt commun de l'humanité", ses membres profèrent des stupidités sur le fait que l'approche classiste conduit au génocide. » Listok Rabotchei Grupi (Yaroslavl), reproduit dans Rabotchaya Tribuna du 7 novembre 1990.

2) Rabotchi Vestnik n° 5, mai 1990.

3) Voir Inprecor n° 320, 323 et 324 des 7 décembre 1990, 1er et 14 février 1991.

4) Rabotchaya Tribuna, 6 décembre 1990.

5) Un compte-rendu détaillé de cette rencontre se trouve dans "Les collectifs de travailleurs et la privatisation", D. Seppo, Inprecor n° 320 du 7 décembre 1990.

6) Les comités de travailleurs ne regroupent que les ouvriers de la production, alors que les CCT sont ouverts à l'ensemble du personnel des entreprises, cols blancs inclus. Voir Inprecor n° 324 du 28 février 1991.

7) Rabotchaya Tribuna, 8 décembre 1990. Une partie de ce récit est basé sur des communications personnelles.

8) Il s'agit d'un mécanicien de la chaîne de l'usine VAZ, d'un ingénieur de la nouvelle usine automobile Elabuga et du président du CCT d'une usine de plastique de Moscou.

vopolski de l'usine AZLK (9) a expliqué : « Les choses ne dépendent pas des promesses et des déclarations, ni même des intentions, des autorités, mais de notre détermination. S'ils ne répondent pas à nos demandes, nous déclencherons une grève » (10).

Quelle privatisation ?

Un thème récurrent des discussions a été l'éventualité d'une appropriation en douceur de la propriété d'Etat par les clans bureaucratiques qui adaptent le marché à leurs intérêts. Le programme de mesures immédiates du nouveau syndicat souligne « la situation critique du pays, due à la tentative du système de commandement administratif de consolider son pouvoir en s'appropriant la propriété du peuple, et en laissant les travailleurs dans une situation de salariés dépourvus de droits ». Il est demandé aux CCT d'organiser des réunions avec le personnel de leurs entreprises pour que l'administration vienne présenter des rapports sur ses activités « y compris sur les joint ventures, les sous-traitants, les coopératives ainsi que sur son éventuelle participation à des regroupements et à des holdings » ; ensuite, les CCT devraient mettre un terme à « toute tentative de transformation des entreprises en holdings ou en compagnies par actions dans le dos des travailleurs ».

Les buts fondamentaux du syndicat sont l'instauration de « garanties légales et la réalisation en pratique du choix volontaire et libre par les CCT des formes de propriété et de direction », ainsi que la « participation des CCT dans la gestion de leurs entreprises, car c'est l'une des principales manières de lutter contre le système totalitaire et d'en finir avec la mise à l'écart des travailleurs du pouvoir et de la propriété, et de liquider la cruelle exploitation de la population par l'Etat bureaucratique et militarisé » (11).

Avant que Gorbatchev ne prenne le virage actuel à "droite" — en essayant de consolider l'Union et l'économie qui vont à la dérive grâce à des pouvoirs présidentiels extraordinaires, avec un appui renforcé de l'armée et du KGB, et la nomination de conservateurs à certains postes dirigeants ; avant de comprendre que la "désétatisation" ne se produisait pas comme ils l'avaient prévu (c'est-à-dire de façon à renforcer l'influence de l'élite intellectuelle et d'un secteur privé indépendant des caprices bureaucratiques), certains libéraux avançaient déjà l'idée d'une alliance avec le mouvement autogestionnaire. Gavril Popov, le maire de Moscou, a publiquement présenté les deux variantes possibles de la privatisation : « Le

transfert de la propriété aux bureaucrates et à la mafia commerçante de ce qu'ils ont déjà "géré avec succès" ; ou la privatisation démocratique, avec le transfert des entreprises aux travailleurs ». Partisan du plan des 500 jours, Popov, pas plus que les bureaucrates qu'il attaque, ne veut que cette seconde option se réalise.

Igor Kliamkin, l'un des plus célèbres idéologues libéraux, voit maintenant Gorbatchev comme le leader de la "révolution par en haut". Quant à Eltsine, il voudrait « une forme de marché différente » sans plus de précisions. Kliamkin regrette qu'en Russie le nationalisme ne puisse pas servir de base à la "démocratie" (c'est-à-dire à l'intelligentsia libérale et à son projet "restaurationniste"), comme cela a été le cas dans d'autres républiques. Il suggère, cependant, de prendre appui sur les luttes causées par la désétatisation, et il appelle à « un large bloc des salariés et des entrepreneurs » (12).

Les espoirs placés dans cette tactique qui vise à lier le mouvement populaire et le programme libéral en Russie — en insistant sur l'opposition du Parlement de cette république, prétendument démocratique, dirigé par Eltsine, au gouvernement central qui serait anti-démocratique et au Parlement dirigé par Gorbatchev — sont en partie fondés. La popularité personnelle d'Eltsine, en tant qu'opposant déclaré de la nomenklatura, est un atout majeur. Ainsi, les ouvriers de la chaîne d'assemblage de l'usine VAZ, qui s'étaient violemment opposés à la nouvelle loi sur l'entreprise, ont demandé à Eltsine et au Parlement russe de défendre leur droit à l'autogestion face au gouvernement central. Dans le programme adopté par le Congrès des CCT de décembre 1990, il est demandé aux collectifs d'intervenir dans leurs parlements régionaux et de faire pression pour que leurs usines passent sous la juridiction de leurs républiques.

Cependant, la tentative des libéraux pour gagner le mouvement autogestionnaire a peu de chances de réussir : la

forme de marché qu'ils proposent n'est pas plus compatible avec une révolution venue d'en bas et une réelle autogestion que celle de l'aile réformiste de la bureaucratie. Or ces deux groupes ont besoin l'un de l'autre pour réaliser leurs programmes, qui, dans le fond, ne sont pas si éloignés (13). Il y a un an à peine, Kliamkin lui-même écrivait que la transition vers le marché ne pourrait pas se faire de manière démocratique, car les travailleurs étaient trop attachés à la justice sociale (14). Maintenant, après avoir soudainement "découvert" que Gorbatchev, contrairement à Eltsine, avait choisi la "révolution par en haut", il conclut qu'une alliance entre eux deux est inévitable (sans la désapprouver). Comme l'a déclaré l'un des députés de Moscou, Sergei Stankevitch, leader du Groupe interrégional libéral du Parlement soviétique, à la fin 1990 : « La situation du pays est critique et, avec des méthodes parlementaires classiques, en utilisant uniquement notre démocratie toute neuve et encore inefficace, il sera impossible de résoudre les problèmes. Il faut donc que le processus de réformes soit dirigé de façon plus autoritaire » (15).

Le tournant à droite de Gorbatchev

Personne ne met en cause la nécessité de remettre un semblant d'ordre dans l'économie. Le décret présidentiel sur la réactivation et le renforcement du "contrôle ouvrier" sur le commerce (avec l'aide du KGB !) doit être analysé comme une mesure populiste de la part de Gorbatchev (16), mais cela n'a pas vraiment pour but de changer les rapports de pouvoir dans l'économie. Le nouveau tournant de Gorbatchev (qui n'est certainement pas le dernier — la "révolution d'en haut" n'a qu'un seul programme possible : le marché) conduit, à l'évidence, à une nouvelle centralisation bureaucratique, ce qui, en pratique, suppose nécessairement le renforcement du pouvoir des



9) Inprecor n° 324 du 15 février 1991.

10) Rabotchaya Tribuna, 12 décembre 1990.

11) Document non publié.

12) Ogoniok n° 47, novembre 1990. Kliamkin utilise le terme "rabotniki" (que l'on peut approximativement traduire par "employés"), qui est encore moins défini socialement que "trudichiesya" (travailleurs), terme que préfèrent habituellement les libéraux.

On évite en général l'utilisation du mot "rabotchie", "ouvrier", car il pourrait impliquer l'existence d'intérêts particuliers à la classe ouvrière.

13) Selon A. Kolganov, économiste marxiste de l'université de Moscou, « le plan des 500 jours est fondé sur un bloc

entre les "nouveaux riches" et la bureaucratie du Parti et de l'économie, selon les exigences des "nouveaux riches". Le programme de Gorbatchev prévoit une transformation plus douce et moins douloureuse de la bureaucratie en "nouveaux riches", naturellement, selon ses propres termes, sans oublier de laisser un petit quelque chose au peuple, afin qu'il n'intervienne pas dans ce processus ». A. Kolganov, Dialog n° 17, novembre 1990.

14) E. Bérard-Zaricka, "Quelques propositions pour une perestroïka autoritaire", Les Temps modernes n° 523, février 1990, Paris.

15) Komsomolskaya Pravda, 30 décembre 1990.

16) Troud, 2 décembre 1990.

gestionnaires sur les travailleurs. La rencontre des dirigeants des entreprises d'Etat de toute l'Union s'est déroulée pratiquement au même moment que le congrès autogestionnaire et a adopté une résolution sévère prônant le respect de la loi et de l'ordre.

Plus l'alliance entre l'appareil et les libéraux devient évidente, et plus diminuent leurs chances de gagner le soutien populaire, en se posant en seuls vrais démocrates et en ennemis acharnés de la bureaucratie.

De l'autre côté, les opposants socialistes, restés jusqu'à présent relativement isolés de leur base sociale potentielle, sont les seuls qui proposent la révolution "d'en bas" et qui avancent un programme démocratique consistant. Le mouvement autogestionnaire leur ouvre de nouvelles possibilités pour rompre leur isolement. En résumant les développements politiques de 1990, Pavel Voshchanov, politologue de la *Komsomolskaya Pravda*, se plaint d'« un virage à droite massif des consciences (...). Le discrédit de l'idée démocratique est l'un des résultats politiques de l'année écoulée ». Par "idées démocratiques", Voshchanov entend, évidemment, "libéralisme". Son utilisation du terme "droite" est plus ambiguë, car elle peut se référer tant aux "défenseurs du socialisme" conservateurs qu'aux vrais socialistes (les libéraux ne font aucune différence entre ces deux groupes, et pensent, comme les conservateurs, que le socialisme a déjà été accompli en Union soviétique). Mais il ne semble pas y avoir d'évolution de la conscience des masses vers les conservateurs, ni vers les staliniens ou vers Pamiat (l'organisation chauvine grand-russe). Au contraire, l'apparition d'un courant autogestionnaire organisé démontre la force du sentiment démocratique des travailleurs.

La création du Syndicat des CCT constitue, en elle-même, un signe de l'affaiblissement de l'influence idéologique libérale dans un secteur important du mouvement ouvrier. La prise de conscience de la nécessité de coordonner leurs activités indique que les militants autogestionnaires commencent à comprendre les limites d'une approche corporatiste de leur combat pour l'autonomie des entreprises. Une telle conception, fortement encouragée par les libéraux, était souvent une réaction spontanée des travailleurs contre le centralisme bureaucratique. Cela semble changer sous l'impact de l'expérience du marché et à cause de la menace de la dislocation croissante de

l'économie. « Certains aimeraient beaucoup diviser les travailleurs autour de la question d'un possible accès à la propriété » expliquait un délégué au Congrès, venu de l'usine automobile Elabuga. A cette occasion, il a été souvent question du besoin d'une autorité centrale forte, capable de restaurer le respect des lois et l'harmonie entre les républiques, d'unir les régions et d'établir des relations stables dans un cadre économique unifié.

Mais les congressistes ont rejeté la solution autoritaire de Gorbatchev. Selon V. Kataev, délégué de Tcheboksar : « Une telle autorité ne peut être établie par en haut, par des décrets. Elle sera instaurée par les CCT eux-mêmes, s'ils deviennent entièrement maîtres de la propriété socialiste. Dans ce cas, comme le souligne la résolution, les collectifs, en tant que propriétaires, seront prêts à porter l'entière responsabilité des résultats de l'activité économique de leurs entreprises, et de l'ordre dans le pays » (17).



Il faut se battre !

V. Adrianov, co-président du Syndicat, mécanicien sur la chaîne d'assemblage de l'usine VAZ, exprime en ces termes le futur du mouvement autogestionnaire : « Les CCT dans les entreprises sont nés de la perestroïka. Mais, dès le début, ils ont été séparés les uns des autres. Aujourd'hui, l'heure est venue de s'unir. Pourquoi ? Nous sommes au seuil du marché. Nous devons connaître le sort de la part de propriété nationale qui sera "désétablie". Le but de notre syndicat est, qu'après s'être battus ensemble, les CCT aient le droit de choisir la forme de propriété ; et que chaque CCT puisse devenir, s'il le désire, le propriétaire de son entreprise, sans rien payer. Seuls les travailleurs, devenus les détenteurs de la propriété, sont capables d'arrêter le chaos économique croissant.

» Les programmes de transition vers le marché adoptés sont lourds du danger de violation des intérêts des travailleurs. En exploitant la confusion actuelle, l'appareil de commandement bureaucratique tente non seulement de garder les rênes des directions, mais de devenir en fait propriétaire des moyens de production, en créant des holdings, des associations, des compagnies par actions, etc. ; en nous laissant juste notre rôle de salariés, de bêtes de sommes de l'économie. Nous ne pouvons pas et n'avons tout simplement pas le droit de permettre cela » (18).

Si les travailleurs veulent vraiment empêcher cela, ils doivent lutter pour une voie de développement socialiste, car c'est la seule qui offre une perspective de réelle démocratisation des rapports économiques et politiques. Tandis que les libéraux forment des alliances avec l'appareil pour faire avancer, de manière autoritaire, une réforme qui laissera le pouvoir économique aux mains d'une petite élite, les socialistes apparaissent comme les seuls vrais démocrates. Dans une déclaration conjointe, fin septembre 1990, une coalition de partis et de regroupements de gauche de Moscou a condamné les programmes officiels de réforme (19).

Parmi les mesures immédiates de cette déclaration, il y a : le droit des CCT à déterminer et à changer de manière indépendante, sans vente préalable, les formes de propriété, de gestion et d'autogestion de leurs entreprises ; le droit des soviets locaux à organiser la terre et les ressources naturelles, sous le contrôle des organisations sociales ; le droit des républiques autonomes, ou des autres unités territoriales, à déterminer de manière indépendante leur statut et le pouvoir qu'elles sont prêtes à déléguer volontairement aux entités supérieures ; l'abolition du pouvoir présidentiel ; l'opposition démocratique à la création de gouvernements nationaux autoritaires qui refuseraient les droits nationaux et civiques aux minorités ; l'application des droits de l'homme — en particulier l'abolition de la peine de mort, de la législation contre les grèves, de toutes les formes de travail forcé, du régime de passeport intérieur, et de la police politique ; et le droit de veto et de référendum pour les soviets locaux, sur l'établissement d'entreprises sur leur territoire.

Malgré les obstacles créés par le quasi-monopole des libéraux sur les médias, la nature profondément démocratique du mouvement ouvrier, et tout particulièrement, l'apparition d'un courant autogestionnaire organisé en son sein, ouvrent la voie au développement éventuel d'une base de masse active favorable au socialisme en Union soviétique. ★

Janvier 1991

17) *Rabotchaya Tribuna*, 6 décembre 1990.

18) *Rabotchaya Tribuna*, 8 décembre 1990.

19) Une traduction de ce texte ("Demain, il sera trop tard") a été publiée intégralement dans *Inprecor* n° 318 du 9 novembre 1990. Il a été signé par des représentants du Parti socialiste, du Parti vert, de la Confédération des anarcho-syndicalistes, de la Plate-forme marxiste du PCUS (qui s'est divisée depuis lors), du Comité pour l'aide au mouvement ouvrier et au mouvement autogestionnaire, du Parti social-démocrate de la fédération russe, et du Mémorial de Moscou (ces deux dernières organisations ont en leur sein des courants libéraux mais aussi socialistes).

Les missiles de la discorde

LE PREMIER congrès du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) aura lieu du 19 au 21 juillet 1991. Initialement prévu pour février 1990, la direction du FSLN avait décidé de le retarder, expliquant que la situation sociale du pays exigeait toutes les énergies des militants sandinistes (1). Le débat public, souvent violent et où les prises de position des membres de la direction nationale et de dirigeants du FSLN se multiplient, se déroule dans la presse ; les anciens cadres intermédiaires (souvent au chômage et livrés à eux-mêmes) et la base grognent (voir la lettre de G. Lopez en p. 15).

Depuis la défaite électorale du FSLN, la discussion porte sur ses causes (choix économiques et militaires, alliances, politique du FSLN vis-à-vis du mouvement de masse et de la population en général) (2) ; sur la "concertation" avec certains secteurs de la bourgeoisie et l'attitude à avoir par rapport aux mesures prises par le gouvernement (affrontement ou négociations) ; sur le rôle actuel de l'Armée populaire sandiniste (EPS) et sur le parti à construire (fonctionnement, directions élues ou nommées, etc.).

La signature des accords de concertation, en octobre 1991, a atténué la mobilisation sociale qui avait atteint son point culminant lors de la grève générale de juillet 1990 ; mais ces accords n'ont pas enrayeré, loin s'en faut, la dégradation persistante du niveau de vie des Nicaraguayens et de la situation économique. Les licenciements se sont poursuivis (24 000 fonctionnaires se retrouveront à la porte d'ici avril — 33 % des employés actuels de l'administration, de la santé et de l'éducation —, ainsi que 10 000 travailleurs du secteur nationalisé) ; un nouveau plan de privatisation, élaboré avec l'Agence internationale pour le développement (AID, contrôlée par les Etats-Unis) sera mis en œuvre et concernera 350 entreprises. De nouvelles lois sur la privatisation seront bientôt proposées au Parlement ; ces attaques entraînent actuellement un renouveau de la tension sociale (la grève des personnels de la santé a paralysé les hôpitaux en février 1991), mais le mouvement de masse semble désorienté par les zigzags de la direction sandiniste.

La dette du Nicaragua vis-à-vis du Mexique et du Venezuela sera soldée à la "latino-américaine" : la moitié sera payée

Cecilia GARMENDIA

sur 40 ans et le reste convertie en avoirs sur le secteur productif nationalisé, cible des différentes mesures prises par le gouvernement de l'Union nationale d'opposition (UNO) depuis février 1990.

Lors des accords de concertation, le gouvernement avait réussi à imposer l'éventualité de la privatisation de la banque ; le monopole du commerce extérieur semble aussi menacé (il s'agissait des premières mesures prises par le gouvernement révolutionnaire en juillet 1979). La réforme agraire est gelée (malgré la pression supplémentaire exercée par les anciens contras démobilisés, issus de la paysannerie) ; la hausse des taux d'intérêts constitue un goulot d'étranglement pour les paysans qui avaient reçu des terres pendant la révolution. Alors que les accords prévoyaient le gel des licenciements, l'autonomie croissante des gouvernements et administrations locaux (signe aussi des divergences existantes au sein de l'UNO qui ont atteint leur apogée lors de ce qu'on a appelé la "révolte des maires") (3) ont fait que nombre de ces mesures sont restées lettre morte : telle mairie licenciant plusieurs centaines d'employés au lendemain de leur signature, au nom de l'"autonomie"...

Quelle armée ?

La dégradation du pouvoir d'achat ne cesse de s'accroître : l'inflation a cumulé 10 000 % pour 1990 ; le cordoba-oro (nouvelle monnaie qui devait être en parité avec le dollar) se change déjà à 7 contre 1 ; la productivité a chuté de 5 %. Les salaires dans la fonction publique, par exemple, ont perdu 50 % de leur pouvoir d'achat. Cela a évidemment entraîné une détérioration spectaculaire des conditions de vie des masses, aggravée par la réduction des services sociaux (augmentation de la mortalité infantile, réapparition d'une série de maladies bannies depuis 1979 — épidémies mortelles de rougeole, de varicelle, etc.).

L'armée populaire sandiniste (EPS) a vu ses effectifs professionnels passer de 90 000 au début de l'année 1990 à 28 000



(la plus petite des armées d'Amérique centrale !) ; elle a aussi été secouée par une série de débats et d'incidents qui se sont terminés de façon plus qu'autoritaire. Le colonel Pichardo, chef de l'armée de l'air, et ses plus proches collaborateurs avaient été limogés, en août 1990, accusés d'indiscipline car ils auraient défié, voire critiqué, l'autorité du haut commandement de l'EPS (le général Humberto Ortega) (4) ; ces événements cachèrent un débat plus profond sur le rôle actuel de cette institution, les "rebelles" étant de fait soupçonnés de faire de la politique, alors que l'EPS ne serait pour certains maintenant que la garante de la Constitution...

À la fin de l'année 1990, quatre officiers sandinistes (ainsi que des Salvadoriens) ont été emprisonnés, accusés d'avoir remis des missiles au Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) du Salvador. Le commandant Luis Carrion, membre de la direction nationale du FSLN, a parlé, à propos du FMLN, à cette occasion d'une « attitude déloyale qui ne correspond pas à la qualité des rapports politiques et de solidarité du FSLN » (5). La direction du FMLN, sous la menace d'expulsion des réfugiés salvadoriens installés au Nicaragua, fut contrainte de remettre huit missiles Sam-7 et quatorze missiles Sam-14 à des fonctionnaires de l'EPS... La Jeunesse sandiniste, qualifiant l'acte des officiers inculpés d'« héroï-

1) Voir *Inprecor* n° 313 et 314 des 13 juillet et 14 septembre 1990.

2) Voir *Inprecor* n° 310 et 314 des 1er juin et 14 septembre 1990.

3) Les maires de l'UNO, proches du vice-président Virgilio Godoy ont, attisé de véritables affrontements, à la fin de l'année 1990, entre supposés démobilisés de la Contra contre l'armée et la police sandinistes. Ils exigeaient notamment la démission d'Humberto Ortega.

4) Certaines rumeurs distillées à cette occasion, l'accusaient d'avoir eu des contacts avec la droite et son journal, *La Prensa*, et de vouloir faire de la force aérienne une institution "autonome" ; d'avoir voulu réprimer les grévistes de juillet. Officiellement, il n'a été accusé que d'avoir une « conception particulière » de l'armée...

5) *El Nuevo Diario*, 30 janvier 1991.

que », car relevant de la « morale révolutionnaire », s'est insurgée : « Le FSLN n'est pas le parti au pouvoir et il ne peut donc pas se sentir offensé, ni trahi. » Le Front national des travailleurs (FNT, qui regroupe l'ensemble des syndicats sandinistes) a aussi critiqué l'attitude de la direction de l'EPS.

Les quatre officiers ont entamé une grève de la faim, soutenus par l'association des anciens soldats licenciés, après leur condamnation à trois ans et demi de prison ferme, le 14 février — ils l'ont finalement arrêtée lors de l'annonce d'éventuelles mesures de grâce. La réponse de certains hauts dirigeants sandinistes à cet acte a été plus que choquante (voir l'interview de Dora Maria Tellez, en p. 16). Si la prudence est compréhensible dans une telle affaire, le FSLN en tant que parti n'étant plus au gouvernement, et ne dirigeant plus officiellement l'EPS (c'est un ministre d'Etat qui en est responsable), il avait tout loisir d'avoir une position indépendante. Qualifier les efforts du FMLN pour protéger la population civile face aux bombardements de l'armée salvadorienne d'acte « déloyal » dévoile une double morale et une certaine amnésie historique (l'attitude du gouvernement sandiniste, en décembre 1989, lors des accords de San Isidro, condamnant « les actions armées et les actes terroristes », un mois à peine l'offensive lancée par le FMLN, avait déjà ébranlé les rangs sandinistes et montré l'impasse dans laquelle le FSLN avait la tentation de s'engouffrer pour sauver les meubles) (6)...

Ainsi les tentatives du gouvernement pour « dépolitiser et professionnaliser » l'EPS vont bon train, avec l'aide plus qu'active d'une partie importante de sa direction — il est vrai que les accords de transition, signés lors de la passation de gouvernement (7), limitaient les marges de manœuvre de la direction sandiniste, si elle voulait garder le contrôle de l'armée —, mais cela ne justifie sûrement pas de tels excès de zèle.

Les mesures prises depuis avril 1990 par le gouvernement ont porté des coups aux principaux acquis de la révolution (secteur nationalisé, armée et police sandinistes, acquis sociaux — santé et éducation gratuites ; droit au travail ; réforme agraire, etc.).

S'il veut espérer « regagner la majorité » et continuer de représenter les intérêts des masses, le FSLN doit effectivement avancer dans sa définition comme parti. C'est l'enjeu de son congrès. ★

12 mars 1991

La révolution et nous...

Dans le cadre de la préparation du congrès du Front sandiniste, un débat est ouvert dans les colonnes de la presse nicaraguayenne. C'est ainsi qu'un agriculteur de la région IV (départements de Masaya et Carazo, au sud de Managua), au nom d'un groupe de paysans, a envoyé une lettre ouverte au quotidien *Barricada*, que nous traduisons presque intégralement ; nous avons gardé le style parlé de ce texte.

Guadalupe LOPEZ



LES PAYSANS de la région IV ont pas mal discuté de ce que la révolution leur avait apporté, et de ce qu'ils ont gagné durant toutes ces années de sacrifices.

En ce qui nous concerne, si nous réfléchissons, nous voyons qu'il pleut toujours chez nous (notre cabane s'écroule) ; les plus chanceux ont appris à lire et à écrire, même s'ils s'en souviennent à peine ; nous n'avons ni cheval, ni char à bœufs ; au mieux, nous possédons trois *manzanas* (1) dans une coopérative.

Mais tout ça n'est pas très grave car nous sommes bien d'accord pour dire que la révolution nous a donné ce qu'il y a de mieux : la conscience. Ça, nous ne le vendrons jamais sur aucun marché.

Un camarade nous a dit : « Il y a quelque chose qui est mieux que d'être sandiniste, c'est d'être révolutionnaire. » Nous commençons à comprendre de quoi il s'agit.

Nous avons voyagé, et les voyages ouvrent l'esprit. Nous avons vu de nombreux paysans au Nicaragua et aussi beaucoup de terre. De la bonne terre pour l'agriculture et pour le bétail ; mais le gâteau est mal partagé : d'un côté, il y a une part énorme et de l'autre, des miettes pour les pauvres.

Certains disent qu'il y a déjà eu une réforme agraire et que l'on ne distribuera plus de terres. D'autres prétendent même qu'il y a eu beaucoup d'injustices et qu'il faudrait revenir en arrière ; mais tant qu'il restera tant de ventres creux et de si grandes parts de gâteau, la réforme agraire doit continuer.

Il y a des paysans sans terre qui vivent

en bordure de la clôture d'une grande propriété : nous, nous l'aurions déjà occupée. Dans le temps, si on faisait ça, le technicien du ministère de la Réforme agraire (MIDINRA) nous tombait dessus, avec ses grands discours : « Il ne faut pas être extrémiste, le grand propriétaire a dit qu'il n'a plus de terre, attendez, je vous en trouverai ailleurs. » Et les gens restaient là, devant la clôture, sur le chemin. Evidemment, on voyait souvent le technicien sortir de la propriété, avec sa jeep pleine de lait et de fromage...

Il est vrai qu'il fallait faire attention à la guerre et être patient. Il fallait en premier lieu en finir avec cette agression sauvage, la souveraineté du Nicaragua était en jeu. Mais maintenant nous allons nous attaquer à la deuxième priorité : la question agraire.

Nous allons donner ce qu'il mérite à celui qui a plus de 100 *manzanas* de terre cultivable ou cultivée : il faut l'exproprier, lui confisquer sa terre et la remettre aux paysans, aux ouvriers agricoles, aux sans-terre et aux chômeurs qui seraient prêts à la travailler. Et nous n'avons rien à faire de son bétail ou de ses beaux discours.

De bonnes raisons pour une bonne réforme agraire

1. Il existe de nombreuses fermes, de 4 ou 5 000 *manzanas*, avec 300 bêtes, et sept ou huit familles qui travaillent pour le propriétaire ou pour l'Etat. Le propriétaire s'en met plein les poches ; il emporte son argent aux Etats-Unis ou le gaspille, en achetant des produits importés qui ne lui servent à rien. Pour augmenter la production, il faut remettre cette propriété à 500 familles paysannes.

2. Ces familles ne vivront plus dans une situation de chômage « occulte » et

1) *Manzana* : unité de mesure agricole utilisée au Nicaragua, 1 *manzana* équivaut à 0,7 hectare.

6) Voir *Inprecor* n° 300 et n° 301 des 12 et 26 janvier 1990.
7) Voir *Inprecor* n° 307 du 20 avril 1990.

vendront plus de grains, plus de lait, plus de fromage et plus de viande. Les prix des produits alimentaires baisseront, ce qui arrangera les ouvriers des villes qui, du coup, demanderont moins d'augmentations de salaires.

3. Le paysan a besoin d'un habit du dimanche, de cahiers pour l'école de ses mômes, de clous et d'outils, de zinc pour réparer sa toiture, de rhum ou de rafraîchissements : il aura ses sous. Vous verrez : les bourgeois des industries et les commerçants seront contents ; ils réaliseront de bonnes affaires avec les paysans — pour les bourgeois, les bonnes affaires sont la meilleure des politiques.

4. Le propriétaire terrien n'a qu'à changer de métier et devenir bourgeois, et se consacrer à l'industrie ou au commerce. La terre, c'est nous qui la travaillons.

5. Les techniciens, les fonctionnaires et les secrétaires sortiront aussi gagnants, il faudra qu'ils travaillent dur et qu'ils vivent comme doit le faire la classe moyenne des pays sous-développés ; mais ils mangeront plus et pour moins cher.

6. L'Etat devra changer de politique vis-à-vis de la paysannerie. Les prêts pour semer et les techniciens du MIDINRA, qui viennent voir ce que nous avons semé et s'il n'y a pas de fléau, ne suffisent pas. Qu'allons-nous faire avec nos tracteurs, étant donné le prix des combustibles et des pièces de rechange ? Les intellectuels et les techniciens doivent plutôt nous trouver de meilleures techniques, à mi-chemin entre la charrue de bois et le tracteur Belarus 80 ; le gouvernement peut installer des écoles pour que les jeunes paysans apprennent un peu de comptabilité et d'administration.

Un peu sandinistes et un peu révolutionnaires

7. Les gouvernements intelligents et qui ont des sous, qui, selon certains, existent en Europe, peuvent nous aider.

8. Il est évident qu'une véritable réforme agraire est le meilleur moyen d'améliorer l'économie et que les bourgeois modernes obtiendront ainsi une bonne part du gâteau ; maintenant nous allons vous expliquer ce qui touche à la politique. Tant qu'il y aura autant de paysans à chercher ou à rêver de leur petit bout de terre, ce que vous appelez la stabilité sociale et politique n'existera pas dans ce pays.

Cette façon de régler les problèmes de la campagne, à coups de machette, et les problèmes nationaux, à coups de fusil, est le fruit du retard de ces grands propriétaires et de ces gouvernements qui transforment les travailleurs en soldats. L'ouvrier agricole et le paysan pauvre deviendront

un soldat si leur patron leur ordonne ; mais s'ils possèdent leurs dix *manzanas*, il n'y aura plus de guerres, faute de soldats, et les gens apprendront à ne plus risquer leur vie à cause d'une engueulade pour des poules. Voyez donc comment la réforme agraire peut apporter la paix et la stabilité politique.

9. Vous avez peut-être remarqué que nous sommes un peu sandinistes et un peu révolutionnaires. Parfois, pressés de résoudre nos problèmes, nous fonçons tous seuls et, avant d'avoir reçu des ordres d'en haut, nous avons déjà occupé une ferme.

Comme les lois changent tous les jours, nous ne posons même plus de questions : nous fonçons vers ce qui est juste et



nous nous battons. Pour que les forces révolutionnaires triomphent, il faut remporter la grande bataille de la campagne.

10. On n'est évidemment pas à prendre nos Kalashnikov et à monter sur les clôtures. Cette lutte se déroule dans la plaine et c'est une affaire de ruse (c'est ce qu'ils appellent de la "politique"). Voilà la liste de ce qu'il nous faut dans notre baluchon : une organisation paysanne disposée à se mobiliser et à se battre ; la Constitution et une poignée de lois ; un avocat qui s'y connaisse en paperasse et qui ne se vende pas pour une bouchée de pain ; la radio, et tout ce qui peut servir à la propagande, et beaucoup d'imagination.

S'armer selon la tâche

La conscience, il faut qu'elle soit bien droite ; vous verrez comment la lutte augmentera et comment elle se renforcera. Si quelqu'un vous dit que c'est illégal ou injuste, il faut lui rappeler que personne ne sait comment les grands propriétaires ont réussi à nous déposséder de nos terres et à nous jeter sur le bord du chemin.

11. Si la propriété appartient à l'Etat, n'y faites pas attention. Respectez seulement les fermes qui font de la recherche

bizarre (nouvelles semences, inséminations, etc.). Le reste, privatisez-le. Ce qu'il faut c'est que les ouvriers soient conscients et disposés à pousser la charrue ; pour traire une vache ou semer du café, il ne faut pas avoir fait des études dans le Michigan. En plus, qui a traité les vaches pendant toutes ces années ?

Il faut dire que quelquefois nous avons reçu des consignes visant à nous empêcher d'occuper telle ou telle ferme. Si on nous disait que c'était pour y installer des coopératives, nous suivions les ordres ; mais si c'était pour l'Etat, nous faisons la sourde oreille et regardions ailleurs. Nous n'avons jamais vu les avantages de cela [du secteur nationalisé]. C'est sans doute une amélioration, mais, à la campagne, nous voulons avancer par d'autres chemins.

12. Les grands propriétaires viennent nous raconter des histoires pour avoir la paix. Ils nous disent que nous sommes des fainéants, que nous ne savons pas travailler, que nous sommes attardés et que nous n'avons aucune civilisation. Nous avons cherché sur le marché, personne ne vend de la "civilisation". Qui s'est cassé les reins sur leurs terres, lorsqu'ils faisaient la fête et qu'ils couraient après les femmes ?

Il n'y avait jamais assez de place pour construire l'école ou le cimetière sur leurs terres car ils n'avaient pas de terre en trop, disaient-ils ; on pourrait faire 500 campagnes d'alphabétisation, cela ne servira à rien tant que nous n'avons pas de quoi manger. D'où pouvons-nous sortir des sous pour acheter un journal ou un livre ? S'ils veulent moderniser ce pays, et y faire entrer ce qu'ils appellent la "civilisation", qu'ils commencent par avoir les pieds sur terre, et même par terre.

13. Nous n'aimons pas y aller par quatre chemins : s'ils [les lecteurs] sont intelligents, ils verront que nous venons de leur parler de la racine même du pouvoir populaire à la campagne. S'il faut discuter [dans le FSLN] sur comment arracher le bout de pouvoir que détient le gouvernement [de l'UNO] ou sur comment être un parti, il faut s'attaquer à la racine. Après, selon la tâche, on verra à quelle heure on travaille et avec quoi.

D'abord, nous devons savoir où nous en sommes, ce que nous voulons et ce que nous pouvons faire.

Ensuite, nous pourrions parler de stratégie et de tactique, des formes d'organisation et de qui pourra nous aider. Mais ce sera pour une autre fois, si nous en avons l'occasion. ★

Barricada
12 janvier 1991

« Le Front doit changer »

Dora Maria Tellez a rejoint le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) en 1974 ; elle dirigea, avec Eden Pastora, le commando qui occupa le Palais national, où se trouvaient les députés somozistes, le 22 août 1978, obtenant la libération de nombreux prisonniers politiques, dont le commandant Tomas Borge. Après avoir participé à la libération de la deuxième ville du pays, Leon, Dora Maria Tellez était nommée "commandante guérillera" ; elle est membre de l'Assemblée sandiniste et député au Parlement. Durant le gouvernement sandiniste, elle a été ministre de la Santé. Dans une interview au nouvel hebdomadaire indépendant nicaraguayen *El Semanario*, dont nous reproduisons de larges extraits, Dora Maria Tellez s'exprime notamment sur le prochain congrès du FSLN.

EL SEMANARIO : *Comment analyser la contradiction qui persiste, entre les sandinistes qui prônent une modification substantielle des propositions politiques ou tactiques du FSLN et d'autres qui critiquent cette attitude ?*

Dora Maria TELLEZ : Tout cela est naturel. Le Front connaît une situation de crise. Un parti qui perd les élections et qui n'entre pas en crise est un parti mort, c'est évident.

Cette crise est d'abord le fait de la défaite électorale et, ensuite, de l'épuisement du programme politique du sandinisme (je fais référence au sandinisme depuis l'époque de Sandino). Celui-ci, par exemple, parlait déjà de réforme agraire ; mais, au Nicaragua, il y a un retard historique tel que ce n'est que 60 ans après qu'on a réussi à la faire.

Aujourd'hui, nous connaissons une crise d'orientation parce que la réalité a changé et que le pays évolue. La question de savoir quel est le programme politique du Front sandiniste n'est pas encore résolue. Et l'on n'y parviendra pas avec des désirs ; il faut concilier ce que l'on souhaite et ce qui est possible, le reste c'est de la démagogie.

Pour ce faire, il faut un consensus minimal entre tous les sandinistes, et aujourd'hui on est face à une diversité de positions et de propositions... Pour moi, le consensus se construit en partant d'une analyse de la réalité. Il faut que le FSLN discute du chemin que doit prendre la révolution au Nicaragua, à partir d'aujourd'hui. Il faut aller vers l'an 2 000 et non pas revenir à 1979, 1984, ni à 1989.

Il existe différentes interprétations sur

la réalité nationale parmi les militants du Front. Certains pensent que le gouvernement actuel est une dictature et qu'il faut s'en débarrasser à coups de fusil. Ils pensent aussi que le peuple nous devait quelque chose et qu'il doit nous rembourser, etc.

J'essaie de comprendre la réalité nicaraguayenne actuelle, qui est nuancée. Le gouvernement de l'Union nationale de l'opposition (UNO) ne me semble pas être une dictature. Ensuite, je ne considère pas que le processus révolutionnaire soit fini ; je le conçois en escalier, il a une continuité, des revers, des retards, un processus de nouvelles accumulations de forces, mais cela se passe de façon continue. En face, nous avons un gouvernement de la bourgeoisie ; il ne s'en cache d'ailleurs pas. Mais nous devons déterminer vers où va le Nicaragua ; qu'est-il possible et souhaitable de faire,

et que est le rôle que doit jouer le Front — qui d'ailleurs doit bâtir son identité, apprendre à être une opposition politique, établir un cadre d'alliances comme n'importe quelle organisation (il l'a d'ailleurs toujours fait), évidemment, en fonction des intérêts populaires. Il faut, en outre, travailler dans le sens de la stabilité nationale qui dépend de la stabilité sociale et politique. Je pense que le Front doit changer, s'adapter et modifier certaines de ses idées.

◆ *Pour cette réadaptation, pensez-vous que les mécanismes démocratiques internes actuels sont suffisants ?*

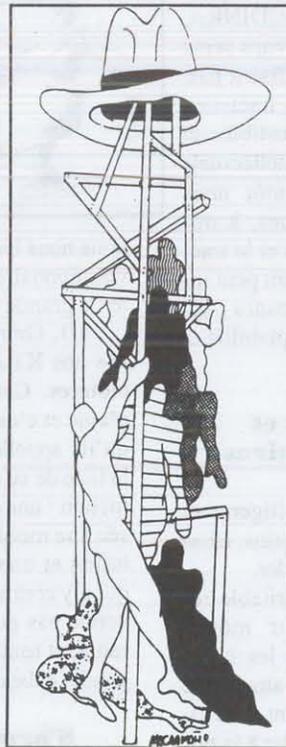
Non. La démocratie ne consiste pas seulement à élire, elle doit stimuler un débat politique sans faux procès, ni polarisations, sans disqualifier les positions des uns ou des autres et tout en acceptant la nature du Front. La démocratie dans le FSLN est étroitement liée aux rapports que nous entretenons avec la population. Si, au sein même du Front, nous ne sommes pas capables d'apprendre à écouter, à concevoir qu'il existe des différences d'appréciation, tout en cherchant le consensus politique à tout instant, nous ne parviendrons jamais à nous rapprocher de nouveau des gens. Si nous ne sommes pas capables de tolérer une position différente, alors qu'elle vient d'un militant sandiniste, comment ferons-nous face à la population qui, elle, n'est pas sandiniste ? Nous ne sommes pas obligés d'avoir tous le même avis sur telle ou telle question : voilà la démocratie interne. Ce n'est pas une fin en soi, ni un jeu sympathique ou

dans l'air de la perestroïka : c'est une nécessité politique pour que le FSLN tisse des liens avec la population. Si le militant sandiniste est capable d'apprendre à écouter, à discuter, à persuader, à chercher le consensus à l'intérieur du FSLN, il sera capable d'en faire autant à l'extérieur de nos rangs avec la population.

◆ *Les positions exprimées publiquement par certains dirigeants du FSLN semble quelquefois contredire les actions de cette organisation, par exemple, en ce qui concerne les alliances au sein du Parlement. Là, il semble qu'il y ait de nombreuses convergences entre les députés sandinistes et ceux qui sont liés à Alfredo Cesar (1), alors que*

les propos de certains leaders du Front semblent indiquer le contraire...

A vrai dire, nous avions approuvé cet-



1) Alfredo Cesar, qui avait participé à la direction de la Contra, est un des proches de la présidente Violeta Chamorro. Il fait partie de ce qui est appelé "le groupe de Las Palmas". Lors du renouvellement de la présidence de l'Assemblée nationale, les députés du FSLN ont voté pour sa candidature, sous prétexte de barrer la route à l'extrême-droite revancharde.

te stratégie dans le document d'El Cruce-ro (2) ; il y est très clairement indiqué que, de cette manière, le FSLN vise à neutraliser les positions revanchardes. Si le Front développait uniquement une politique de négociations, il serait liquidé, car celle-ci n'est qu'une partie d'un projet politique. Le schéma des alliances fait partie de ce projet, dont le but essentiel est de retrouver la majorité perdue. On peut y parvenir, entre autres, par la politique d'alliances, parce que le pays a besoin de paix et d'améliorations économiques. Ensuite, vient notre travail, avec les paysans, les ouvriers, les producteurs, les habitants de quartiers populaires, les femmes, les jeunes, etc., afin de retrouver la base sociale du sandinisme. Si le Front se limite à négocier au sommet, ce sera sa fin en tant que parti, en tout cas sous sa forme actuelle. S'il se limite à rétablir sa base sociale, sans tisser des alliances avec d'autres forces politiques, qui lui sont proches, et ce avec des buts bien précis, il fera une autre erreur. La révolution passe par différentes voies et nécessite des moyens divers.

◆ *A propos de l'affaire des missiles (3) qui a été récemment dénoncée, deux secteurs proches du Front (le Front national des travailleurs — FNT — et la Jeunesse sandiniste) se sont prononcés en faveur des militaires de l'Armée populaire sandiniste (EPS) inculpés. Y a-t-il des débats au sein du Front sur la décision prise par l'EPS de châtier ces soldats ?*

Dans cette affaire il y a deux problèmes. D'abord, celui de l'Etat de droit, des lois et de l'ordre juridique. Si quelqu'un déroge un missile ou un paquet de cigarettes c'est un délit, point final. Les intentions sont une autre affaire, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, on ne peut pas les faire passer en procès. La loi ne demande pas quelle était l'intention des auteurs d'un délit, elle condamne, voilà tout.

Mais l'évaluation des actes de l'EPS ou de son chef, c'est l'affaire du gouvernement. Il me semble que l'Armée a un rôle important à jouer dans la stabilité nationale et que, d'un point de vue professionnel, elle s'adapte aux nécessités du pays. Mais elle a dû évidemment payer un certain prix politique à cause de la réduction de ses effectifs. ★

Propos recueillis par Erick Aguirre
El Semanario, 17 janvier 1991

2) Après la défaite électorale, le FSLN avait tenu une assemblée de cadres à El Crucero, dont est sorti un document de bilan, qui traçait aussi les premières lignes de travail pour la phase actuelle.

3) Voir l'introduction en p. 29.

Accouchement dans la douleur

Le congrès du Parti communiste italien (PCI) qui a eu lieu à Rimini, du 31 janvier au 3 février 1991, et la rupture qui s'en est suivie sont des événements importants dans l'histoire du mouvement ouvrier italien. Fondé en janvier 1921, pour adhérer de plein droit à l'Internationale communiste, le PCI a joué un rôle hégémonique dans la classe ouvrière de ce pays marqué, durant des décennies, par des conflits sociaux très durs, dans un contexte de forte politisation des masses.

Au terme de son congrès, le PCI a disparu, en se transformant en une organisation politique d'orientation vaguement libéral-socialiste, qui considère que l'opposition fondamentale entre les classes sociales et leurs partis politiques est dépassée. L'adoption du nouveau nom anodin de Parti démocratique de la gauche (PDS) reflète en elle-même la portée du changement.

Livio MAITAN



LE DÉROULEMENT du congrès n'a pas réservé de surprises. Le groupe dirigeant autour d'Achille Occhetto, qui avait obtenu une majorité confortable dans les congrès provinciaux (1), a parachevé son opération en reprenant, pour l'essentiel, la ligne avancée à partir de novembre 1989 (2). L'aile modérée de l'opposition, en particulier dans le contre-rapport fait par Aldo Tortorella, a réaffirmé elle aussi ses conceptions ; elle s'est réclamée du réformisme gradualiste traditionnel du parti, en maintenant une appréciation essentiellement positive du gorbatchévisme.

Une petite minorité autour d'Antonio Bassolino, tout en acceptant la transformation du parti et le changement de nom, a fait quelques nuances. Bassolino a, par exemple, expliqué que le nouveau parti devrait réaffirmer le rôle moteur de la classe ouvrière, souligné la crise très grave de la gauche européenne et dénoncé les limites et les erreurs de Gorbatchev.

Un départ difficile

En fait, la naissance du PDS s'est déroulée dans des conditions identiques à celles qui avaient caractérisé la phase de dépérissement du PCI, avec des divisions

internes très profondes, dont il est difficile de prévoir dès maintenant la dynamique, mais qui constituent, en tout cas, un obstacle sérieux à la réalisation du projet d'Occhetto. D'un côté, il existe une gauche — représentée par Bassolino, le courant Ingrao-Tortorella et les anciens du Manifesto (Magri, Castellina etc.) — qui, malgré des faiblesses objectives, peut espérer faire contre-poids à la majorité, comme cela s'est produit en août 1990 lors du déclenchement de la crise du Golfe (3).

De l'autre côté, l'aile réformiste plus classique autour de Giorgio Napolitano, si elle n'a pas réussi à imposer son orientation favorable à la politique étrangère du gouvernement Andreotti, n'est pas pour autant sortie du congrès dans une position de faiblesse. Elle revendique l'insertion du PDS dans un courant traditionnel du mouvement ouvrier, encore largement majoritaire en Europe capitaliste, et peut, donc, apparaître comme porteuse d'un projet cohérent, impliquant une convergence, et une possible réunification avec le Parti socialiste italien.

1) Le texte présenté par Occhetto a obtenu 67,7 % des voix, celui d'Ingrao-Tortorella-Cossutta 26,6 %, et celui de Bassolino 5,7 %. Soulignons que seuls 29 % des membres ont participé au vote. Officiellement, il y avait, à la veille du congrès, 1 280 000 membres du Parti.

2) Voir *Inprecor* n° 306 et 317 du 6 avril et 26 octobre 1990 et *Quatrième Internationale* n° 39, décembre 1990-janvier 1991.

3) Au mois d'août 1990, alors que le PCI s'abstenait sur la décision du gouvernement d'envoyer des bateaux dans le Golfe, Ingrao se détachait de cette attitude avec une déclaration au Parlement et ne participait pas au vote. Une vingtaine de députés du parti avaient partagé sa position.

La fin du congrès et les premières semaines d'existence du nouveau parti ont encore plus éclairé les difficultés du projet PDS.

D'abord, le congrès n'a absolument été la "Constituante" prévue par Occhetto et ses partisans. Qui plus est, les candidats au PDS, qui n'appartenaient pas avant au PCI sont peu nombreux. L'un de ces nouveaux venus, l'économiste Michele Salvati, a parlé de "maigre détachement" en ajoutant que cette "gauche souterraine" dont on avait tant parlé n'avait pas "émergé". En fait, n'ont reçu ou ne vont recevoir la carte du PDS que des personnes qui étaient déjà dans sa mouvance et parfois élus au Parlement ou dans les municipalités grâce à ses voix.

Ensuite, lors de la première réunion du Conseil national qui devait élire le secrétaire général, Occhetto n'a pas obtenu le quorum nécessaire : au-delà des péripéties techniques, cela prouve qu'il est lui-même contesté au sein de la coalition majoritaire (4).

Enfin, au lendemain même du congrès, les résultats de l'élection des nouveaux organismes dirigeants nationaux et les manœuvres autour de la désignation des directions locales ont déclenché des conflits ouverts. Cela a concerné, par exemple, des villes comme Milan et Turin alors qu'à Gênes, selon le quotidien du Parti lui-même : « l'enthousiasme d'il y a un an s'est un peu refroidi » et certains ne cachent pas leur déception. Voilà une confirmation de la fragilité de l'opération d'Occhetto et des dangers qui la guettent. Ajoutons que le PDS risque de subir les conséquences politiques d'un grave déséquilibre géographique : selon les estimations de la revue *Rinascita* (5), environ la moitié de ses membres seraient concentrés dans deux régions, l'Emilie et la Toscane. La prise de conscience de toutes ces difficultés amène des membres et même des dirigeants à projeter désormais l'"alternative" comme un projet à long terme, en mettant une croix sur les espoirs de changement rapide, nourris il y a un an.

L'opération menée par Occhetto a eu, du moins jusqu'ici, un résultat diamétralement opposé à celui escompté — le nouveau parti n'a pas des contours mieux définis que son prédécesseur ; sa sphère

d'influence reste limitée et il est déchiré par des conflits profonds et durables. La contradiction majeure à laquelle il se heurte provient, d'une part, qu'il est poussé à profiter rapidement, en faisant peu de nouvelles, des dividendes de la transformation opérée, et de l'autre, qu'il ne peut pas ignorer les intérêts et les aspirations de sa base et de son électorat traditionnels. Cette contradiction s'est manifestée à propos de la guerre du Golfe : un jour, le PDS votait, dans un débat au Parlement, en faveur des conclusions du premier ministre Andreotti, qui défendait la ligne interventionniste, avec de modestes réserves, puis, le lendemain, il était amené à critiquer la décision de Bush sur le déclenchement de l'offensive terrestre. Quant à son quotidien *l'Unità*, ses oscillations ont été

partis sociaux-démocrates européens, il serait hanté par le cauchemar du sort du Parti communiste espagnol, avec tous ses déchirements passés et son impasse actuelle...

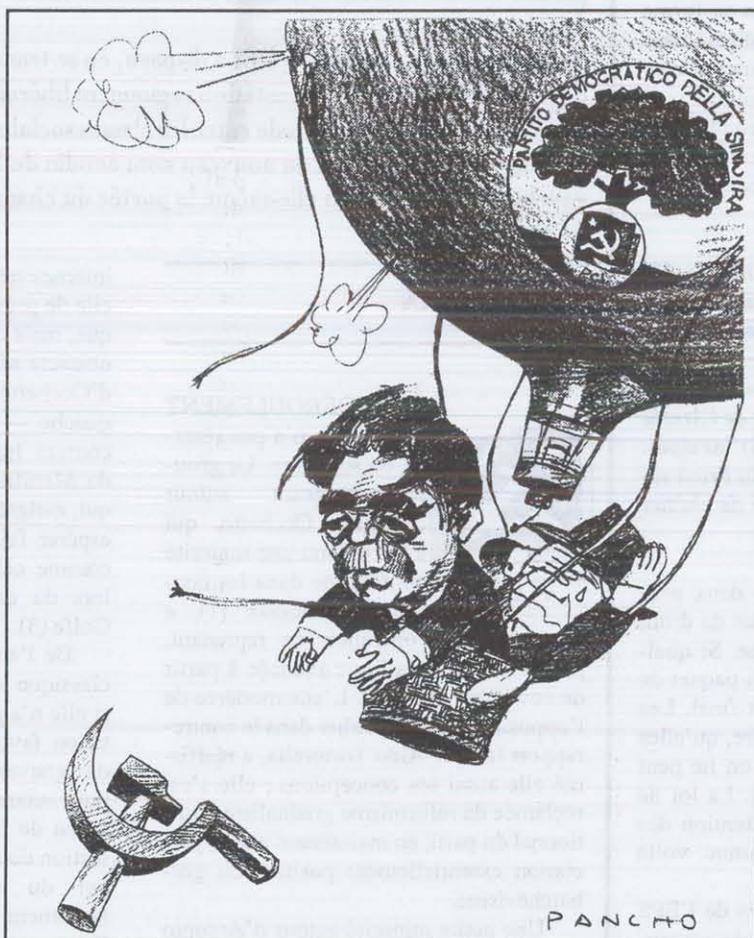
La rupture du 3 février

Le danger est d'autant plus grand que la scission qui s'est produite à la fin de son congrès a pris des dimensions sensiblement plus importantes que prévues.

En fait, la rupture avait été préparée au cours des derniers mois, même si les intéressés avaient entretenu une certaine incertitude quant à leurs projets, pour des raisons de tactiques. Pendant le congrès, au-delà de quelques réticences purement formelles, le jeu est apparu assez clairement, surtout dans des interventions comme celles d'Armando Cossutta et de Sergio Garavini.

Cossutta avait centré sa critique sur les questions de politique internationale, en développant des analyses qualitativement différentes de celles du rapport d'Occhetto, où le concept même d'impérialisme n'avait plus la moindre place. Pour Cossutta, l'ambiguïté fondamentale du PDS réside dans le fait que : « Le PDS, qui a largué les amarres par rapport à sa matrice communiste et qui a perdu son identité antagoniste et sa caractérisation en tant que force de transformation et de libération humaine, naît sous le signe de l'incertitude : ce n'est ni un parti de gouvernement, ni un parti d'opposition » (on aurait envie de demander à Cossutta si cet "obscurcissement" du rôle du Parti ne remonte pas bien au-delà de la fin des années 70).

Garavini a lui aussi pointé une des faiblesses fondamentales du projet d'Occhetto : « On a expliqué que la fin de la guerre froide, et donc de l'anticommunisme traditionnel, ouvrirait la voie au déblocage



moins visibles : les gens favorables à la guerre ont pu s'exprimer dans ses colonnes plus souvent et avec plus d'espace que les "pacifistes", voire les partisans de la ligne du Parti.

Dans un peu plus d'un an, le PDS devra affronter une dure épreuve sur le terrain électoral, qui sera pour lui encore plus décisif que cela ne l'était pour le PCI (6). S'il essayait un échec, ses perspectives risqueraient d'être, dans une large mesure, compromises. Loin de pouvoir espérer atteindre le niveau des plus importants

4) Le congrès du PDS a élu un Conseil national qui est une espèce de "parlement", composé de 547 membres. Le Conseil a élu une direction de 118 membres, qui a élu à son tour une "coordination politique" de 24 membres.

5) *Rinascita*, la revue du parti depuis la fin de la guerre, avec dans les années 70 un tirage très élevé (autour de 100 000 exemplaires), a récemment été suspendue à cause de la chute brutale de ses ventes.

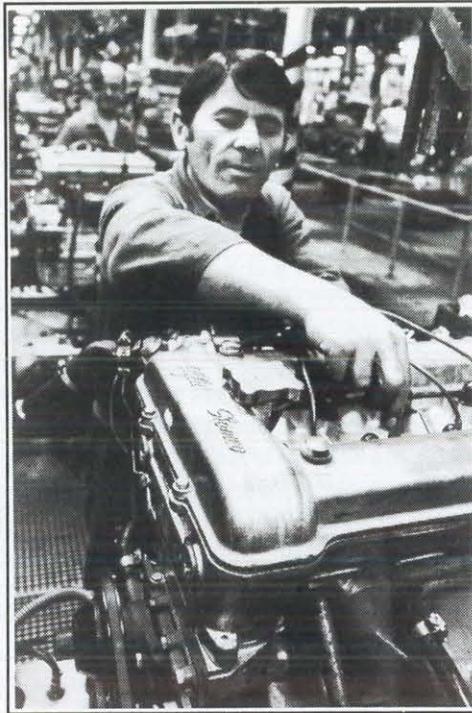
6) Normalement, des élections législatives devraient avoir lieu en 1992. Des élections partielles, dont les élections régionales en Sicile, se dérouleront au mois de mai 1991.

du système politique, à l'avènement au gouvernement de la gauche toute entière, par une alternance de différentes majorités. Il est facile de constater qu'il n'y a aucun signe d'un tel aboutissement. » La conclusion était tirée dans des termes tout à fait vagues : « Il faut un projet de réforme et de renouvellement démocratique qui provienne de la culture communiste, mais ce projet ne correspond pas aux raisons d'exister du PDS » ; elle indiquait quand même assez clairement que l'aile la plus radicale de l'opposition n'aurait pas adhéré au nouveau parti.

Un peu plus d'un mois après Rimini, ceux qui ont quitté la vieille maison semblent avoir le vent en poupe : le succès remporté jusqu'ici dépasse leurs propres espérances. Les assemblées nationales ou locales qu'ils ont organisées ont rassemblé des milliers de personnes dans une atmosphère très chaude. Ce qu'ils appellent "le mouvement pour la refondation communiste" compte déjà des dizaines de milliers d'adhérents (7). La rupture s'est aussi avérée relativement importante au niveau institutionnel. Onze sénateurs et trois députés, ainsi que de nombreux conseillers municipaux, provinciaux et régionaux ont rejoint au nouveau mouvement. Le recensement est, pour l'instant, plus difficile en ce qui concerne les syndicats. Aucun membre de la direction nationale actuelle de la Confédération générale italienne du travail (CGIL) n'a jusqu'ici adhéré, mais la situation est plus favorable au niveau local : des cadres et des dirigeants se sont déjà engagés et commencent à se préparer pour l'échéance du prochain congrès qui aura lieu au mois de juillet 1991.

Des débats se déroulent actuellement sur la nature de la nouvelle organisation, qui devrait être définie par des assises nationales, prévues pour fin avril. En gros, deux sensibilités se sont dessinées : la première prône la formation d'un mouvement, alors que la deuxième opte pour la constitution d'un véritable parti. La discussion porte aussi sur l'opportunité de proposer des liens de type fédératif à d'autres partis ou organisations de la gauche (PDS, Verts, Democrazia Proletaria, etc.). L'une des raisons avancées en faveur d'un tel projet est que le PDS est loin d'être stabilisé et que d'autres ruptures pourraient se produire à des échéances relativement rapprochées.

Toujours est-il que la nouvelle formation regroupe déjà des composantes sensiblement différentes y compris dans le noyau dirigeant. Ainsi, il y a les nostalgiques du vieux parti de l'après-guerre, sinon de l'époque stalinienne, et qui avaient regretté la rupture des liens avec Moscou sous le règne d'Enrico Berlin-



guer (8) ; ceux qui regrettent la période plus récente, c'est à-dire le Parti des années 70 et du début des années 80 ; ceux qui, tout en ayant exprimé des critiques très sérieuses envers les orientations du Parti pendant des années, y sont toujours restés, mais ont refusé d'avaloir la dernière coulure ; enfin, on trouve ceux qui étaient depuis 1964 au Parti socialiste italien d'unité prolétarienne (PSIUP) et, qui lors de sa dissolution, avaient rejoint le PCI (9).

Il serait hasardeux d'apprécier dès maintenant la force de chacune de ces composantes. Mais, le poids des partisans de Cossutta serait plus important que celui des autres dans la formation de noyaux de direction et d'appareils embryonnaires à l'échelle locale.

Continuité ou innovation ?

Pour l'instant, le "mouvement pour la refondation" n'a pas esquissé une plateforme programmatique, ni précisé un projet politique. Pour y voir plus clair, il faudra attendre au moins les assises de fin avril 1991. Mais, aussi bien dans les textes présentés aux derniers deux congrès du PCI que dans les déclarations faites après la scission, il ressort que le nouveau mouvement s'oppose résolument à l'abandon de l'identité du mouvement ouvrier prôné par le PDS et rejette toute subordination aux visées impérialistes de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de la coalition qui est intervenue dans le Golfe. Mais, sur d'autres questions essentielles, le moins qu'on puisse dire est que les choses sont plus confuses.

Il est probable que les nostalgiques du stalinisme ne soient plus qu'une minorité infime, qui ne pourra pas beaucoup peser dans l'avenir. En revanche, un large consensus semble exister autour d'une attitude favorable au gorbatchévisme ou, plus précisément, d'une optique d'auto-réforme du régime bureaucratique. En ce qui concerne le mouvement ouvrier italien, il n'y a pas de rupture nette avec les conceptions réformistes gradualistes qui ont caractérisé successivement, sous des formes différentes, le PCI de l'après guerre, de Togliatti à Berlinguer.

La question se pose donc de savoir si la nouvelle formation sera capable de contribuer, dans la mesure de ces forces, au renouveau du mouvement ouvrier italien après la faillite de son parti le plus représentatif, avec une pleine conscience de la nécessité d'entrer dans une phase tout à fait nouvelle ; ou si, en fin de compte, elle ne représentera qu'un phénomène résiduel, sans véritable avenir. Il faut dire que, jusqu'à présent, les éléments de continuité par rapport au vieux parti semblent prévaloir par rapport à la volonté d'innovation.

Cela se reflète, entre autres, par l'attitude adoptée à l'égard de Democrazia Proletaria (DP), qui avait souligné dès son dernier congrès l'importance des divergences qui avaient surgi dans le PCI et a insisté à plusieurs reprises depuis lors sur la problématique de la refondation communiste (10). Présente dans les différentes assemblées du nouveau mouvement, en exprimant sa volonté d'établir dès maintenant des liens étroits à tous les niveaux organisationnels et dans les mouvements sociaux, elle a plutôt enregistré des fins de non recevoir ; parfois on lui a expliqué que le nouveau regroupement devait se définir ses propres bases avant d'envisager des démarches communes.

Dans ces conditions, DP a décidé de lancer une série d'initiatives pour les mois à venir, et de mettre à l'ordre du jour de son prochain congrès, au mois de mai 1991, la discussion sur la refondation communiste sous tous ses aspects. ★

6 mars 1991

7) Il ne faut pas oublier qu'en Italie le nombre d'adhérents des partis est sensiblement plus élevé que dans d'autres pays européens. Même des partis avec une très faible influence électorale prétendent avoir plusieurs centaines de milliers de membres.

8) Cossutta n'est pas un dirigeant formé à l'école stalinienne classique ; à la fin des années 50 et dans les années 60, il a joué un rôle de premier plan dans la fédération de Milan pour lier la vieille garde locale.

9) Le Parti socialiste italien d'unité prolétarienne (PSIUP) est né en 1964 d'une scission du PSI, au moment où celui-ci décidait de participer au gouvernement de centre-gauche. Il s'est dissout après un échec cuisant aux élections législatives de 1972, la majorité de ses membres rejoignant le PSI, et une minorité le PCI.

10) Voir *Inprecor* n° 301 et n° 317 des 26 janvier et 26 octobre 1990.

L'heure de la rue

CETTE première contestation dans la rue du pouvoir dictatorial de Slobodan Milosevic ("Slobo"), par des mouvements de masse serbes se battant pour le pluralisme et la démocratie des médias, est un enjeu majeur au niveau de la République et pour toutes les nationalités non serbes de Yougoslavie.

Lorsqu'il a pris la tête de la Ligue des communistes Yougoslaves (LCY) de Serbie, en 1986, Milosevic réussit à souder derrière lui la population serbe — dans un contexte de crise économique ouverte depuis le tournant des années 80 et d'austérité imposée par le Fonds monétaire internationale (FMI) (2), creusant plus que jamais la crise politique du régime. En Serbie, l'enjeu majeur sera posé par les émeutes des Albanais du Kosovo (3), réprimées dès 1981 alors qu'ils réclamaient l'obtention d'un statut de république (et pas seulement de province autonome au sein de la Serbie). Milosevic va conquérir une popularité incontestable en jouant sur le nationalisme serbe et avec un populisme pseudo-antibureaucratique. Dans un premier temps (celui du parti unique, jusqu'en 1989), il rassemble un front allant des anciens philosophes marxistes de l'ex-revue *Praxis* (valorisant les slogans anti-bureaucratiques et populistes de Milosevic), jusqu'aux nationalistes de tradition anticommuniste, en passant par un appareil partisan du rétablissement de l'ordre par des méthodes néo-staliniennes. Le contrôle des médias s'est accompagné de campagnes hystériques contre tous les "ennemis des Serbes" (et d'abord les Albanais). C'est parce qu'il a, pour la première fois depuis la révolution, valorisé la nation et le nationalisme serbes, que Milosevic est devenu populaire, dans le contexte de crise profonde du "socialisme" yougoslave et de ses référents traditionnels. Il s'est alors retourné contre les acquis nationaux de la Constitution léguée par Tito, en estimant que les Serbes étaient lésés par le régime (notamment parce que la souveraineté serbe a été diminuée sur le territoire de la République par les pouvoirs croissants reconnus aux deux

Des milliers de jeunes sont descendus dans les rues de Belgrade, les 8 et 9 mars 1991, pour exiger la fin du monopole du parti de Slobodan Milosevic (1) sur les médias, en dépit de l'interdiction des autorités. L'intervention de l'armée et des forces de police serbes a fait deux morts et plusieurs dizaines de blessés, ce qui a galvanisé la colère des manifestants et élargi la mobilisation. A l'heure où nous écrivons, les manifestants ont remporté leurs premières victoires : la démission du directeur de la télévision ; la libération de Vuck Draskovic, un des organisateurs des manifestations et, enfin, le limogeage du ministre de l'Intérieur.

Catherine VERLA

provinces). La corde "Kosovo" reste sensible, et le nationalisme est devenu une réalité puissante, dépassant Milosevic.

L'éclatement de la population serbe dans plusieurs républiques (Croatie, Bosnie-Herzégovine) et l'hégémonie ethnique de la Serbie renferment deux dynamiques possibles. L'une, "unitariste", tend vers l'appropriation grand-serbe de tous les territoires où « existent des tombeaux serbes » et à la suppression des droits des minorités dans la République. La seconde, démocratique, doit admettre que la seule façon de réunir les co-nationaux serbes est d'adopter un cadre étatique plurinational (fédéral ou confédéral). Toutes les nationalités non-serbes préconisent aujourd'hui une solution confédérale. Si Milosevic ou le nationalisme grand-serbe l'emportent (voire même une variante fédérative), ce sera l'éclatement du pays et probablement la guerre civile.

L'éclatement du front Milosevic

Les récents bouleversements à l'Est ont précipité l'éclosion des partis et la tenue des premières élections pluralistes en 1990 (4), en Slovénie et en Croatie, et dans les autres républiques.

En Serbie, des courants nationalistes de tradition *tchetnik* (royaliste), comme le Mouvement du renouveau serbe, dirigé par Draskovic, des sociaux-démocrates ou libéraux divers se sont éloignés de celui qui a le double défaut d'être à la fois membre d'un parti identifié au passé "communiste" et un dictateur. Les élections de décembre 1990 ont vu la victoire

de Milosevic et de son parti (l'ex-Ligue des communistes serbe, rebaptisée Parti socialiste), avec environ 65 % des suffrages. Cela contrastait avec les résultats électoraux de Slovénie et de Croatie où les anciens communistes avaient été minorisés. En Serbie, les nouveaux partis de l'opposition avaient tenté un front électoral et ont interprété leur défaite comme le produit du monopole détenu par le parti de Milosevic sur les médias. La réalité est sans doute la combinaison de ce facteur, réel, avec un autre qui touche peut-être à sa fin : le mythe Milosevic. Cela ne signifie pas la fin du nationalisme serbe, y compris grand-serbe, de la part des contestataires. Mais, comme il est incarné par un dictateur, la lutte contre lui impose à ses adversaires la recherche d'alliés dans des batailles centrées sur les libertés.

Le front anti-Milosevic et les manifestations ne peuvent donc en aucun cas être réduites aux slogans "anticommunistes", ni au courant de Draskovic. Il s'agit d'un mouvement large et hétérogène, démocratique, pour l'instant, dans ses revendications et qui est appelé à trouver des alliés dans d'autres nationalités.

Nul ne peut prévoir encore ce qui va suivre. Le soutien d'une fraction significative de l'armée au pouvoir de Milosevic et le caractère littéralement dément du dictateur peuvent conduire aux pires répressions. Mais la résistance des autres républiques à l'usage de l'armée est importante au plan fédéral. En outre, la force de contestation des manifestants a touché le parti de Milosevic qui a commencé à se dissocier sur l'attitude à avoir face aux revendications étudiantes.

Les oppositions n'ont pas réellement de relève à proposer ni de programme bien progressiste ; mais l'enjeu de fond est la bataille pour l'élargissement des marges de liberté d'expression en Serbie. Souhaitons que dans la dynamique enclenchée, ce soit aussi le pouvoir personnel de Slobo qui tombe. ★

12 mars 1991

1) Voir *InpreCOR* n° 303 du 23 février 1990.
2) La dette extérieure de ce pays est de 20 milliards de dollars ; le chômage atteint plus de 15 % ; la croissance est négative et, pour la première fois depuis la révolution, le niveau de vie chute. Voir *InpreCOR* n° 283 du 6 mars 1989.
3) Voir *InpreCOR* n° 307 du 20 avril 1990.
4) Voir *InpreCOR* n° 316 du 12 octobre 1990.